

هنا من الأصل

LA RÉUNION DE LA CNUCED

La dette des pays en voie de développement dépassera 250 milliards de dollars à la fin de 1977

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 Bz. Maroc, 1,50 dir. Tunisie, 1,20 m. Allemagne, 1 DM. Autriche, 11 sch. Belgique, 13 fr. Canada, 5 058 : Danemark, 2,50 kr. Espagne, 35 pes. Grande-Bretagne, 20 s. Grèce, 20 dr. Iran, 40 rls. Italie, 500 L. Japon, 175 y. Luxembourg, 13 fr. Norvège, 2,75 kr. Pays-Bas, 1 fl. Portugal, 15 esc. Suède, 2,20 kr. Suisse, 1 fr. U.S.A., 65 cts. Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 19

5, RUE DES ITALIENS

75001 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 6567-25 Paris

Tél. Paris 26 60 78

Tél. : 246-72-23

Militaires et techniciens dominent la nouvelle hiérarchie du P.C. chinois

Le goût des traditions

Faut-il que chacun des congrès du P.C. chinois soit l'occasion de réquisitoires et de condamnations ? Le neuvième congrès avait fait le procès de Lin Biao, le dixième celui — posthume — de Lin Biao. Les débats du onzième ont été largement consacrés à la dénonciation de la « bande des quatre ».

Plus que les précédents, toutefois, ce onzième congrès donne l'impression d'une volonté de revanche, d'un retour en arrière sur bien des plans. Non seulement la page de la révolution culturelle est officiellement tournée — même si l'on veut faire à la mémoire de Mao Tse-toung la grâce de dire qu'elle fut « victorieuse » — mais les hommes qui avaient été écartés par ce mouvement révolutionnaire en force, M. Teng Hsiao-ping en tête, bien sûr, dont ce n'est pas la première restauration, mais aussi des personnalités que leur âge préparait mal à première vue, aux lourdes responsabilités dont ils sont théoriquement chargés. Mais de trente ans après sa fondation, la République populaire est dépeinte par les longues années de service de ses dirigeants. Les plus jeunes ne sont pas loin de la soixantaine. Les septuagénaires et leurs aînés pèsent du poids le plus lourd.

Cette difficulté à renouveler et à rajouter ses cadres témoigne, au sein du régime, d'un goût du passé qui s'exprime également dans le souci maintes fois formulé de « rétablir les traditions ». Soit respectable, certes, mais archaïque. Ne procède-t-il vraiment du désir d'éviter les excès du passé et les maux de l'anarchie ou également d'une volonté de préserver des positions acquises — ou reconquises ? Est-ce bien dans cette référence aux « traditions » que la Chine et sa jeunesse trouveront toutes les ressources morales nécessaires pour accomplir le prodigieux bond en avant qui doit conduire le pays et son économie « aux premiers rangs du monde » d'ici à la fin du siècle ?

Ordre, discipline, stabilité, unité, ont été les mots-clés d'un congrès qui, tout en se réclamant de la pensée de Mao Tse-toung, a voulu clore le chapitre de la révolution continue dont le président défunctif avait été l'initiateur. De telles formules, toutefois, ne suffisent pas à définir le projet de la Chine, à définir un avenir vers lequel le congrès était moins tourné qu'il ne le prétend. Cet avenir, au demeurant, reste porteur de conflits. Les tendances gérontocratiques qui triomphent aujourd'hui l'assurent à plus ou moins longue échéance de graves frustrations au sein des générations montantes, trop longtemps privées de véritables responsabilités. D'autres régimes en ont fait l'expérience.

A plus court terme, et même si l'alliance entre les techniciens de M. Teng Hsiao-ping et les militaires paraît aujourd'hui dominer la situation, des germes de crise sont visibles entre des hommes venus d'horizons différents, dont les idées ne coïncident qu'en partie sur les méthodes de gouvernement et qui risquent fort de se concurrencer.

Le onzième congrès du parti, préparé hâtivement dans la fureur d'une crise de succession et dans le souci de légaliser au plus tôt la situation de fait qui en résultait, apparaît comme l'un des actes du scénario étrange qui se déroule à Pékin depuis la mort de Mao. Et ce n'est pas le dernier. Il est douteux dans ces conditions que la visite du secrétaire d'Etat américain, qui débarque sur ces entrefaites dans la capitale chinoise et se dit surtout animé lui-même d'intentions « exploratoires », fasse franchir aux relations sino-américaines un pas décisif. Ce n'est pas en tout cas ce que permet d'augurer le remarquable conservatisme manifesté par le congrès du P.C. chinois en matière de politique étrangère.

M. Cyrus Vance a commencé ses entretiens à Pékin

Pour le deuxième jour consécutif, des manifestations ont eu lieu, lundi 22 août, à Pékin, pour célébrer la réunion du XI^e congrès du parti communiste chinois. Selon l'agence Chine nouvelle, quatre millions de personnes ont déjà défilé dans les rues de la capitale et autant à Changhaï.

Le congrès, qui s'est ouvert le 12 août, s'est terminé le 18, après avoir élu un nouveau comité central comprenant deux cent un membres de plein droit et cent trente-deux suppléants. Cet organisme, qui a été largement renouvelé dans sa composition, s'est aussitôt réuni en session plénière, le 19 août, pour désigner les membres de son bureau politique. Il apparaît que les militaires et les techniciens dominent la nouvelle hiérarchie du parti.

Les résultats du XI^e congrès n'ont jusqu'ici suscité que peu de commentaires à l'étranger. L'agence Tass a brièvement cité le communiqué final en annonçant la confirmation de M. Hua Kuo-feng à la présidence du parti et la nomination de ses quatre vice-présidents. L'agence soviétique se borne à ajouter que « le congrès s'est tenu sous les slogans maoïstes », mais Radio-Moscou, dans une émission en langue chinoise, a parlé du « début d'une nouvelle étape dans la lutte pour le pouvoir » à Pékin. Parmi les messages de félicitations

adressés au P.C. chinois, celui du P.C. vietnamien exprime la résolution de conserver et de développer des liens de « solidarité militante » et de « coopération » entre les deux partis.

Le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, est arrivé lundi en fin de matinée, heure locale, à Pékin, où il a été accueilli par le ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang Hua. Il a eu l'après-midi même un premier entretien avec ce dernier, consacré, en fait, aux questions internationales.

Quelques heures avant l'arrivée de M. Vance, l'agence Chine nouvelle a diffusé des extraits du rapport présenté au XI^e congrès par M. Hua Kuo-feng, dans lequel celui-ci réaffirme les principes de la politique chinoise envers les Etats-Unis. Il a notamment déclaré que, selon l'esprit du communiqué de Changhaï de 1972, la normalisation des relations entre les deux pays exigera que les Etats-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec le régime de Taïpeï, abrogent leur traité de défense mutuelle avec ce dernier et retirent leurs forces de Taïwan. Le président du P.C.C. a également réaffirmé la détermination de la Chine de « libérer la province de Taïwan », soulignant qu'il s'agit d'une « affaire intérieure chinoise qui ne souffre aucune ingérence étrangère ».

Priorité à l'ordre et à la discipline

Les résultats du XI^e congrès du parti communiste chinois comportent d'importantes modifications de la hiérarchie du parti. Les dirigeants qui ont été élus ont des profils très différents. Les nouvelles orientations du régime ont été définies de façon progressive depuis la mort de Mao Tse-toung et l'élimination de quatre des dirigeants du bureau politique représentant l'aile la plus « fondamentaliste »

et la plus révolutionnaire du parti — même s'ils sont aujourd'hui condamnés, pour les besoins de la cause, comme « contre-révolutionnaires de droite ». On devrait nécessairement attendre, d'autre part, qu'un remaniement important du personnel dirigeant du parti suive une crise aussi grave. Dans les provinces comme dans les organismes centraux, l'opération avait d'ailleurs été sérieusement entamée.

La question était de savoir jusqu'à quel point les changements, tant sur le plan des idées que sur celui des hommes, l'impression dominante, à la lumière des documents disponibles, est que la nouvelle tendance a été fortement contre-balançée par le désir de préserver au moins des apparences de continuité. Le renversement n'en est pas moins net dans les priorités que se donne le régime.

Mobilisation générale en Éthiopie

Addis-Abeba accuse Mogadiscio d'« étendre la guerre à de nouveaux fronts »

Le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien, a décrété la mobilisation générale pour repulquer à l'agression menée par la Somalie, qui « étend la guerre à de nouveaux fronts dans le sud du pays » et « menace l'existence même de l'Éthiopie ».

Dans un communiqué diffusé dimanche 21 août par la radio, Addis-Abeba reconnaît par ailleurs l'ampleur des combats qui se déroulent depuis le 18 août, près de Dire-Dawa, en Ogaden. Les Éthiopiens assurent avoir repoussé les troupes somaliennes en leur infligeant de lourdes pertes et déclarant avoir eu cent cinquante tués au cours de très durs combats.

Embarras croissant à Moscou

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique est de plus en plus embarrassée et préoccupée par l'évolution de la situation dans la corne de l'Afrique. Cette inquiétude et cet embarras sont compréhensibles puisque le conflit met aux prises deux pays qui sont encore officiellement ses alliés. Ils s'expriment pratiquement tous les jours dans les articles de la presse et les commentaires de l'agence Tass.

AU JOUR LE JOUR

SO LONG GROUCHO

Groucho, dernier représentant sur terre de la planète Marx, est donc reparti pour toujours vers les nébuleuses d'un titre qui venait de loin tant il résonnait sur cette terre de non-sens.

Tous les marxistes de tendance Groucho regretteront le départ de ce sage qui ne prenait pas grand-chose au sérieux et qui laisse la scène internationale occupée par les comiques involontaires qui pensent sérieusement avoir en charge les destinées des peuples.

De tels regrets, bien sûr, ne sont pas sérieux. Pourtant le cinéma des maîtres de ce monde, qui parcourt la planète en défilant de grands messages sur la paix, la sécurité et la coopération internationale, nous semble à la réflexion moins sérieux que le cinéma des Marx Brothers. Mais il est vrai qu'en matière de non-sens l'actualité dépasse toujours la fiction.

BERNARD CHAPUIS.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 5.)

Une politique de la montagne

M. Giscard d'Estaing définit les trois axes d'une relance

M. Giscard d'Estaing se rend, le mardi 23 août, dans les Hautes-Alpes, où, au cours de l'après-midi, il visite à pied le territoire de la commune de Peloux, située à la maison du parc national des Ecrins, située à Vallouise, et s'entretient avec les élus locaux. Il doit surtout prononcer un discours dans lequel il définirait une nouvelle politique nationale de la montagne.

Celle-ci sera désormais fondée sur trois principes : le maintien (et le développement) d'activités économiques diversifiées ; l'amélioration des conditions de vie des montagnards ; la protection (et la valorisation) des espaces naturels.

Le président de la République devrait annoncer une série de mesures concrètes : la restauration des territoires en montagne par la plantation de forêts recevant de nouveaux crédits ; les aides à l'agriculture, à l'artisanat et à la petite industrie seraient renforcées ; aux communes les plus pauvres, on assurerait un budget minimum.

Ces coups d'accélérateur seraient probablement accompagnés de coups de frein destinés à stopper la dégradation du capital naturel : interdiction de construire sur les terres agricoles, strict contrôle de l'état sur le développement des stations de haute montagne, abandon de certains projets d'équipements lourds.

Un espoir pour les Français des hautes terres

Après cent ans d'abandon progressif et quinze ans d'aménagement anarchique, voici peut-être un espoir pour les Français de la montagne. Électoralement parlant, ils sont devenus quantité négligeable : 2 700 000. Mais économiquement ils comptent encore : 188 000 exploitations agricoles en moyenne montagne et 2 700 000 têtes de bétail, ça pèse dans une balance commerciale. Elles pèsent aussi leur poids en devises les soixante-quatre stations de sports d'hiver qui parsèment la haute montagne.

10 millions d'hectares

Au regard de l'aménagement du territoire, ces montagnards sont encore plus importants : ils maintiennent la vie sur plus de 10 millions d'hectares, le cinquième de l'Hexagone. Sont en montagne, selon une définition européenne reprise par la France, toutes les communes situées au-dessus de 600 mètres d'altitude ou dont les points les plus bas et les plus hauts sont séparés par un dénivelé de plus de 400 mètres. Elles sont quatre mille six cent soixante-seize, chez nous, répartis sur quinze départements et elles sont réparties sur quarante départements, tous situés au sud-est d'une ligne Strasbourg-Bendaye.

Cette France des plateaux ventueuses, des vallées étroites, des forêts, des glaciers et des pics, a-t-elle le droit de l'abandonner à ses difficultés ? Car elle en a d'exceptionnelles. C'est une France dont

la population est plus rurale, plus dispersée, où les emplois procurent les services (30 %) et l'industrie (27 %) sont moins nombreux que dans le bas pays. C'est une France mal équipée : moins de maternités et d'écoles maternelles qu'en plaine, moins de postes à essence et de guichets de banque, moins de cinémas et de collèges. Alors, parce qu'en plus le climat est rude, que les terres sont difficiles à travailler, que tout est plus cher à cause de l'altitude, les jeunes se laissent glisser vers les vallées.

En montagne on ne dénombre plus, en moyenne, que vingt-cinq habitants au kilomètre carré (contre soixante-quinze pour le reste du pays). Et l'exode continue. Dans les Pyrénées centrales, le sud-est du Massif Central, les Alpes du Sud la population s'amenuise de 1 % par an. La fuite des hommes entraîne la réduction des activités, puis la fermeture des services publics, d'où aggravation des conditions de vie, qui elle-même accélère la fuite des hommes. C'est le cycle infernal du sous-développement.

Comment en sortir ? La politique de la montagne menée depuis quinze ans — si tant est qu'on puisse qualifier ainsi une succession d'initiatives parfois contradictoires — est celle des illusions perdues. Il y a d'abord eu le « plan neige » des années 60, c'est-à-dire l'exploitation soignée rationnelle de l'or blanc.

MARC AMBROISE-RENDU.

(Lire la suite page 8.)

« HITLER. UNE CARRIÈRE »

Le III^e Reich sans étoile jaune

Une série d'attentats et de manifestations nazies ont eu lieu pendant le week-end en France et dans plusieurs pays européens.

A Solférino, en Basse-Saxe, une vingtaine de personnes, habillées de noir, ont exprimé leur soutien à l'ancien colonel SS Herbert Kappler, évadé, il y a une semaine, d'un hôpital militaire de Rome. Le maire de la commune, où le criminel de guerre, pense-t-on, a trouvé refuge, a déclaré que nombre de ses concitoyens « admirent le courage de M. Kappler » qui a permis la fuite de son mari. Selon le journal « Bild Zeitung », l'évasion de Kappler aurait été favorisée par d'anciens SS.

Les Allemands ont toujours tort. Qu'ils se désintéressent de leur passé récent, et les voilà taxés d'indifférence coupable envers les crimes du III^e Reich. Qu'ils se pressent au contraire aux portes d'une salle de cinéma affichant un film sur Hitler, et les voilà soupçonnés, accusés, avant plus ample examen, de céder une fois de plus à leurs démons familiaux.

Hitler, une carrière : le portrait du Führer — bras tendu, visage déformé, pathétique — domine de nouveau, au fronton d'un cinéma, l'une des principales places de Berlin. A l'ouest, évidemment. A l'est, c'est une tout autre histoire. Car, ici n'est pas l'un des nombreux parades de l'œuvre accomplie par le « plus grand Allemand de l'histoire ». A son rivage au pouvoir, l'Allemagne était faible, mais une. A sa chute, elle se retrouva de nouveau morcelée et sa division actuelle est devenue un élément fondamental de l'ordre européen. Hitler voulait

A Vienne, en Autriche, la synagogue et la cimetière juif ont été profanés.

En France un attentat à visé, le 20 août, le consulat d'Italie à Paris ; selon un appel téléphonique anonyme reçu à Bonn, il s'agirait d'un Front national qui déclare combattre « pour le rétablissement de la loi et de l'ordre dans la grande Allemagne ». (Lire page 6.)

Ces activités et déclarations, produisant alors que certains hommes politiques et historiens allemands, tels MM. Willy Brandt, ancien chancelier, ou le professeur Ergon Kogon, s'inscrivent de la hardiesse croissante des groupes extrémistes de droite et qu'un film intitulé « Hitler, une carrière » déchaîne en République fédérale les controverses.

par MANUEL LUCBERT

Mais le nazisme, néo — ou paléo — semble-t-il, est à la mode. Le magazine Stern, l'un des plus forts tirages de la presse ouest-allemande et plutôt favorable, ces dernières années, à la coalition social-démocrate libérale, commence cette semaine la publication des Carnets du Dr Goebbels. La semaine dernière, l'hebdomadaire Der Spiegel « faisait » sa couverture sur Hitler en révélant les connaissances proprement déconcertantes des jeunes Allemands sur la période nazie mise à nu par une enquête auprès de trois mille écoliers.

La vague charrie le meilleur et le pire. On tremble d'horreur en apprenant la sortie, à la rentrée, d'un opéra rock intitulé. Il fallait y penser, Der Führer. L'esprit du mal — y prend possession du corps et de l'âme de Hitler.

(Lire la suite page 4.)

(1) Gallimard, 2 volumes
(2) Grasset, 1966.

LE COMMUNIQUÉ FINAL

« La « bande des quatre » abattue, nous pouvons réaliser la stabilité et l'unité et assurer l'ordre dans l'ensemble du pays »

M. LI-HSIU

Le communiqué officiel publié à l'issue du XI^e congrès du P.C. chinois précise que celui-ci s'est tenu du 12 août au 18 août, après une séance préparatoire le 11 août. Le congrès a réuni mille cinq cent dix délégués représentant « plus de trente-cinq millions » de membres du parti.

Selon le communiqué, « les ouvriers, paysans et soldats, ainsi que les autres travailleurs, représentent 72,4 % du total des délégués ; les intellectuels révolutionnaires 20,9 %. Parmi les délégués, les femmes représentent 19 %, les membres du parti appartenant aux minorités nationales 0,2 % et ceux d'âge moyen et jeune 73,8 %. Les membres du parti originaires de la province de Taiwan étaient également représentés au congrès ».

Au cours de sa séance préparatoire, le congrès a élu M. Hua Kuo-feng à la présidence de son présidium. Ont été élus vice-présidents le maréchal Ye Chien-ying, ainsi que MM. Teng Hsiao-ping, Li Hsien-nien et Wang Tung-hsing. Ce dernier a été, en outre, désigné comme secrétaire général du présidium du congrès.

Présentant, le 12 août, son rapport politique au nom du comité central, le président Hua Kuo-feng a d'abord proposé que les délégués observent une minute de silence à la mémoire du président Mao Tse-toung, du premier ministre Chou En-lai et des principaux dirigeants du parti décédés ces dernières années.

Le communiqué poursuit :

« Le président Hua a indiqué dans son rapport que notre congrès

assume des responsabilités historiques d'importance majeure : lever haut le grand drapeau du parti, continuer et développer la révolution culturelle, faire le bilan de la lutte contre la « bande des quatre » (...), maintenir fermement la ligne fondamentale du parti, persévérer dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, faire jouer tous les facteurs du parti, de Chine comme dans le monde ; s'unir avec toutes les forces susceptibles d'être unies et lutter pour matérialiser cette politique de porée stratégique ; porter tout le travail sur la lutte de classes pour que l'ordre règne dans le pays et faire de notre pays, avant la fin du siècle, un grand Etat socialiste puissant et moderne ».

Le président Hua a souligné que toutes les victoires de la révolution chinoise des cinquante dernières années et plus ont été remportées sous la direction du président Mao et à la lumière de sa ligne révolutionnaire. Le drapeau du président Mao, c'est le drapeau victorieux du peuple chinois dans sa révolution. Le président Mao a continué, sauvegardé et développé le marxisme-léninisme, il est le plus grand marxiste de notre temps. Le pensée-maoïste constitue l'acquis le plus récent du patrimoine théorique du marxisme-léninisme et représente ce que le président Mao a légué de plus précieux à notre congrès (...). Nous devons porter toujours plus haut et défendre fermement le grand drapeau du président Mao et transmettre, de génération en génération, ce patrimoine précieux qui est le grand drapeau du président Mao (...).

Le président Hua a souligné que, du point de vue idéologique et théorique, la onzième lutte entre les deux lignes au sein de notre parti est dérivée précisément autour du thème suivant : maintenir fermement la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, bien dénouer la révolution culturelle, c'est là un trait distinctif important de cette lutte entre les deux lignes. La « bande des quatre » a voulu totalement fausser la révolution culturelle, elle a voulu dénaturer la ligne fondamentale du parti pour toute la période historique du socialisme et de la théorisation complète que le président Mao a donnée au sujet du problème des responsabilités du parti engagées dans la voie capitaliste. Elle a cherché le programme politique contre-révolutionnaire accusant que « les vieux cadres sont des démocrates », et que « les démocrates sont des responsables » dans la voie capitaliste. Elle a talonné la ligne d'opportuniste qu'elle a affirmé coloniser le parti « une bourgeoisie » et s'est formée dans notre parti et dans notre armée, et inversement, elle a cherché à dénaturer la révolution culturelle et nous dans l'étape historique du socialisme, cela dans la vaine tentative d'abattre un grand drapeau, le grand drapeau de la révolution culturelle, de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Cette théorie mensongère du président Mao a montré aux pays où a triomphé la révolution prolétarienne la voie fondamentale et

la « bande des quatre » usant à usurer le pouvoir du parti et à se préparer à la dévotion et à la critique de cette bande, et ont dû mobiliser à fond les masses pour éliminer ces ennemis du peuple (...).

Le président Hua a annoncé que, conformément à une décision du comité central, la V^e Assemblée populaire nationale s'ouvrira en temps opportun et que, parallèlement, sera réuni le comité national de la V^e Conférence consultative politique du peuple chinois.

Le communiqué donne ensuite la substance du rapport présenté le 13 août par le maréchal Ye Chien-ying, président du comité central, sur la modification des statuts du parti. Le maréchal a d'abord rendu hommage à M. Hua Kuo-feng.

Le président Hua, a-t-il dit, est, effectivement, un excellent

cer sur la lancée de la victoire, faire la révolution et promouvoir la production, améliorer le travail et se préparer à la guerre, la réalisation d'une guerre, réaliser des succès encore plus importants, lutter pour compenser les pertes causées par les activités perturbatrices et destructrices de la « bande des quatre », tout cela afin d'apporter une plus grande contribution à la cause de la transformation de notre pays en un puissant Etat socialiste moderne ».

Le 18 août, enfin, les délégués ont élu au scrutin secret les membres du onzième comité central du P.C. chinois, qui comprend 201 membres de plein droit et 132 suppléants.

C'est M. Teng Hsiao-ping qui a prononcé le discours de clôture. « Il a souligné, rapporte le communiqué, que ce congrès s'inscrit dans les glorieuses annales de notre parti, comme un congrès qui a appliqué intégralement et correctement la ligne révolutionnaire du président Mao, rétabli et développé les excellentes traditions du prolétariat, et fait accéder notre révolution et notre édification socialiste à une phase nouvelle de leur développement. (...)

« Le vice-président Teng a souligné : depuis l'écrasement de la « bande des quatre », tout le parti et tout le pays ont pris un visage nouveau. Nous avons déjà remporté des victoires importantes. Mais, il nous reste encore bien des problèmes à résoudre et bien des difficultés à surmonter. Nous sommes profondément convaincus qu'en faisant vraiment confiance aux masses et en nous appuyant sur elles, nous pourrions vaincre successivement toutes les difficultés et remporter sans cesse de nouvelles victoires ».

M. Teng Hsiao-ping a enfin lancé un appel à tout le parti, toute l'armée et toute la population en vue de « consolider la dictature du prolétariat » et de faire de la Chine « avant la fin du siècle, un grand Etat socialiste puissant et moderne ».

(1) Ces trois principes sont les suivants : pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la division ; faire preuve de franchise et de droiture et ne pas tramer complotes et intrigues.

(Traduction des services de l'ambassade de la République populaire de Chine à Paris. Les sous-titres sont de la rédaction du « Monde ».)



Priorité à l'ordre et à la discipline

(Suite de la première page.)

De même, si la thèse de la poursuite de la lutte des classes en régime socialiste est conservée, les impératifs d'ordre et de discipline imposent largement le pas sur ceux de l'agitation révolutionnaire. La nouvelle équipe dirigeante ne semble avoir voulu laisser subsister aucune ambiguïté sur ce point, elle l'a clairement affirmé, par la voix du maréchal Ye Chien-ying, au sujet du renforcement de la discipline au sein du parti, que « si la démocratie est le principe, le centralisme est encore plus ».

De telles formules font douter que beaucoup de militants songent dans un avenir proche à « aller à contre-courant » au sein du P.C. chinois. La création annoncée de « commissions de contrôle de la discipline » devrait d'ailleurs contribuer à les en dissuader. On verra cependant qu'un tel langage et la mise en place d'un tel appareil laissent supposer la persistance de certaines préoccupations dans les organisations du parti. L'annonce que les enquêtes seront poursuivies pour éliminer tout ce qui pourrait subsister de l'indisciplinisme de la « bande des quatre » confirme ce point.

Les changements intervenus sur le plan des hommes précèdent du même esprit, même s'ils sont temporaires, par un souci de stabilité. Les bouleversements les plus profonds interviennent au comité central, dont la composition est renouvelée dans une proportion de plus de 40 %. Pres de quatre-vingts de ses membres élus du XI^e congrès en 1973 sont éliminés, parmi lesquels un vice-président, une vice-présidente de l'Assemblée nationale populaire et deux anciens ministres. Revenant en force, en revanche, sont les représentants militaires, notamment, écartés à l'époque de la révolution culturelle et dont la réhabilitation s'est faite, par ailleurs, à fait achevée. Ainsi, le général Li Teh-sheng, ancien chef d'état-major général de l'armée, et Hsiao Hsien, ancien directeur de l'enseignement de politique générale de l'A.P.P. A ce niveau du comité central du moins, le terme de « purge » ne paraît pas excessif.

Il en va différemment pour le bureau politique, car, à l'exception des membres de la « bande des quatre », des anciens cadres du parti et d'une ancienne suppléante, Mme Wu Kuei-hsien, tous les survivants de cet organisme ont conservé leur siège. Ce phénomène a de quoi surprendre si l'on se souvient des sympathies que certains de ces personnages, le général Li Teh-sheng par exemple, ont pu montrer pour la « bande des quatre », ou des critiques sévères dont le maître de la capitale, M. Wei Teh, et le commandant de la région militaire de Pékin, le général Chen Hsi-ien, ont été l'objet par voie d'affiches au mois de janvier dernier. Ceux qui auraient pu être menacés ont-ils donné des gages de leur fidélité au nouveau régime, ou bien leur maintien résulte-t-il d'un rapport de forces qui rendait leur élimination délicate ? On serait tenté d'incliner pour la seconde hypothèse quand on constate l'impressionnante ascension de M. Wang Tung-hsing, qui son passé désigne comme l'un des hommes les plus proches de Mao Tse-toung et comme étant éloigné sous bien des militaires que les « purgés » de l'école de M. Teng Hsiao-ping.

Il est vrai que ce dernier, ainsi que l'armée, où il compte de puissants amis, voient leur influence sensiblement renforcée par l'arrivée d'une douzaine de nouveaux venus dans le bureau politique. Sur un total de vingt-six membres de plein droit ou suppléants, ces organismes compte

La « onzième lutte »

« Dressant le bilan de la onzième lutte entre les deux lignes au sein du parti, le président Hua a indiqué que notre président Mao était la clairvoyance même ; il s'était aperçu depuis longtemps des activités antiparti de la « bande des quatre », et il leur adressa plusieurs fois de sévères critiques et des avertissements sévères ; c'est ainsi qu'il dirigeait lui-même notre parti dans une lutte toujours renouvelée contre les « quatre ». Toutes les directives importantes et décisions claires du président Mao ont été les bases qui ont permis au parti de résoudre par la suite le problème de la « bande des quatre ». Si la onzième lutte entre les deux lignes au sein du parti a été couronnée d'une grande victoire, le mérite en revient à notre grand dirigeant, le président Mao, à la grande pensée-maoïste, à la ligne révolutionnaire du président Mao, ainsi qu'à notre grand parti, à notre grande armée et à notre grand peuple ».

Le président Hua a fourni, dans son rapport, un exposé précis au sujet de la théorie centraliste du président Mao sur la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Le président Hua a continué, sauvegardé et développé la pensée de Marx et de Lénine, et a fondé la théorie complète et magistrale de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Cette théorie magistrale du président Mao a montré aux pays où a triomphé la révolution prolétarienne la voie fondamentale et

nisme moderne ayant pour centre la clique des rétrogrades révisionnistes.

Le président Hua a fait un exposé pénétrant au sujet de la théorie du président Mao sur la division en trois mondes, soulignant que cette théorie indique clairement quelle l'orientation à suivre à cette époque dans la lutte sur le plan international, quelles sont les forces principales de la révolution, quels sont nos principaux ennemis et quels sont les forces intermédiaires, susceptibles d'être ralliées et unies, ce qui permet au prolétariat international de tous les pays de mener la lutte de classes à l'échelle mondiale et de former le front uni le plus large que nous pouvons avoir à l'heure actuelle. Voilà le juste concept stratégique et tactique pour le prolétariat international à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale.

Le président Hua a souligné : la fin victorieuse de la première grande révolution culturelle prolétarienne a fait accéder notre parti à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale. Voilà le juste concept stratégique et tactique pour le prolétariat international à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale.

Le président Hua a souligné : la fin victorieuse de la première grande révolution culturelle prolétarienne a fait accéder notre parti à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale. Voilà le juste concept stratégique et tactique pour le prolétariat international à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale.

Le président Hua a souligné : la fin victorieuse de la première grande révolution culturelle prolétarienne a fait accéder notre parti à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale. Voilà le juste concept stratégique et tactique pour le prolétariat international à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale.

La fin de la révolution culturelle

« Se servant de la pensée-maoïste comme d'un guide, le président Hua a fait une critique pénétrante du programme politique contre-révolutionnaire de la « bande des quatre ». Il a souligné : tant que le pouvoir suprême du parti et de l'Etat est détenu par le nouveau dirigeant qui persévère dans la ligne marxiste-léniniste, les responsables engagés dans la voie capitaliste ne constituent dans le parti qu'une poignée et sont dénoncés et expulsés du parti les uns après les autres, ils ne sauraient former une bourgeoisie. Les vieux cadres de notre parti dans leur immense majorité ne sont certainement pas des démocrates bourgeois ; ce sont des révolutionnaires prolétariens. Les trois principes fondamentaux définis par le président Mao sur ce qu'il faut faire et ne pas faire (1) précèdent le critère de base qui permet de discerner les responsables de la révolution culturelle et de les dénoncer et les éliminer. Les responsables irréductiblement engagés dans cette voie, tels que Liu Shao-chi, Lin Biao et la « bande des quatre », et concepter nos attaques sur eux ».

Le président Hua a souligné : la fin victorieuse de la première grande révolution culturelle prolétarienne a fait accéder notre parti à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale. Voilà le juste concept stratégique et tactique pour le prolétariat international à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale.

Le président Hua a souligné : la fin victorieuse de la première grande révolution culturelle prolétarienne a fait accéder notre parti à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale. Voilà le juste concept stratégique et tactique pour le prolétariat international à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale.

Le président Hua a souligné : la fin victorieuse de la première grande révolution culturelle prolétarienne a fait accéder notre parti à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale. Voilà le juste concept stratégique et tactique pour le prolétariat international à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale.

Le président Hua a souligné : la fin victorieuse de la première grande révolution culturelle prolétarienne a fait accéder notre parti à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale. Voilà le juste concept stratégique et tactique pour le prolétariat international à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale.

« La division en trois mondes »

Le président Hua a analysé dans son rapport l'excellente situation qui règne actuellement sur le plan international et souligné qu'il faut que les facteurs de la révolution continuent à augmenter, les facteurs de la guerre ont grandi sensiblement. L'Union soviétique et les Etats-Unis sont les foyers d'une nouvelle guerre mondiale. Le social-impérialisme soviétique, en particulier, revêt un caractère encore plus dangereux. Les peuples de tous les pays doivent redoubler de vigilance, s'unir étroitement et poursuivre leur lutte sans relâche. Il a réaffirmé : nous porterons haut le grand drapeau du président Mao, resterons fidèles à l'internationalisme prolétarien et continuerons

Le président Hua a souligné : la fin victorieuse de la première grande révolution culturelle prolétarienne a fait accéder notre parti à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale. Voilà le juste concept stratégique et tactique pour le prolétariat international à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale.

Le président Hua a souligné : la fin victorieuse de la première grande révolution culturelle prolétarienne a fait accéder notre parti à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale. Voilà le juste concept stratégique et tactique pour le prolétariat international à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale.

Le président Hua a souligné : la fin victorieuse de la première grande révolution culturelle prolétarienne a fait accéder notre parti à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale. Voilà le juste concept stratégique et tactique pour le prolétariat international à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale.

Le président Hua a souligné : la fin victorieuse de la première grande révolution culturelle prolétarienne a fait accéder notre parti à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale. Voilà le juste concept stratégique et tactique pour le prolétariat international à l'époque actuelle, et la ligne de classe pour le prolétariat dans la lutte internationale.

Le bureau politique

ملتان، لاہور

DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

PORTRAITS

DEUX NOUVEAUX VICE-PRÉSIDENTS

M. LI-HSIEN-NIEN

M. Li Hsien-nien occupait déjà, avant le quinzième congrès, l'une des toutes premières places dans la hiérarchie du régime, et sa nomination à la vice-présidence du comité central ne fait que consacrer cette situation.

Sobriété, compétence, sont les mots par lesquels ceux qui l'ont rencontré le caractérisent le plus volontiers. Mais il est surtout l'un des très rares personnages qui aient, depuis plus de vingt ans, conservé sans interruption les mêmes hautes fonctions à la direction du parti et de l'Etat, en dépit des crises et des tempêtes de toutes sortes : il est vice-premier ministre depuis 1954 et membre du bureau politique depuis 1959.

Né vers 1905 dans la province du Houpeh, fils de paysans, il n'a pas eu le loisir de faire des études universitaires. Mais c'est un militant de la première heure, qui participe à la Longue Marche, étudie quelque temps à la « base » de Yennan, revient au combat dans la région de

Wuhan, et entre, dès le septième congrès, en 1945, au comité central du P.C. chinois. Il est toujours à Wuhan au moment de la libération, et devient maire de la ville, où il se spécialise dans les affaires économiques et financières. Son ascension est désormais rapide, car il n'avait jamais encore exercé de fonctions dans la capitale lorsqu'il y est nommé vice-premier ministre et ministre des finances, en remplacement de M. Teng Hsiao-ping. C'est à ce poste qu'il devient l'un des proches collaborateurs de Chou En-lai, qui prendra publiquement sa défense lors de la Révolution culturelle, quand les gardes rouges reprocheront à M. Li Hsien-nien ses « tendances capitalistes ».

Le destin agité de M. Teng Hsiao-ping, son collègue, fait apparaître par contraste M. Li Hsien-nien comme le champion de la survie politique et de la stabilité. S'il est très certainement se faire lorsque les cir-

constances l'exigent, ses sympathies n'en sont pas moins claires. N'avait-il pas disparu au lendemain de la mort de Chou En-lai pour ne réapparaître que plusieurs mois plus tard, le jour même de la destitution de M. Teng Hsiao-ping, le 7 avril 1976 ? Mais pour apparaître plus que jamais comme l'homme de la continuité au milieu d'une équipe dirigeante en plein bouleversement.

On dit que M. Li Hsien-nien a refusé, au lendemain de la chute des « quatre », la poste de premier ministre, laissant entendre que ces fonctions devaient revenir à M. Teng Hsiao-ping. Il est certain, en tout cas, que les deux hommes sont politiquement proches et qu'ils appartiennent l'un et l'autre à la même génération, à la même école de dirigeants chinois. Et le moindre de leurs points communs n'est pas d'avoir tous les deux conservé dans l'armée de solides amitiés — qui ne peuvent être tout à fait étrangères à leur destin. — A. J.

M. WANG TUNG-HSING

M. Wang Tung-hsing est l'un des personnages les plus mystérieux de la haute direction du P.C. chinois, et sans doute les responsables qu'on lui connaît en matière de sécurité publique contribuent-elles à sa réputation d'homme puissant et secret.

On ignore son âge — la soixantaine peut-être, — et ses premières fonctions connues sont celles de garde du corps de Mao Tse-toung en 1947. Il n'avait guère quitté ensuite le fondateur de la révolution chinoise, jusqu'à la mort de ce dernier, en 1976. Pendant un peu plus de deux ans seulement, entre 1958 et 1960, il fut vice-gouverneur du Kiangsi, où il s'occupa particulièrement de l'université communiste du travail.

Il est de retour à Pékin au début des années 60, en qualité de vice-ministre de la sécurité. Toujours très proche de Mao, on le voit figurer, mais avec discrétion, dans le groupe très restreint des responsables qui « dirigent » la révolution culturelle. En 1968, il est encore identifié

comme chef des gardes et du cabinet de Mao Tse-toung, mais la plupart des documents ajoutent qu'à la même époque ses autres fonctions sont « mal connues ». L'année suivante, M. Wang Tung-hsing entre au comité central, élu par le neuvième congrès, et devient en même temps membre suppléant du bureau politique. Il était membre de plein droit de cet organisme depuis le dixième congrès (1973).

Les liens personnels qu'on lui connaît avec Mao Tse-toung — ainsi que son ascension pendant et après la révolution culturelle — ont été à l'origine des bruits les plus divers sur son compte lors de la crise d'octobre 1976. On le rattachait à la « bande des quatre », et un journal de Hongkong annonça même qu'il avait été tué de plusieurs balles dans la poitrine lors de l'arrestation de Mme Chiang Ching et de ses amis. D'autres ne furent pas surpris de le découvrir au premier rang de la tribune de

la place Tien-An-Men, quelques jours plus tard, lorsque la foule pékinoise fut invitée à venir s'exprimer à la nomination de M. Hua Kuo-feng à la présidence du parti.

Tout indique aujourd'hui que M. Wang Tung-hsing, en raison même des responsabilités qu'il exerçait en matière de sécurité autour des plus hauts dirigeants du parti, a joué un rôle décisif pendant cette nuit d'octobre où furent arrêtés quatre membres du bureau politique. Sa promotion à l'une des quatre vice-présidences du comité central fait inévitablement penser à une récompense pour service rendu. Sans doute sa nomination correspond-elle aussi à des préoccupations de dosage politique dans les plus hautes sphères du parti. Des cinq membres du comité permanent du bureau politique, M. Wang Tung-hsing apparaît en tout cas comme le plus éloigné de M. Teng Hsiao-ping, et le plus proche — politiquement et par son passé — de M. Hua Kuo-feng. — A. J.

DOUZE PROMUS AU BUREAU POLITIQUE

LE GÉNÉRAL CHANG TING-FA

Militaire de carrière, le général Chang Ting-fa a pris récemment les fonctions de commandant de l'armée de l'air en remplacement du général Ma Ning, Rongé, semble-t-il, en raison de ses liens avec la « bande des quatre ». Le général Chang Ting-fa était déjà depuis plusieurs années l'un des commandants adjoints de l'armée de l'air chinoise. C'est la première fois qu'il siège non seulement au bureau politique mais également au comité central — dont son prédécesseur à la tête des forces aériennes est en revanche exclu.

Mme CHEN MU-HUA

Membre du comité central du P.C. depuis le dixième congrès, Mme Chen Mu-hua a succédé, en janvier 1977, à M. Fang Yi — dont elle était jusqu'alors l'adjointe — au poste de ministre des relations économiques avec l'étranger. A ce titre, elle devrait conduire une politique de « ouverture », notamment vis-à-vis des pays industriels occidentaux.

M. CHAO TZU-YANG

L'une des rares personnalités à avoir occupé de hautes responsabilités provinciales sans avoir appartenu au comité central. M. Chao Tzu-yang est originaire de la même province, le Setchouan, que M. Teng Hsiao-ping, dont il passe pour être proche — a fait presque toute sa carrière dans le sud, au Kwantung. Sa progression dans le parti est celle d'une personnalité rompue aux rouages de l'appareil, et dont la compétence ne se limite pas aux questions politiques, mais s'étend à l'agriculture.

Premier secrétaire du P.C. du Kwantung, de 1955 à 1967, il fut très attaqué pendant la révolution culturelle et dut s'effacer pendant quelque temps. Mais il fit sa réapparition après le dixième congrès du parti et a pris, depuis, la direction du P.C. dans sa province natale.

M. FANG YI

M. Fang Yi — vice-président, mais exerçant en fait les fonctions de président — de l'Académie des sciences chinoises depuis janvier 1977, est considéré, depuis trente ans, comme le grand spécialiste des relations économiques et financières internationales. Il occupait depuis 1970 et jusqu'à sa nomi-

nation à l'Académie des sciences, le poste de ministre des relations économiques avec l'étranger.

Né en 1908, ayant adhéré au P.C. en 1936, M. Fang Yi est également réputé pour ses qualités d'administrateur — qu'il a mises à l'épreuve d'abord pendant la révolution, puis, après 1949, à la tête de diverses commissions — et pour sa connaissance des langues étrangères. Il a d'autre part signé de nombreux accords de coopération technique avec des pays étrangers et supervisé, notamment, l'aide chinoise au Vietnam. Représentant un courant favorable à une certaine « ouverture » dans le domaine de la collaboration technologique avec les pays industriels, il conseille volontiers aux pays pauvres de compter également — sur leurs propres forces.

M. Fang Yi est entré au comité central du P.C. à l'issue du dixième congrès, en 1973.

M. HSU HSIANG-CHEN

L'un des quatre ou cinq — et l'on compte Peng Teh-huai — maréchaux chinois encore en vie. Agé de soixante-quinze ans, c'est en effet l'une des grandes figures de l'armée rouge, dans laquelle il a occupé divers postes de haut commandement. Fils d'un petit propriétaire terrien du Shanai, il est entré au P.C. en 1927, après avoir étudié à l'Académie militaire de Whampoa. Il a participé au soulèvement ouvrier de Canton, pris ensuite la tête d'une des premières divisions de l'armée rouge, dont il est devenu, selon des biographies officielles, l'un des « trois principaux piliers ». Des annales de santé l'empêcheront toutefois d'assumer effectivement des responsabilités militaires et politiques pendant quelque temps. Il demeurera ainsi dans une relative obscurité avant d'apparaître au premier plan en 1967. A la fin de la révolution culturelle, il est cependant identifié, rendant une courte période, comme membre du bureau politique du P.C., mais il ne fut pas confirmé à ce poste par le neuvième congrès. Outre sa qualité de membre du comité central, il conserva néanmoins de hautes fonctions : vice-président du conseil de la défense nationale, vice-président de l'Assemblée nationale populaire. Il était également vice-président de la commission militaire du précédent comité central.

M. KENG PIAO

M. Keng Piao est l'un des plus influents parmi les hauts fonctionnaires du parti communiste chinois, dont il dirige depuis 1971 le département des relations internationales. En cette qualité, il reçoit, à Pékin, les délégations des partis frères étrangers et assiste à leurs entretiens avec le président du parti.

Agé de soixante-huit ans, il a participé aux combats de la guerre de libération, puis a longtemps été diplomate, notamment ambassadeur en Suède, au Pakistan, en Birmanie et en Albanie. Il est l'un des rares personnages dont la carrière n'a nullement souffert de la révolution culturelle. Le dixième congrès l'a au contraire fait entrer au comité central, dont il est resté membre depuis cette date. Son passé le désigne comme un expert de politique étrangère et des problèmes du mouvement communiste international.

M. NI CHIH-FU

Agé de quarante-quatre ans, M. Ni Chih-fu est le benjamin du nouveau bureau politique. C'est un authentique ouvrier qui travailla en usine dès son plus jeune âge, mais il se fit remarquer, dès 1953, par l'invention d'un modèle perfectionné de fraiseuse, qui porte son nom. Il est l'un des jeunes dont la révolution culturelle a assuré la promotion, et il est membre du comité central depuis le dixième congrès (1973).

Devenu spécialiste des questions d'ordre public, il a été responsable notamment de la milice de Pékin depuis 1973. Ces fonctions l'ont sans doute amené à jouer un rôle notable lors de l'opération contre la « bande des quatre » au mois d'octobre dernier. Il était en tout cas l'un de leurs hommes de confiance que M. Hua Kuo-feng et la nouvelle direction chinoise expédièrent à Changhaï pour le « nettoyer » l'ancien chef des « quatre », et devenir le numéro deux dans l'organisation municipale du parti.

M. NIEH JUNG-CHEN

L'un des derniers maréchaux de l'armée chinoise et l'une des figures de proue de sa politique militaire. Agé de soixante-dix-huit ans, il est chef du service scientifique et technologique de la défense nationale et passe, à ce titre, en Occident pour l'un

des plus grands experts chinois en ce qui concerne la recherche militaire. Comme bien des responsables, il est né dans une famille de paysans du Setchouan mais il a pu faire des études en France en travaillant chez Renault au début des années 20. Entré au parti communiste en 1923, occupant dans l'armée révolutionnaire des fonctions à la fois politiques et militaires, il est considéré comme ayant été l'un de ses officiers les mieux expérimentés. Il a joué un rôle de premier plan dans la Longue Marche. Après la révolution, il a été pendant quelque temps chef d'état-major, ainsi que maire de Pékin, avant de présider la commission du développement scientifique et technologique dont les attributions sont très larges.

Le maréchal Nieh Jung-chen est membre du comité central du P.C. depuis 1945 ; il a déjà siégé au bureau politique dans la dernière phase de la révolution culturelle, en 1968, à la veille du neuvième congrès.

M. PENG CHUNG

Originaire de la province maritime du Fukien, M. Peng Chung a servi comme commissaire politique dans l'armée rouge avant d'assumer ses premières responsabilités dans l'organisation du parti de sa province natale au lendemain de la libération. Mais, c'est dans le Kiangsu qu'il a fait l'essentiel de sa carrière, depuis 1955, où il était déjà maire de Nankin, jusqu'à l'été dernier, où il occupait les fonctions de premier secrétaire du parti pour la province.

La municipalité de Changhaï forme une enclave dans la province du Kiangsu, et l'on sait que les rapports n'étaient pas toujours excellents entre les dirigeants du parti qui siégeaient à Nankin et les « changhaïens », c'est-à-dire, en fait, avec les principaux personnages désignés aujourd'hui sous le terme de « bande des quatre ». Il était donc tout naturel que M. Hua Kuo-feng fasse appel à M. Peng Chung pour l'opération de remise en ordre déclenchée à Changhaï après la crise d'octobre 1976. Depuis cette date, M. Peng Chung occupait, dans cette ville, le poste de numéro trois de l'organisation municipale du parti. Il est âgé d'une soixantaine d'années et bénéficie d'une importante promotion. Le neuvième et le dixième congrès ne l'avaient, en effet, élu que comme membre

suppléant de leurs comités centraux.

M. SU CHEN-HUA

Originaire du Hunan, province où M. Hua Kuo-feng a fait l'essentiel de sa carrière, M. Su Chen-hua est un vieux routier des forces armées chinoises. Ancien de la Longue Marche, commissaire politique de plusieurs grandes unités pendant la guerre de libération, il rejoint la marine en 1953, toujours en qualité de commissaire politique. Nommé amiral en 1956, il entre, la même année, au comité central en temps que membre suppléant. Sévèrement critiqué pendant la révolution culturelle, il n'est pas réélu au neuvième congrès, mais réparaît comme un « réhabilité » de marque à l'issue du dixième congrès où il élit comme membre de plein droit, cette fois, du comité central.

Il eut son même temps renouvelé toute son autorité à la tête de la marine nationale, au sein de laquelle son influence est toujours restée forte. C'est grâce à lui notamment, et en dépit des efforts de Mme Chiang Ching, que l'uniforme des forces navales est resté conforme à la tradition et n'a pas été transformé pendant la révolution culturelle, comme celui des forces terrestres.

Ce passé désignait M. Su Chen-hua pour être le principal responsable d'une énergique reprise en main de la ville de Changhaï après la chute de la « bande des quatre ». Pour cette mission, il a été nommé au mois d'octobre dernier, en remplacement de M. Chang Chun-chiao, à la tête de l'organisation municipale du parti dans cette ville.

M. ULANFU

De nationalité mongole et âgé de soixante et onze ans, M. Ulanfu est membre du parti communiste depuis son adolescence ; il a participé, dans les années 30, à la résistance antijaponaise en Mongolie. C'est également un ancien de la « base » de Yennan, où il a enseigné à l'Institut des nationalités. Depuis la libération, il a été l'un des principaux personnages symbolisant, dans les organes dirigeants du régime, la place faite aux minorités nationales. Ainsi fut-il membre du septième, puis du huitième comité central, qui le désigna même comme membre suppléant de son bureau politique. Approximative-

ment à la même époque (1954-1956) a également occupé les fonctions de vice-premier ministre.

A la révolution culturelle, toutefois, M. Ulanfu fut vivement mis en accusation par les gardes rouges et disparut pour un temps de la scène politique. Il y revint à l'occasion du dixième congrès, qui le réintégra, en 1973, parmi les membres du comité central. Il était parallèlement vice-président de l'Assemblée nationale populaire, et le planum de juillet du comité central l'avait nommé directeur du département du Front uni du travail, le désignant comme l'un des principaux responsables de la préparation de la prochaine conférence consultative politique du peuple chinois, où une représentation particulière est prévue pour les minorités nationales.

M. YU CHIU-LI

Ancien militaire venu à l'économie, M. Yu Chiu-li est âgé de soixante-trois ans. Après avoir combattu dans l'armée rouge, il se spécialisa, au lendemain de la libération, dans les problèmes de logistique de l'A.P.L. et finit par prendre, avec le grade de général, la direction du département financier de l'armée. Il a quitté l'uniforme en 1958 pour devenir ministre de l'Industrie pétrolière. Il passe alors beaucoup plus pour un technocrate planificateur que pour un homme de parti. Aussi bien est-il, à partir de 1965, vice-président de la commission du plan, dont il prendra la présidence en 1972. Entre-temps, cet économiste à l'école de Teng Hsiao-ping n'a pas échappé aux campagnes de critiques de la révolution culturelle, mais la protection de Chou En-lai, semble-t-il, lui permit de traverser ces orages sans encombre, et il entre même, en 1968, au neuvième comité central du parti. Le dixième congrès l'a confirmé en 1973 dans ce titre, et la quatrième Assemblée nationale populaire, en janvier 1975, l'a élevé au poste de vice-premier ministre.

Plus « expert » que « rouge », ce haut fonctionnaire émerge naturellement au premier plan après la chute de la « bande des quatre ». C'est lui, notamment, qui a présenté le principal rapport au mois de mai dernier devant la conférence nationale sur l'industrie réunie à Pékin. On croit M. Yu Chiu-li originaire du Setchouan, province natale de M. Teng Hsiao-ping.

Le bureau politique élu...

Comité permanent
MM. Hua Kuo-feng, président du comité central ; Yeh Chien-ying, Teng Hsiao-ping, Li Hsien-nien, Wang Tung-hsing, vice-présidents du comité central.

Autres membres
MM. Wei Kuo-ching, Ulanfu*, Fang Yi*, Liu Po-cheng, Hsu Chi-yu, Chi Teng-kuei, Su Chen-hua*, Li Teh-sheng, Wu Teh, Yu Chiu-li*, Chang Ting-fa*, Chen Yung-kuei, Chen Hsi-lien, Keng Piao*, Nieh Jung-chen*, Ni Chih-fu*, Hsu Hsiang-chen*, Peng Chung*.

Membres suppléants
Mme Chen Mu-hua*, M. Chao Tzu-yang*, Saifudin.
(*) Ne figurait pas parmi les membres du précédent bureau politique.
Le bureau politique élu par le X^e congrès en 1973 comptait vingt et un membres de plein droit. Cinq sont décédés : Mao Tse-toung, Chou En-lai, Kang Sheng, Chou Teh et Tung Pi-wu. Quatre ont été exclus du parti : Mme Chiang Ching, MM. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan.
M. Teng Hsiao-ping est entré

Angola

DES GUERRILLEROS de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), armés de mitrailleuses et mortiers, ont pris, samedi 20 août, la ville de Calai, dans le sud de l'Angola, rapportent des témoins.

Depuis différents points d'observation situés à Huindu, dans la région de Kavango, au nord de la Namibie, ces témoins ont vu des soldats insurgés entrer dans Calai, sur l'autre rive du fleuve Okavango. Les forces gouvernementales n'auraient pas opposé de résistance. — (Reuters.)

Espagne

DEUX ORGANISATIONS EXTRÊMISTES, les GRAPO (Groupes armés révolutionnaires du 1^{er} octobre) (le Monde daté 21-22 août) et le M.R.A. (Mouvement révolutionnaire antifasciste), ont revendiqué la responsabilité de la tentative d'attentat perpétrée, le mercredi 17 août, à Palma-de-Majorque, contre le roi Juan Carlos et M. Adolfo Suarez, premier ministre. Le M.R.A. a également revendiqué l'attentat à la bombe commis, le vendredi suivant, contre le consulat du Chili à Malaga. — (A.F.P., Reuters.)

République d'Irlande

LE FIANNA FAIL, le parti du premier ministre, M. Jack Lynch, a obtenu la majorité de justesse aux élections sénatoriales qui se sont déroulées, la semaine dernière, dans le pays. Sur les 43 sièges à pourvoir, le Fianna Fail en obtient 20, le Fine Gael, principal parti d'opposition 18, les travaillistes 7 et les indépendants 8. Le premier ministre pouvant désigner 11 autres sénateurs, son gouvernement est ainsi assuré d'une majorité de 2 voix à la Chambre Haute. — (U.P.I.)

Union soviétique

LA CONSTRUCTION D'ES MISSILES CRUISE et des bombes à neutrons « oblige » l'U.R.S.S. « à augmenter sa vigilance », a déclaré dimanche à Moscou le maréchal Pavel Koulikov, commandant en chef des forces armées soviétiques. Dans une déclaration à la télévision soviétique, le maréchal Koulikov a ajouté : « Le désir des pays impérialistes d'augmenter leurs capacités stratégiques, la construction des bombardiers à missiles Cruise et des bombes à neutrons, tout cela nous oblige à élever notre vigilance. » — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

LE XI^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

DE LA CRITIQUE DE LIN PIAO AU SECOND RETOUR DE M. TENG HSIAO-PING

1973

AOUT. — Le congrès du P.C. chinois, modification des statuts du parti et renouveau du bureau politique ; M. Teng Hsiao-ping, élu président du comité central, révoque M. Lin Biao, membre du Comité central. A l'été 1973, M. Wang Hsiao-wei devient vice-président du parti et membre du bureau politique.

NOVEMBRE. — Lancement de la campagne « contre Confucius ».

1974

JANVIER. — Importation, renouveau du commandement militaire ; la critique de Lin Piao est jointe à celle de Confucius.

NOVEMBRE. — M. Chiao Kuan-hua remplace M. Chi Peng-fei comme ministre des affaires étrangères.

1975

7-8 JANVIER. — Plénum du comité central ; M. Teng Hsiao-ping devient membre du bureau politique et vice-président du parti.

13-17 JANVIER. — Réunion de l'Assemblée nationale populaire devant laquelle M. Teng Hsiao-ping présente un programme visant à « porter l'économie du pays au premier rang du monde avant la fin du siècle » ; M. Teng Hsiao-ping devient vice-premier ministre, et l'on annonce la fin du mois qu'il est également chef d'état-major général de l'armée.

MARS-AVRIL. — Campagnes sur l'étude de la théorie de la dictature du prolétariat et sur la limitation du droit bourgeois ; dénonciation de « nouveaux bourgeois » dans le parti et l'Etat.

AOUT. — Troubles dans divers établissements industriels de province ; « les Quotidiens du peuple » signalent que de graves perturbations ont eu lieu à Hangchow.

DECEMBRE. — Début de la campagne contre le « vent révisionniste de droite » ; des journaux moquent le ministre de l'éducation nationale.

1976

8 JANVIER. — Mort de Chou En-lai, dont M. Teng Hsiao-ping prononce le 15 l'éloge funèbre.

5 FÉVRIER. — M. Hua Kuo-feng est nommé premier ministre par intérim.

17 FÉVRIER. — Le Quotidien

du peuple annonce que le comité central est « sévèrement et fermement » dénoncé par les dirigeants qui « suivent la voie capitaliste ».

28 FÉVRIER. — M. Teng Hsiao-ping est nommé à la présidence dans des journaux moquant.

5 AVRIL. — De violentes incidents ont lieu place Tian-An-Men à Pékin, apparemment provoqués par la disparition des couronnes déposées les jours précédents à la mémoire de Chou En-lai.

7 AVRIL. — Par décision du bureau politique, M. Teng Hsiao-ping est démis de toutes ses fonctions dans le parti, l'Etat et l'armée ; M. Hua Kuo-feng devient chef du gouvernement.

JUIN. — Le président Mao cesse de recevoir des visiteurs étrangers.

6 JUILLET. — Mort du maréchal Chu Teh, président de l'Assemblée nationale populaire.

9 SEPTEMBRE. — Mort de Mao Tse-tung, prononcé l'éloge funèbre du président, le 18 septembre, M. Hua Kuo-feng déclare que la lutte contre la « bourgeoisie » est terminée ; la nouvelle ligne de M. Teng Hsiao-ping doit être poursuivie.

6 OCTOBRE (?). — Quatre membres du bureau politique — Mme Chiang Ching, M. Wang Hsiao-wei, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan — sont arrêtés ; la nouvelle ligne de M. Teng Hsiao-ping doit être poursuivie.

NOVEMBRE. — Tandis que se développe la campagne de dénonciation de « la bande des quatre », le Quotidien du peuple lance des appels à la discipline et annonce le rétablissement de « règles et règlements rationnels » dans l'industrie.

2 DECEMBRE. — Réunion du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire ; la veuve de Chou En-lai, Mme Teng Ying-cho, devient vice-présidente de cet organisme ; le ministre des affaires étrangères, M. Chiao Kuan-hua, est remplacé par M. Hua Kuo-feng.

25 DECEMBRE. — Publication d'un texte de Mao Tse-tung, « Sur les dix grands rapports », datant de 1956, et dont l'édition latérale est proposée à la population.

1977

JANVIER. — A l'occasion de l'anniversaire du 100^e anniversaire de Chou En-lai, de nombreuses affiches murales apparaissent dans le centre de Pékin, et beaucoup réclament le retour au pouvoir de M. Teng Hsiao-ping ; certaines affiches critiquent deux membres du bureau politique, le maréchal Peking, M. Wu Teh, le commandant de la région militaire de Pékin, le général Chen Hai-lan.

28 FÉVRIER. — Le ministre des affaires étrangères, M. Hua Kuo-feng, déclare que le retour de M. Teng Hsiao-ping à un poste de responsabilité aura lieu « à un moment opportun ».

MARS. — Une conférence centrale de travail se tient à Pékin ; cette réunion sera révé-

lée officiellement par le communiqué du plénum de juillet du comité central qui préside que M. Hua Kuo-feng a suggéré la convocation de la « troisième session plénière du dixième comité central du parti » en vue de « prendre une décision officielle, afin que le camarade Teng Hsiao-ping puisse reprendre ses tâches ».

Plusieurs dizaines d'exécutions capitales sont signalées dans diverses provinces.

1^{er} MAI. — Publication d'un long article de M. Hua Kuo-feng commentant le cinquante volume des « Œuvres choisies » de Mao Tse-tung, qui viennent de sortir des presses.

3 MAI. — Diffusion (révisée) lors du plénum de juillet au sein du parti de lettres adres-

sées par M. Teng Hsiao-ping au président Hua, au vice-président Yeh Chien-ying et au comité central.

14 MAI. — Fin d'une conférence nationale sur l'industrie qui s'est ouverte le 20 avril.

JUILLET. — Plusieurs lettres adressées à M. Teng Hsiao-ping et critiquées en 1976 comme « herbes vénéneuses » sont réhabilitées par le Quotidien du peuple.

21 JUILLET. — Session plénière du comité central, qui décide de rétablir M. Teng Hsiao-ping dans toutes ses fonctions dans les organes dirigeants du parti, de l'Etat et de l'armée, d'écarter à jamais du parti les membres de la « bande des quatre » et de convoquer le onzième congrès du parti.

Les précédents congrès

LE PREMIER : juillet 1921. Tenus à Shanghai, il fut celui de la fondation du P.C. par Mao Tse-tung, M. Chen Tse-hua fut le premier secrétaire général.

LE SECOND : juillet 1922. Il fut convoqué également à Shanghai, mais Mao Tse-tung ne put y assister. Le congrès adopta les premiers statuts du parti et un manifeste-programme préconisant un front démocratique au sein duquel la petite bourgeoisie devait avoir sa place aux côtés des paysans et des ouvriers.

LE TROISIEME : juin 1923. Réuni à Canton, en présence d'une douzaine de délégués, il se prononça en faveur de l'alliance avec le Kuomintang dirigé par Sun Yat-sen, auquel est reconnu la direction de la révolution après l'appui apporté par le Kuomintang de Moscou au Kuomintang.

LE QUATRIEME : janvier 1925 à Shanghai et à lieu avant la mort de Sun Yat-sen et l'expédition, au nord, des nationalistes et des communistes contre les « seigneurs de la guerre ».

LE CINQUIEME : ouvert à Hangchow en 1927, immédiatement après le coup de Tchang Kai-shek contre les communistes. Le P.C., sous la direction de Tse-tung, continuait cependant sa collaboration avec le Kuomintang, qui rompra avec lui quelques mois plus tard. Le P.C. passa à la résistance sur des bases rurales dans la Chine centrale.

LE SIXIEME se tint à Moscou en 1928. Le parti est alors

sous l'influence du Komintern. M. Li Li-san remplace M. Chen Tse-hua et impose une nouvelle ligne : la révolution ouvrière et urbaine. C'est un échec. Mao, appuyé par l'armée, la révolution paysanne, impose peu à peu son influence et prend définitivement la direction du parti lors de la Longue Marche (1934-1935).

LE SEPTIEME : 1945. Le P.C. compte un million deux cent mille membres, le congrès, qui se tient à Yenan, est celui de l'union autour de Mao, qui est nommé président du parti. M. Liu Shao-chi est nommé membre du comité permanent du bureau politique.

LE HUITIEME : première session, septembre 1956. Le premier après la prise du pouvoir. Il a lieu à Pékin. Ses 1 028 délégués représentent 19 730 000 membres. M. Teng Hsiao-ping est nommé secrétaire général. M. Chou En-lai présente le plan quinquennal.

Seconde session en mai 1958 à Pékin. C'est le congrès de « bond en avant » mais aussi de durcissement après l'épuration des éléments « bourgeois ».

LE NEUVIEME : première session, septembre 1969. Le premier après la prise du pouvoir. Il a lieu à Pékin. Ses 1 028 délégués représentent 19 730 000 membres. M. Teng Hsiao-ping est nommé secrétaire général. M. Chou En-lai présente le plan quinquennal.

porté à 170 membres ; le bureau politique passe de 17 à 26 membres. M. Lin Piao entre au comité permanent du bureau politique et est nommé vice-président du comité central.

LE NEUVIEME : avril 1969, à Pékin, consacre l'élimination de plusieurs hauts dirigeants à la suite de la révolution culturelle commencée en 1966 : M. Teng Hsiao-ping, secrétaire général du P.C., M. Shao-chi, ancien chef de l'Etat ; Peng Chen, maire de Pékin. Le maréchal Lin Piao est nommé successeur du président Mao Tse-tung. Le comité permanent du bureau politique est formé, outre le président, de MM. Lin Piao, Chen Po-ta, Chen En-lai et Kang Sheng.

Mais l'opposition entre le maréchal et la majorité de la direction du P.C. éclate au plénum de Lushan, en août 1970. M. Lin Piao est accusé de vouloir prendre le contrôle de l'armée et du parti et de l'Etat et de s'opposer à la politique maoïste. Il disparaît mystérieusement en septembre 1971.

LE DIXIEME : août 1973, à Pékin, consacre le groupe « cent-gauche » de Lin Piao et Chen Po-ta et lance une mise en garde solennelle au « social-impérialisme » soviétique. Une difficile équilibre est réalisé entre la promotion de jeunes dirigeants issus de la révolution culturelle et la réintégration de nombreux cadres éliminés lors de ce mouvement.

AFRIQUE

Tanzanie

Après l'incident diplomatique de Dar-Es-Salaam

LE PRÉSIDENT NYERERE EST « ARROGANT ET MERCANTILE » A L'ÉGARD DE L'AFRIQUE

Dar-Es-Salaam (A.F.P., Reuters). — Le président Nyerere a déclaré, samedi 20 août, que la France avait refusé d'imposer son accord commercial dans toute l'Afrique francophone, exception faite de la Guinée, rapporte le radio «Etat tanzanien».

Evénement en présence du premier ministre guinéen, M. Lansana Beavogui, l'incident diplomatique qui vient d'entraîner l'annulation de la visite de M. de Gaulle, le président Nyerere a déclaré : « Il est impensable que le ministre français ait exigé de nous des excuses, alors que la France doit s'excuser pour ses ventes d'armes aux régimes minoritaires blancs d'Afrique australe ».

Le premier ministre guinéen, en visite officielle en Tanzanie, a « applaudi », selon la radio, la décision du gouvernement tanzanien.

Au cours d'une conférence de presse, le président Nyerere a déclaré : « Le plus ferme partisan du racisme en Afrique australe de tous les pays occidentaux », se moquant « arrogamment, arrogamment et mercantilement dans ses relations avec l'Afrique ». Malgré cela, a-t-il ajouté, « il est difficile de critiquer la France au sein de l'O.U.A. », car elle a de très nombreux amis en Afrique ».

Rhodésie

L'ATTAQUE D'UNE FERME PAR DES MAQUISARDS NATIONALISTES AURAIT FAIT SEIZE MORTS

Seize civils africains, dont des femmes et des enfants, ont été tués, selon Salisbury, près de la ville d'Umtali, non loin de la frontière du Mozambique, dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 août, au cours d'une attaque menée contre une ferme par des maquisards nationalistes. On a tué de la, une attaque semblable, provoquant la mort de vingt-sept personnes dans une exploitation à Inyanga, avait eu lieu à la fin de l'été dernier. Les autorités militaires locales avaient récemment déclaré que la menace de guérilla dans la région était écartée. Par ailleurs, les autorités rhodésiennes assurent que dix-sept maquisards et « cinq civils qui les accompagnaient » ont été tués « au cours de récents combats ».

Selon Nouakchott

DES COMBATS MEURTRIERS AURAIENT OPPOSÉ LES TROUPES MAURITANIENNES AU FRONT POLISARIO

Dix-huit militaires mauritaniens et trente membres du Front Polisario ont été tués au cours de violents combats qui se sont déroulés, au nord de Nouakchott, à la fin de la semaine près de Ouedane, localité située à 400 kilomètres au nord-est de Nouakchott, apprend-on samedi 20 août de sources autorisées dans la capitale mauritanienne.

Quatorze soldats mauritaniens et trois Sahraouis ont été tués lors d'un premier affrontement jeudi 18 août, aux abords d'un poste à une dizaine de kilomètres au sud-est de Ouedane. Cette région avait été le théâtre de très durs combats il y a une quinzaine de jours.

Le second accrochage s'est produit vendredi matin, après quinze jours d'un premier affrontement. Cette fois, une quarantaine de véhicules, ont été attaqués au poste de Ouedane, à l'extrémité sud de la ville. Selon Nouakchott, quatre militaires mauritaniens ont été tués et quatorze blessés. Dix-sept guerilleros du Front Polisario ont été tués au cours de cet accrochage.

A Alger, le Front Polisario a affirmé, samedi, avoir tué dix-sept soldats marocains et blessé de nombreux autres lors d'une embuscade tendue par les combattants sahraouis, au début de la semaine, à une colonne marocaine près de Tifariti, au Sahara occidental. Le Front assure que ses combattants ont détruit, au cours de cette embuscade, neuf véhicules et un engin blindé et récupéré des armes automatiques. Le Polisario fait état également, dans le communiqué, de harcèlements de concentration de troupes marocaines à Ras-Arri et à Labehat, également au Sahara occidental, durant la même période. — (A.F.P.)

EUROPE

Allemagne fédérale

Le III^e Reich sans étoile jaune

(Suite de la première page.)

On attend avec curiosité, la chaise, avec impatience et curiosité, la diffusion du monumental Hitler (six heures de projection) tourné par Jürgen Syberberg, l'auteur tourmenté de *Louis II*, réquis pour un roi vierge, de *Karl May* et d'une très longue interview filmée de Winfried Wagner.

L'étranger apporte sa contribution à ce regain d'intérêt pour le III^e Reich et ses sombres héros. Elle n'est pas moins troublante. On pense en effet de la tentative de l'écrivain anglais à succéder

David Irving de disculper Hitler de la mort de six millions de Juifs ? (3).

Tel n'est pas le propos de Joachim Fest. Et pourtant, il faut bien se demander si son documentaire de deux heures et demi sur celui que Golo Mann a appelé le « plus répugnant et le plus minable scélérat de l'histoire européenne » n'est pas, lui non plus, une déformation particulièrement nocive, parce qu'insidieuse, de la vérité. « Hitler, tel qu'il n'a pas été », a commenté *Der Spiegel* à propos de ce film qui déchaine les controverses outre-Rhin, divise les rédactions, réanime, trente-deux ans

après la fin de la guerre, un débat d'une vigueur surprenante.

Naïveté ? Inexpérience de l'historien formé à l'étude du document écrit, mais maladroite dans la manipulation de l'image ? Mauvais tour joué à l'auteur par une trop grande intimité avec son sujet ? Au mieux, Joachim Fest est victime d'héliocentrisme. Au pire, il est coupable de mystification.

Fest ne croit pas aux explications simplistes et irrationnelles qui ont fait de Hitler un monstre psychopathe. Il n'accorde pas plus de crédit aux démonstrations mécaniques de type marxiste qui le présentent comme le produit de forces économiques déshumanisées de sauver l'extrême de la débâcle le capitalisme allemand en crise du début des années 30.

La vision que Fest a du personnage, telle qu'il l'a exposée dans sa volumineuse biographie (plus de mille pages) publiée en 1973 est celle, selon sa propre expression, d'un Hitler « objectivé ». Cette objectivité, qui n'est pas synonyme d'objectivité, ne lui fait pas oublier la démagogie, ni le criminel ; mais la condamnation morale passe au second plan, elle est secondaire par rapport à la conviction que la biographie d'Hitler a été l'expression d'une époque, ou, comme l'affirme Fest, « un mélange presque exemplaire de toutes les angoisses, des sentiments contestataires et des espoirs » de son temps. Il existe, écrit-il, une « identité secrète » entre Hitler et son époque et ce ne furent pas les caractéristiques démocratiques du Führer, mais ses qualités exemplaires et même « normales » qui ont rendu sa carrière possible.

De cette thèse contestable, mais passionnante et argumentée par une ample documentation, il ne reste, hélas ! dans le film du même auteur sur le même sujet, rien ou presque. L'époque s'efface derrière la « génie démocratique », le milieu devant

l'acteur. La démonstration devient affirmée pure et simple : « C'était un homme de la rue », « ce fut une carrière allemande », « il représente son époque », nous dit sèchement le commentaire accompagnant les scènes de foules en adulation devant les idoles.

Fasciné, Fest l'est-il, lui aussi ? Devant le terrible pouvoir simplificateur et mystificateur des images des archives nazies, la distance qu'il avait prise jusqu'à avec son héros se réduit en tout cas dangereusement. Fest ne s'en cache pas : il a voulu surtout montrer la nature « théâtrale » de Hitler, son talent de metteur en scène, son penchant pour les gigantesques cérémonies, sa sublimation esthétique de la mort, le plaisir de nature érotique de son contact avec les masses (mais, dans cet ordre d'idées, pourquoi ne pas avoir souligné le rapport évident chez Hitler entre l'érotisme et l'insolent de mort, au sens où l'entend Georges Bataille ?).

Conforme finalement à ses représentations les plus vulgarisées, l'ère hitlérienne est montrée comme un spectacle permanent, une sorte de geste théâtral d'un très lointain passé. *Mein Kampf*, le film du Sudole d'origine allemande Erwin Leiser, sorti il y a une quinzaine d'années sur nos écrans, commençait par des vues des camps de concentration nazis. Hitler, un « homme d'œuvre », lui, un « héros », une « personnalité » à croquer, du parti nazi suit immédiatement cette reconstitution folklorique mythologique, suggérant ainsi une continuité historique entre les héros d'avant-guerre et ceux d'Hitler. Le « culte du cristal », déchaînement sauvage d'excès antisémites ? Connais pas. Les pleurs des habitants de Prague à l'entrée des troupes allemandes ? Ignoré. La sinistre réalité des camps d'extermination ? Expédiée en quelques images (sur cinq cents photos, le livre du film,

fidèle reflet, en contient seulement cinq sur les camps). *Mein Kampf*, ce « livre des Allemands », par excellence, comme le vantait la propagande de Goebbels ? Complètement passé sous silence. C'est Hitler, sans l'hitlérisme. C'est le III^e Reich sans étoiles jaunes.

En prenant ce parti, Fest a assumé une grave responsabilité non seulement devant les Allemands, mais aussi devant nous, car Hitler, hélas, nous appartient aussi. Son entreprise contribue à la réintégration de l'hitlérisme dans l'histoire allemande (la remarquable exposition sur deux cents ans d'histoire de l'Allemagne montrée depuis quatre ans dans les édifices de l'ancien Reichstag de Berlin, de l'intérieur d'une façon générale, en R.F.A., au passé). Tâche sans doute nécessaire, mais délicate, car comment assumer le passé, sans l'avenir ?

Fest est convaincu que le national-socialisme empêche une fois pour toutes l'Allemagne de revenir à l'Etat laïque et démocratique. Il pense qu'avec Hitler a pris fin chez nos voisins le dix-neuvième siècle et que dans l'Etat ouest-allemand d'aujourd'hui, où la pensée, dit-il, est plus politique qu'elle ne l'a jamais été, l'extrémisme est réduit à un phénomène marginal. Il a sans doute raison. Mais la succession à intervalles réguliers de poussées de néo-nazisme — John Le Carré avait déjà dépeint ce phénomène de façon saisissante dans « Une petite ville en Allemagne » — ne contribue pas à désarmer la vigilance. Surveillez quand on constate à quelles débauches peut être sujet un esprit aussi aveuglé que Fest, l'historien. Car, force est de dire que Fest, le cinéaste, est, malgré lui, espérances, la plus récente victime de la propagande nazie, une victime tout de même étonnamment complaisante.

MANUEL LUCBERT.

(3) Hitler's war, Hodder and Stoughton.

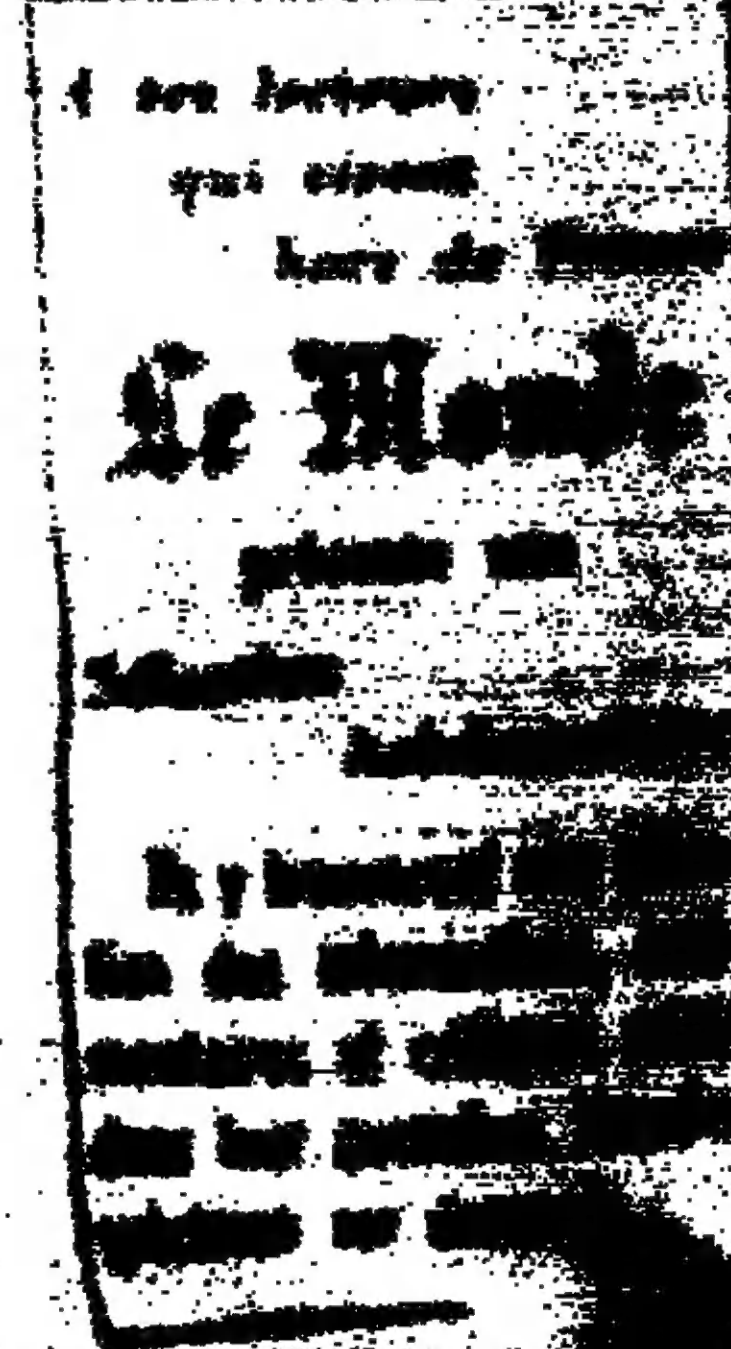
Tchécoslovaquie

Soixante-dix personnalités lancent un appel en faveur des victimes de la répression

Prague (A.F.P.). — Le neuvième anniversaire de l'intervention des forces du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie est passé, comme les années précédentes, inaperçu à Prague. Le dimanche 31 août, la capitale avait été désignée par ses habitants par la campagne, et envahie par les touristes venus des deux Allemagnes, comme chaque week-end en été. Les patrouilles de police étaient toutefois un peu plus nombreuses qu'à l'accoutumée. Soixante-dix Tchécoslovaques, pour la plupart signataires de la Charte 77, ont lancé, à la veille de cet anniversaire, un appel en faveur des victimes de la répression. Les pétitionnaires ont été MM. Jiri Lederer, Ota Ornest, Ales Bredina, Vladimir Lasutka, Ales Machacek, Jan Pric, toujours détenus, ainsi que ceux de MM. Václav Havel et Frantisek Pavlíček, remis tous deux en liberté provisoire après plusieurs mois de détention. M. Jiri Lederer, précise l'appel,

« est incapable pour avoir prétendu expédir à l'étranger des lettres d'écrivains tchécoslovaques en Tchécoslovaquie. Il est, en fait, effrayé de réparer les torts causés à la culture tchèque par des mesures discriminatoires contre maints bons auteurs ». Le metteur en scène Ota Ornest, est accusé d'avoir été l'intermédiaire du journaliste Lederer. MM. Lasutka et Machacek « sont accusés de subversion pour avoir possédé des revues étrangères et des œuvres littéraires tchécoslovaques à l'étranger. Le prêtre Ales Bredina a été condamné à deux ans et demi de prison pour avoir refusé de faire son service militaire. Jan Pric est en détention pour trouble de l'ordre public ».

L'appel affirme : « Tous sont poursuivis pour avoir agi en fait selon leur conscience : si les droits de l'homme étaient réellement respectés en Tchécoslovaquie, aucun d'entre eux ne serait traité en justice, car ils n'ont commis aucun délit ».



AFRIQUE

LE CONFLIT SOMALO-ETHIOPIEN

Le lieutenant-colonel Mengistu lance un appel à la mobilisation générale Addis-Abeba reconnaît avoir eu cent cinquante tués à Dire-Daoua

La radio éthiopienne a diffusé, samedi 20 août, un appel du lieutenant-colonel Mengistu à la mobilisation générale contre l'agression somalienne. Le chef de l'Etat demande « à tous, hommes, femmes, enfants, jeunes ou vieux, de se lever pour combattre ». Il ajoute : « C'est une question de vie ou de mort pour la révolution. A l'heure présente, nos troupes régulières et nos milices luttent pour repousser l'envahisseur près de Dire-Daoua, Harar et Jijiga. Le lieutenant-colonel Mengistu reconnaît par ailleurs, pour la première fois, la perte de Nakfa, Karora et Keren en Erythrée. Il estime que

des milliers de soldats somaliens ont été tués et quatre à cinq cents blessés lorsque l'attaque lancée le 16 août a été repoussée. Nos forces ont eu cent cinquante tués et environ trois cents blessés. Selon l'agence éthiopienne, un Mig-21 somalien a été abattu. En outre, « deux lance-missiles, trois camions chargés de plusieurs centaines de roquettes, des pièces d'artillerie lourde et du matériel de communication, ont été pris à l'ennemi ».

● A MOGADISCIO, la radio somalienne estime que la mobilisation générale en Ethiopie provoquera la désorganisation totale de l'économie. Par ailleurs, l'ambassadeur de Somalie à Nairobi a démenti une information diffusée par la radio kényane et selon laquelle son pays aurait rompu les relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. La radio somalienne avait déclaré récemment : « La Somalie ne veut pas se briser avec ses amis et espère que les choses n'en viendront pas là, et que l'U.R.S.S. sera au moins neutre dans le conflit. » Le même commentaire assurait que Mog-

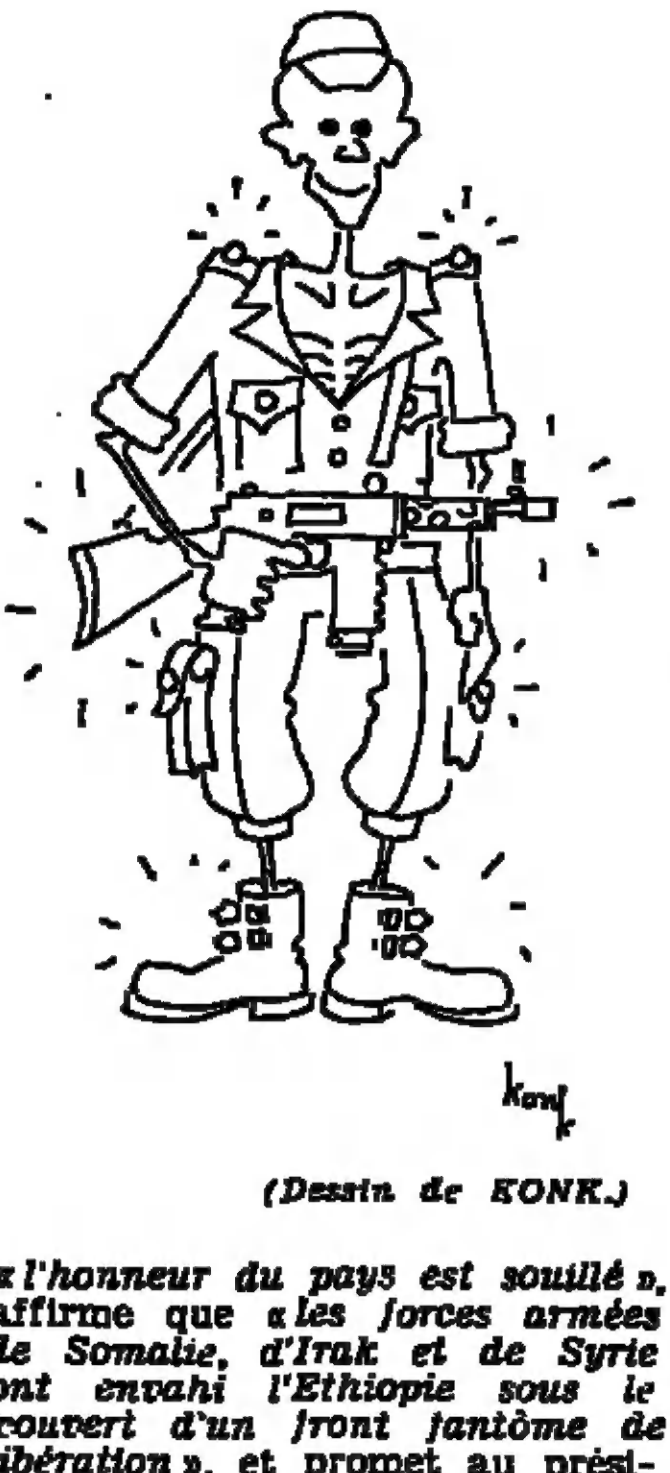
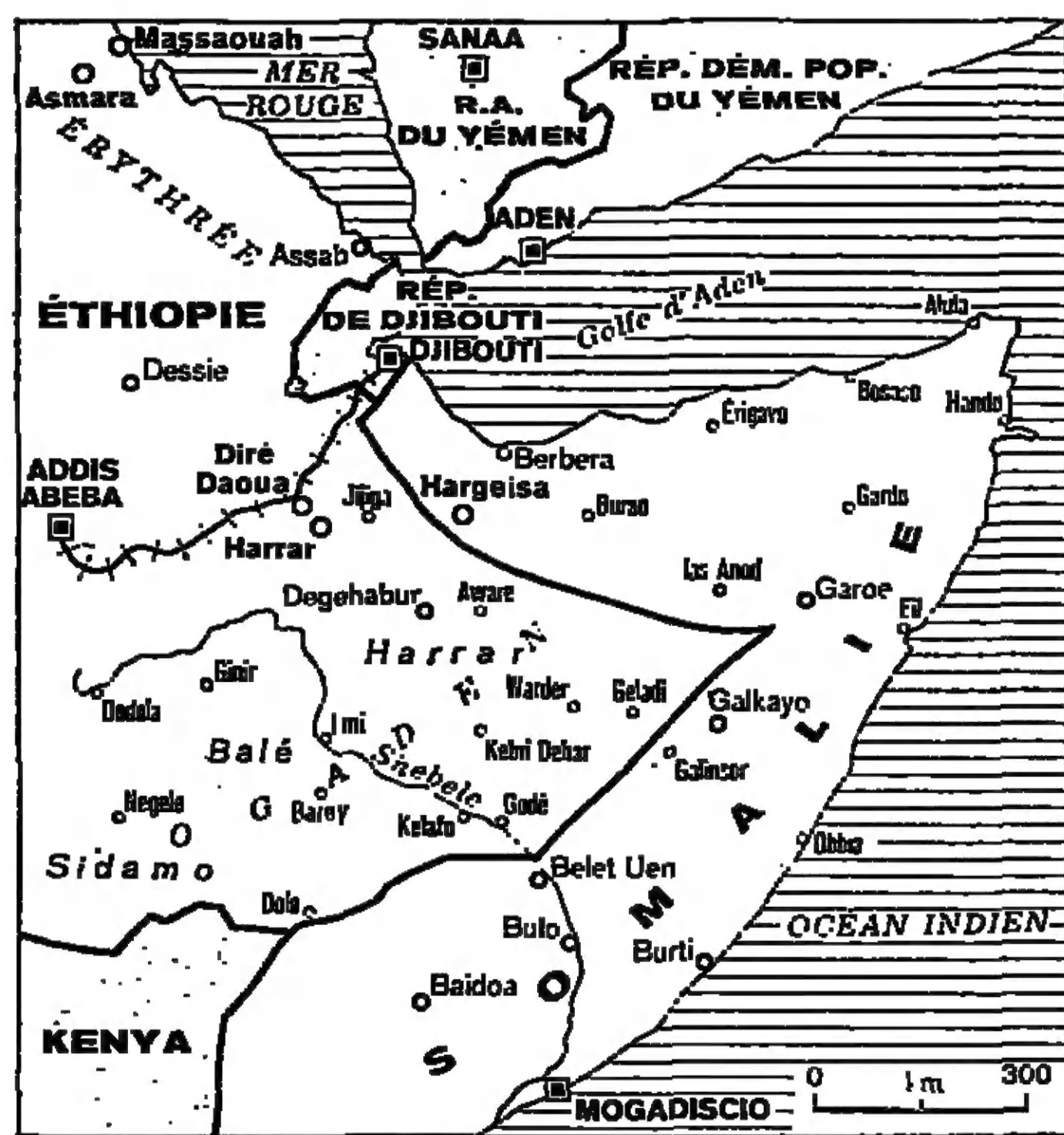
disco « ne peut accepter que Cuba aide le régime fasciste d'Addis-Abeba ». — (A.F.P., Reuters, A.P.)

BIBLIOGRAPHIE LA TRAGÉDIE DU NÉGUS de Jean-Marie Damblain

Sévère pour l'ancien empereur Haile Selassié, Jean-Marie Damblain n'est pas plus tendre pour la junte qui, en septembre 1974, a évincé le vieux souverain de la scène politique. Quand l'auteur évoque les méthodes autocratiques du monarque déchu, et l'impéritie de la plupart des hauts dignitaires de la Cour impériale, il porte sur un régime impérial d'empire un jugement qui se fonde surtout sur sa phase ultime. Cette sévérité le laisse d'autant plus à l'aise pour dénoncer les abus de l'actuelle dictature militaire.

Affaiblée par les querelles intestines qui n'ont cessé de jeter ses chefs les uns contre les autres, harcelée par les attaques continuelles de contestataires, la junte cède de plus en plus fréquemment à la tentation de la répression sanglante. Amorcée par l'assassinat du général Aman Andom et d'une soixantaine de personnalités de l'ancien régime, cette évolution a été perçue par Jean-Marie Damblain dès mars 1975, date de son expulsion d'Addis-Abeba. C'est pourquoi il est posé la question au fil de ces pages de la tragédie du Négus, achevée avec une mort restée mystérieuse, que de la tragédie du peuple éthiopien qui, elle, ne faisait peut-être que commencer. Débuts terribles, si l'on se reporte non seulement au massacre récent d'un millier d'étudiants par l'armée, mais encore au rapport d'Amnesty International qui, dès novembre 1975, recensait seize mille cinq cents prisonniers politiques dans les geôles de la junte. — P. D.

* Presses de la Cité, 200 p., 32 F.



(Dessin de KONK.)

l'honneur du pays est souillé, l'armée que les forces armées de Somalie, d'Irak et de Syrie ont envahi l'Éthiopie sous le couvert d'un front jacobin de libération, et promet au prési-

POINT DE VUE

ISRAËL : un nouveau chapitre

par MAURICE BERNSOHN (*)

ses amis qui, parfois sans le savoir, mettent son existence et son essence en péril.

Mais la réalité est pire encore. Seuls quelques états d'élite, à travers le monde, ont le souci sincère du bien-être des Palestiniens ou des Israéliens. Pour tous les autres habitants du globe, le Biafra, le Bangladesh, le Cambodge, la Palestine, etc., sont des quantités bien négligeables face à leurs intérêts égoïstes immédiats qui s'appellent : pétrole, marchés, prestige national.

Pour Israël, l'intérêt de survie prédomine. Il a été pour beaucoup dans le renversement de majorité. Les amalgames faciles avec les conflits du Vietnam et de l'Algérie n'ont aucune valeur, car ni les soldats ni les civils israéliens n'ont de métropole sur laquelle se replier. L'analogie valable est celle avec le Tchecoslovaquie de 1938. La région des Sudètes présentait, certes, une particularité ethnique, ce qui fournit un prétexte à Hitler pour l'annexion, avec la complicité des puissances occidentales à Munich. Mais elle était aussi le seul gage de défense possible pour la Tchecoslovaquie qui tomba alors comme un fruit pourri aux mains de l'envahisseur, en prétexte à une guerre qui fit des dizaines de millions de victimes.

La Cisjordanie pourrait certes devenir une « patrie » pour les Palestiniens, mais les Arabes ne veulent pas pour eux d'un Vatican ou d'un Luxembourg. Ce qu'ils veulent, c'est un territoire à 15 kilomètres de la Méditerranée qui permettrait d'y accueillir les Juifs et de laisser place à un Etat laïque et multinationnel conformément à l'exemple lumineux du Liban.

Il se trouvera bien du monde, en Amérique, en Europe et ailleurs, pour en vouloir aux Israéliens d'être si peu compréhensifs et de se confirmer comme le « peuple à la nuque raide », que décrit la Bible. En fait leur attitude, comme toujours dans l'histoire, un réflexe de défense personnelle à un rôle de défense des valeurs morales juives rétrospectives. Le « déclin de l'Occident », décrit par Spengler, Boué-Méry et Raymond Aron, est-il irrémédiable ? Pourquoi la holocauste ne serait-elle pas hâtée précisément à Jérusalem ? Il est confortable de vitupérer la

(*) Président honoraire de l'Union des Juifs de France et d'Afrique du Nord en Israël.

société de consommation, le féodalisme qui se déguise sous le nom de socialisme et d'autres contresens du vocabulaire politique pour se soumettre ensuite au « diklat » du pétrole camouflé derrière la bienveillance hypocrite pour les réfugiés palestiniens et pour prôner une solution qui inévitablement, aux yeux des Israéliens — qui eux savent de quoi ils parlent, — amènerait leur destruction à terme.

La paix finira par s'établir dans la Grande Palestine géographique et historique sur les deux rives du Jourdain. Les Palestino-Jordanais y trouveront leur patrie et leur Etat, et l'Etat d'Israël, dans son territoire, y sera assuré de la sécurité.

Mais cela ne sera possible que lorsque les gouvernements arabes se rendront aussi ridicules vis-à-vis de Israël qu'un gouvernement arabe quand il proposait autrefois la reconquête de l'Alsace-Lorraine.

Tenir dix ans

Dix ans ou plus sont encore nécessaires pour arriver là. Sous l'hégémonie énergétique arabe actuelle, le chantage direct ou indirect sur les Israéliens ne peut amener ceux-ci, par sucussions successives, que sur les plages. Un très large consensus national est bien décidé à s'y opposer par la force. Sadate déclare que le paix ne peut être que pour la prochaine génération. Les ouvertures sincères ou pragmatiques de certains dirigeants arabes ne sont que chantage d'autres tactiques politiques dans le cadre d'une stratégie destinée à en finir avec Israël avant la prochaine génération.

L'impératif est de durer jusqu'à la prochaine génération. Cette tâche incombe aux gouvernements israéliens à venir, et présentement à celui de M. Begin, qui, après sa victoire électorale de départ, prendra tôt ou tard la dimension de l'union nationale.

Il devra affirmer sa volonté de paix. Cette dernière devra respecter la souveraineté et le bien-être des peuples et Etats arabes avoisinants mais ne peut se fonder sur des formules ou des frontières suicidaires pour Israël qui, dans l'océan arabe qui va de l'Atlantique au Pacifique, restera forcément le seul petit Etat juif, grand comme quelques départements français.

Il doit dissuader les Arabes d'attaquer Israël même si celui-ci ne

se soumet pas à Genève ou ailleurs aux injonctions des Carter et autres. Pour ce faire, le nouveau gouvernement dispose du plus important triomphe de sa victoire : la reconnaissance de la légitimité de la demande d'indépendance des Palestiniens, dans la première heure de la guerre de six jours, de toutes les aviations arabes : Sharon, qui, lors de la guerre du Kippour, arriva avec ses blindés dans le désert à 101 kilomètres du Caire et ne fut arrêté que par l'ultimatum soviétique ; Dayan, l'un des partenaires les plus écoutés du Pentagone en matière de stratégie globale et de connaissance du monde arabe d'Asie et d'Afrique. L'opération d'Entebbe a montré l'étendue des possibilités d'action israéliennes. Mais qu'en sera-t-il d'un nouvel ultimatum soviétique, ou américain, d'un nouveau Munich ? La réponse se trouve du côté des puissances et pas simplement chez les Israéliens. Ces derniers seront vraisemblablement moins coopératifs que l'ont été les Tchèques ou les Vietnamiens, et ils pourraient être enclins, devant la menace à leur survie, à opposer leur propre chantage offensif aux chantages venant d'en face.

Quant aux Américains, ils ont, comme tous les autres Occidentaux, le souci légitime de bonnes relations avec les fournisseurs arabes de pétrole. Mais ils ont besoin également d'Israël, et ils ne renonceraient pas à cet allié stratégique le plus fiable et le plus efficace dans cette partie du monde, alors que l'Afrique et l'Océan Indien sont de plus en plus menacés par l'autre grande puissance. Au besoin, l'électorat libéral et juif américain mettra dans la balance les arguments affectifs et moraux pour appuyer l'intérêt géopolitique.

Pour mener à bien ces actions de « résistance », le nouveau gouvernement israélien — qui a été porté au pouvoir dans ce but — doit renforcer l'âme et l'union nationales réformer l'économie et la rendre plus productive pour réduire les possibilités de pression américaine, atténuer les inégalités sociales et ralentir l'immigration. Il doit inciter les Juifs qui souhaitent participer à l'histoire et ne veulent pas simplement la subir à se retrouver dans un Israël redevenu plus inspiré et rayonnant, mais toujours aussi menacé.

Mauras écrivait qu'en mille ans quarante rois ont fait la France, Israël n'a pas encore trente ans. L. qui pourrait exiger qu'il fasse plus encore, et qui pourrait espérer qu'il soit au bout de ses poines ?

Embarras croissant à Moscou

(Suite de la première page.)

L'hebdomadaire *Temps nouveaux* cite l'exemple de l'Arabie saoudite, mais se garde bien sur de toute allusion à l'Irak qui a pris fait et cause pour la Somalie et y enverrait même des pilotes. Jusqu'à présent, l'Irak ne passe pas ici pour un « pays arabe réactionnaire ». Dans une telle situation, il n'est certes pas facile de distinguer ses alliés de ses adversaires, mais l'explication des *Issovia* selon laquelle la propagande occidentale a « désorienté » les forces anti-impérialistes et antifascistes d'Afrique paraît un peu courte.

« Quelques brebis galeuses »

Pour les Soviétiques, en effet, les véritables bénéficiaires du conflit sont « les régimes racistes d'Afrique australe qui violent leur dernière chance dans l'organisation des guerres fratricides entre les pays indépendants du continent ». *Temps nouveaux* donne, dans un commentaire sur la réunion de l'O.T.A. qui s'est tenue au début de juillet à Libreville, l'image d'une Afrique unie et déterminée. C'est une invention de la propagande occidentale de distinguer entre les pays radicaux et les pays modérés. Pour *Temps nouveaux* il y a seulement « quelques brebis galeuses » comme le Soudan ou le général Nemeiry, qui, à Libreville, a « accusé l'Union soviétique de transformer l'Afrique en une immense arène de conflits raciaux ».

En ouvrant un deuxième front en Afrique entre l'Éthiopie et la Somalie, les forces impérialistes « déclarent » de « tous les pays africains indépendants » du front principal de lutte contre le régime raciste d'Afrique australe, estiment les *Issovia*. La presse soviétique s'emploie à ramener l'attention sur cette région. Après la déclaration autorisée de l'agence Tass, qui accusait la France d'aider la République sud-africaine à se doter de la bombe atomique, la presse n'a pas renouvelé ses attaques. Se référant à l'A.F.P., Tass s'est contentée de relever que le ministre français des affaires étran-

gères s'était « prononcé de manière négative » à propos du communiqué de l'agence qui disait que les « équipements nucléaires français vendus à l'Afrique du Sud pourraient servir à la fabrication d'armes nucléaires ».

La presse a été également très circonspecte sur la fin brusquée du voyage de M. de Guiringaud en Tansanie. Tass a simplement indiqué que le ministre était parti « à la suite d'une manifestation spontanée de protestation contre la coopération de la France avec le régime raciste d'Afrique du Sud, tout particulièrement dans le domaine nucléaire ». Dans la mesure où le voyage de M. de Guiringaud pouvait apparaître comme une tentative de « percée diplomatique » dans les pays africains progressistes, les dirigeants de Moscou ne sont sans doute pas mécontents de cet échec, mais n'en ont rien laissé paraître officiellement.

La France n'est pas la seule sur la sellette. La presse soviétique critique également les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, accusés d'« encourager l'arrogance des racistes » de Pretoria et de Salisbury, en élaborant « leurs nouveaux plans » avec la participation active de ceux-ci, mais surtout la République fédérale d'Allemagne : la télévision a consacré, dimanche 21 août, un « reportage » à la « coopération économique-militaire » entre Bonn et Pretoria, et le journal de l'armée, *l'Étoile rouge*, a dénoncé l'accord passé entre le Zaïre et la société onzi-allemande Otag, qui disposera d'une vaste région pour les essais de fusées (le *Monde* du 8-9 août). Non seulement cet accord pourrait amener la création d'une base dans le cœur de l'Afrique, dirigée contre les régimes progressistes d'Angola, de Zambie et de Tanzanie, et la société onzi-allemande Otag, mais il s'agit d'une « transaction dangereuse entre les autorités du Zaïre et les milieux de la R.F.A., qui, en fractionnant les accords de Potsdam, ont pour la militarisation du pays, et qui voudraient créer leur propre armement nucléaire ».

DANIEL VERNET.

République Sud-Africaine

UNE RÉFORME CONSTITUTIONNELLE POURRAIT CRÉER DES « PARLEMENTS » MÉTIS ET INDIENS

M. P. Botha, ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud, a démenti catégoriquement, le dimanche 21 août, les informations soviétiques, selon lesquelles Pretoria allait procéder à des expériences pour mettre au point un « armement nucléaire ». Le ministre estime que les Soviétiques se livrent à « une action de camouflage pour dissimuler leur agression en Afrique ». La veille, Washington avait demandé à Pretoria de fournir des précisions sur les mêmes informations. Le porte-parole du département d'Etat avait notamment déclaré : « Nous savons que l'Union soviétique partage nos préoccupations quant à la prolifération nucléaire et, en conséquence, nous prenons au sérieux ses allégations dans ce domaine. » — (A.F.P., Reuters.)

(De notre correspondant.)

Johannesburg. — Le premier ministre sud-africain, M. John Vorster, a rencontré récemment des représentants métis et indiens pour leur présenter un projet de modification de la Constitution. Il s'agit de transformer les conseils métis et indiens en des Parlements bénéficiant de pouvoirs égaux à ceux des Blancs, mais, bien entendu, séparés, chacun devant traiter des problèmes spécifiques de la communauté.

Les partis majoritaires dans ces Parlements ethniques éliraient les membres (de soixante à cent) d'un conseil lui-même chargé de désigner un président pour trois ans. L'élection de ce dernier se ferait sur une base proportionnelle donnant à la majorité des Blancs (quatre pour les Blancs, deux pour les métis et un pour les Indiens).

Il se pourrait alors que le président soit investi de tous les pouvoirs exécutifs et nommé son premier ministre. Il est encore impossible de connaître les pouvoirs réels du conseil présidentiel multiracial envisagé.

Pour la première fois cependant le leader du parti travailliste métis, M. Sonny Leon, est sorti optimiste de la rencontre avec le premier ministre. « Nous avons toujours demandé la création d'un conseil », a-t-il dit. « Il n'en reste pas moins que les dix-huit millions d'Africains, dont il s'agit, toujours déclarés solidaires, restent bel et bien à l'écart de ces projets de Constitution. » — C. C.

L'alarme

La coalition post-électorale s'annonçait ainsi comme devant avoir Shimon Pérès à sa tête et comporter une vaste majorité de travailleurs et d'appartenants sociaux de renouveau.

La vanité de ces prévisions et le renversement de la majorité sont sans doute le fait du président Carter, qui ne le souhaitait certainement pas. Négligeant le calendrier israélien, et brisé sur son propre calendrier de rencontres avec Sadate, Assad et Fawzi, le président américain se mit à faire des déclarations comminatoires aux Israéliens, trois semaines avant le scrutin. Rabin, Pérès et Ailon étaient occupés par des luttes intestines pour maîtriser la parti à la dérive. Ils laissèrent un vide diplomatique à Washington, où se succédaient les visites de dirigeants arabes.

Entre le glaive et le baiser

Le destin historique du Juif qui veut conserver son identité lui impose la navigation périlleuse et solitaire entre le glaive et le baiser. Celui de l'Etat d'Israël est présentement le même, entre ses ennemis et

(1) Voir ouvrage cité, p. 62.

PROCHE-ORIENT

ÉQUIPEMENT

A PROPOS DE...

LES CHAMOIS DÉCIMÉS
PAR UNE ÉPIZOOTIE EN SAVOIE

Le paradoxe des réserves

Cent à cent cinquante chamois ont été décimés par une épidémie de kératite conjonctivite dans la réserve nationale de chasse des Bauges, entre Chambéry et Annecy (Savoie). Soixante-dix chamois ont dû être abattus par les gardes de la fédération de chasse. Les autres, atteints de cécité, ne sont tués à la suite d'une chute ou sont morts d'inanition en ne parvenant pas à trouver leur nourriture. Une opération de recensement sera organisée le vendredi 26 août pour déterminer l'ampleur de l'épidémie, que tente de juguler l'école vétérinaire de Lyon.

Dans la réserve nationale des Bauges vivent au minimum huit cents chamois sur un territoire de 5 000 hectares. Chasseurs et vétérinaires s'accordent pour reconnaître que la capacité d'accueil est très largement dépassée. On considère généralement que le nombre de chamois ne doit pas excéder dix pour 100 hectares. En raison de la présence, dans la réserve des Bauges, de chamois et de cent cinquante à deux cents moutons, chaque chamois ne dispose plus, théoriquement, que de 3 hectares pour se nourrir. Selon le docteur Francis Roucher, vice-président de l'Association nationale pour la chasse

raisonnée, « la capacité d'accueil du territoire étant dépassée, les animaux ont de moins bonne constitution, ce qui fait le lit des épidémies ». Ce phénomène, que connaissent bien les chasseurs savoyards, confrontés depuis plusieurs années à une épidémie de gale des chamois en Styrie, risque de se poser dans la plupart des autres réserves et des parcs nationaux des Alpes françaises. Ainsi, dans le Vanoise, on vient de dépasser le seuil des dix chamois pour 100 hectares. Il y aurait trois mille chamois sur 30 000 hectares de prairie et de pelouse alpines utilisables.

« Une mosaïque de déséquilibres »

Surtout, les Alpes françaises sont une « mosaïque de déséquilibres », estime le docteur Roucher. Si, en dehors des réserves, il n'y a pratiquement plus de chamois (et dans l'Ain, où il ne reste plus que cent cinquante chamois, leur chasse n'a pas été autorisée), dans toutes les réserves et les parcs naturels on assiste à une surpopulation animale préjudiciable à la qualité du « cheptel ». On considère ainsi que le peuplement en chamois de l'arc alpin pourrait être éliminé sans qu'il y ait de dommages à la faune. Les responsables du parc des Ecrins et du futur parc du Haut-Argente ont songé sérieusement. L'équilibre écologique est, en effet, une pyramide qui ne peut être tronquée. La disparition des grands prédateurs, le loup et le lynx, provoque un surpeuplement des zones protégées. Pour assurer aux chamois des conditions de survie normale, il faut ou bien réintroduire des lynx — cela a été fait en Suisse — ou bien que l'homme devienne un loup (intelligent) pour le chamois...

Faut-il réintroduire prudemment la chasse dans les parcs et les réserves, tout en imposant des plans de chasse plus sévères dans les communes riveraines ? Les responsables du parc des Ecrins et du futur parc du Haut-Argente ont songé sérieusement. L'équilibre écologique est, en effet, une pyramide qui ne peut être tronquée. La disparition des grands prédateurs, le loup et le lynx, provoque un surpeuplement des zones protégées. Pour assurer aux chamois des conditions de survie normale, il faut ou bien réintroduire des lynx — cela a été fait en Suisse — ou bien que l'homme devienne un loup (intelligent) pour le chamois...

CLAUDE FRANCILLON.

MÉDECINE

● Le choléra en Indonésie. — Certains de nos lecteurs se sont émus d'une information parue dans nos colonnes (le Monde du 10 août), selon laquelle une épidémie de choléra aurait causé une quarantaine de décès dans la banlieue de Djakarta et au sud de Sumatra. On précise, à cet égard, à l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) que le choléra sévit en Indonésie de manière endémique, et qu'il ne s'agit pas d'une épidémie aiguë. L'O.M.S. recommande aux voyageurs de respecter les consignes de prophylaxie anticholérique, à savoir notamment : se faire vacciner avant le départ ; éviter fruits et légumes crus ; ne boire que de l'eau bouillie ou des boissons servies dans des récipients fermés. D'une manière générale, il est impératif de respecter les règles d'hygiène avec plus de précautions qu'en milieu non contaminé. L'O.M.S. ne déconseille pas pour autant de se rendre en Indonésie.

UN PALAIS DES SPORTS A PARIS ?

« La capitale pourrait se voir doter prochainement d'un Palais des sports comportant un vélodrome d'hiver et des équipements qui permettraient la pratique de sports spectaculaires », a annoncé M. Raymond Dohet, adjoint au maire de Paris, chargé des affaires sportives.

La municipalité consulte d'autre part la commission extra-municipale chargée des sports, pour la mise en place d'« abris-vélodromes » dans la capitale. En collaboration avec la Fédération française de tennis, la municipalité souhaite ouvrir de nombreux courts aux Parisiens, en dehors de leurs heures d'utilisation par les associations sportives. Enfin, la Ville de Paris, propriétaire des centres sportifs interdépartementaux de Bobigny, de la Courneuve, de Puteaux et du Tremblay, étudie les moyens de faciliter leur utilisation par les jeunes et les scolaires. Sur les quatre heures réservées au sport, les enfants ne passent actuellement qu'une heure et demi sur le terrain, du fait de la difficulté des transports.

UNE FORMATION SPÉCIALISÉE...
qui permet un accès direct
à une situation de cadre d'entreprise commerciale
de quincaillerie d'électro-ménager ou de radio-télévision



École française par l'état est à même d'apporter.
En somme, plus de 1200 heures d'enseignement et plus de 400 heures de stage pratique : soit 11 mois de formation intensive au minimum à 50% du SMIC (loi du 31.12.1980).
Une pédagogie adaptée : cours, exposés, études de cas, jeux d'entreprise, etc.
Aussi théoriques et pratiques se mélangent pour former, informer, initier, convaincre et enfin utiliser des techniques qui ont fait leurs preuves.

Départ des candidatures avant le 1^{er} septembre 1977
Envoi des renseignements complémentaires sur demande
Début des cours le 3 Octobre 1977

Coupon à renvoyer
au téléphone au (87) 74.29.20
au CQUEF - CERTEF Rue Général
Lapasset 57000 METZ Plantières

NOM **Prénom**
Adresse

Un espoir pour les Français des hautes terres

(Suite de la première page.)

Des milliards de francs ont été investis pour couvrir la haute montagne de pistes de ski. Résultat : peu de retombées locales, sauf dans les Alpes du Nord, quelques dévalis, l'accès à la neige des plus fortunés, d'énormes stations dont la rentabilité commence à être douteuse et des sites irrémédiablement gâchés.

Pendant le même temps, on créait dans les Alpes, les Pyrénées et le Massif Central quatre parcs nationaux. Des sanctuaires de nature gérés par l'Etat, mais dont les zones périphériques ont été oubliées. Là non plus on n'a pas arrêté la désertification.

« La vache fondue »

Ce n'est qu'à partir de 1972 qu'on a enfin compris une vérité pourtant première : pour maintenir les hommes, il faut leur trouver les moyens de vivre. Lors d'un congrès organisé à Clermont-Ferrand en septembre 1972, le ministre des finances de l'époque disait : « Ce n'est pas le musée de la montagne qu'il faut protéger, c'est la vie de la montagne à laquelle nous devons donner ses justes chances. » Ce ministre s'appelait Valéry Giscard d'Estaing. A partir de là, les rapports sur ce qu'il conviendrait de faire se sont succédés. Au moins quatre entre 1972 et 1975, dont le dernier, le plus connu, fut rédigé à la demande de M. Jacques Chirac, alors premier ministre, par M. Jean Brocard, député de Haute-Savoie. Conclusion : pour que la montagne vive, malgré ses handicaps, il faut que la nation lui témoigne en permanence sa solidarité, notamment par des mesures d'aide financière.

Ce coup de pouce, les agriculteurs le recevraient déjà depuis peu : c'est la fameuse « prime à la vache fondue », instituée par un texte de février 1974. Chaque éleveur de montagne touche une indemnité spéciale calculée en fonction de son cheptel. Avec les aides pour les bâtiments d'exploitation et celles accordées aux jeunes qui s'installent, on arrive à une injection de crédits de 600 millions de francs par an. Jean Brocard, qui avait déjà reculé dans le maquis administratif une cinquantaine de circulaires, instructions, arrêtés, décrets et lois instituant des mesures spéciales en faveur de la montagne, proposait, quant à lui, soixante-dix-huit mesures supplémentaires. C'était beaucoup. L'administration n'a finalement retenu que la plus efficace : une aide systématique à la création d'emplois non agricoles. Appliquée depuis le début de 1977, cette mesure a déjà permis de donner du travail dans l'artisanat, dans les services et dans la petite industrie à trois mille montagnards. Mais le point faible est l'accumulation des textes ne constituant pas une politique.

Aussi, le 29 septembre 1975, le président de la République lançait-il, devant le conseil régional d'Auvergne réuni au Puy le plan de développement du Massif Central. Quarante mesures touchant les communications, l'industrie, le remembrement des terres, l'hôtellerie, le téléphone, l'habitat et les écoles. Il élargissait cette fois de cinquante à trois ans le retard que le Massif Central — la plus peuplée de nos montagnes — a pris sur les autres massifs. A la fin de cette année — date d'achèvement du plan triennal — les kilomètres de routes, les postes téléphoniques et les écoles qui devaient être créés le seront. Mais l'usine de pâte à papier de Langogne et l'usine à viande de Rodez, qui devaient tirer parti des ressources locales, sont encore dans les cartons. La « crise » est passée par là.

Conclusion : il est si facile de faire tourner des bétonnières que de maintenir la vie d'une région. Les plans d'équipement sont nécessaires pour sauver la montagne. Ils ne sont pas suffisants. D'où la dernière entreprise lancée par la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAT) : élaborer avec les collectivités locales des schémas d'orientation et d'aménagement des massifs.

En effet, il n'y a pas une montagne abstraite, mais des massifs montagneux ayant chacun ses problèmes. Ensuite, c'est avec les habitants eux-mêmes qu'il faut trouver les idées qui, à long terme, sauveront le territoire. Tels sont les schémas : les réflexions, d'où sortent des programmes concrets, au niveau national une politique. Deux d'entre eux, celui du Jura et des Alpes du Sud, ont déjà été approuvés par les conseils généraux et régionaux. Trois autres — Vosges, Alpes du Nord et Pyrénées — le seront avant l'hiver. C'est de leur synthèse que s'est largement inspiré le président de la République, pour élaborer sa nouvelle politique de la montagne.

SEPT MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Pour marquer l'importance qu'il attache à la nouvelle politique de la montagne, M. Giscard d'Estaing a invité six membres du Gouvernement à l'accompagner : quatre ministres (M. Christian Bonnet, pour les collectivités locales ; M. Jean-Pierre Fourcade, pour l'équipement ; M. Michel d'Ornano, pour l'environnement ; M. Michel Rocard, pour l'agriculture), et trois secrétaires d'Etat (M. Paul Dujon, pour la jeunesse et les sports ; M. Bernard Reyman, pour le budget, et M. Jacques Blanc, pour l'agriculture).

Mercredi, au cours du conseil des ministres, M. J.-P. Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, fera une communication sur la politique de la montagne, précisant le rôle de chaque ministère dans l'application des directives présidentielles.

montagne. Car finalement, de la frontière espagnole aux futaies vosgiennes, la plupart des montagnards sont à peu près d'accord sur ce qu'ils veulent et sur ce qu'ils rejettent.

D'abord, ils disent « non » à la « fatalité » de la désertification. Ils veulent « vivre au pays ». C'est capital. Mais, pour s'en sortir, ils refusent l'exploitation des hautes terres par les gens des vallées, le secours de quelques super-stations de ski, le ballon d'oxygène de la mono-industrie saisonnière du tourisme, les succursales de grosses entreprises parachutées par la décentralisation, les grandes pérorations routières, qui ne profitent qu'au visiteur.

Ce qu'ils veulent, en revanche, c'est le maintien d'activités multiples : agriculture, tourisme, artisanat, petite industrie. Pas de schéma parisien plaqué partout, mais du « sur mesure ». Ils souhaitent encore que les communes prolétaires — celles qui ne peuvent plus décoller sans aide — soient assurées d'un montant minimum de subventions : un SMIC communal, en somme. Pour l'agriculture, inutile de tenter de singler les fermes de la plaine. L'agriculteur de montagne doit se spécialiser, transformer ses produits sur place et préserver à tout prix ses terres, ses terres. Les parcs nationaux ? On leur demande de jouer enfin leur rôle d'agriculteurs exemplaires.

Le tourisme ? Il doit être diffus, ménager le paysage et profiter à tous les montagnards. La forêt ? Il faut « lancer » une politique abandonnée depuis quarante ans : le reboisement, par l'Office des forêts, des terres érodées. Mais — et c'est l'idée nouvelle — tout cela doit s'entreprendre en même temps et avec la participation des montagnards eux-mêmes ou, tout au moins, avec leurs représentants dans les conseils généraux ou les syndicats de communes. On ne sauvera pas la montagne malgré elle...


MARC AMBROISE-RENDU.

Mit par la S.A.R.L. le Monde.
Gérant : Jacques Fournier, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Impression de « Le Monde »
à Paris-15
1975

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Communication préalable des journaux et publications : n° 5787.

Le Monde
REALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
réservée aux lecteurs
résidant à l'étranger



Exemplaire spécimen sur demande

ENVIRONNEMENT

RASSEMBLEMENT ANTINUCLÉAIRE DANS LE CHER

Val-de-Loire ou « val de l'atome » ?

De notre correspondant

Orléans. — Plus de deux mille cinq cents personnes se sont rassemblées le samedi 20 août sur le site de Belleville-sur-Loire (Cher) où l'E.D.F. envisage la construction d'une centrale nucléaire et où elle poursuit des études avant de lancer l'enquête publique.

En convoquant les opposants à la centrale à une « conférence-débat » sur le nucléaire, avec M. Haroun Tazief, Philippe Courrière et Théo Leray, maîtres de recherches au C.N.R.S., plutôt qu'à une « manifestation », les organisateurs, impressionnés par les événements de Malville, marquaient leur volonté de dépassionner le débat et de donner le pas à l'information. Ils y ont réussi. Une dizaine de stands de comités anti-nucléaires et d'associations écologiques entouraient la tribune. Il n'y a pas eu le moindre incident. Les organisateurs, l'Association du Val-de-Loire berrichon pour la défense de la qualité de la vie, ont réaffirmé avec détermination leur hostilité au projet et réclamé l'organisation d'un référendum.

Les adversaires du projet invoquent notamment le risque de pollution de l'importante nappe phréatique située sous le site, utilisée par plus de vingt communes. Cette préoccupation a motivé il y a quelques dizaines d'années l'achat du domaine par la ville de Paris, en vue de réaliser des captages. Selon eux, également, la région de Belleville, déjà placée dans un étau de la Loire, sera encore plus sensible aux crues si on y installe une masse de béton. Enfin, ils rappellent un décret ministériel du 4 septembre 1975 interdisant de construire de « plein pied » en zone sismique dans le Val-de-Loire, du Bec d'Alhier à Briare.

RÉGIS GUYOTAT.

TRANSPORTS

LE « FRANCE » TOUJOURS A L'ANCRE

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, a reconnu que des négociations étaient en cours pour vendre le paquebot à une société suédoise. Il a démenti qu'un accord ait été signé.

Le journal Sud-Ouest avait, en effet, révélé dans ses éditions du dimanche 21 août qu'un protocole d'accord sous réserve d'expertise avait été conclu, au mois de juillet, entre la Compagnie générale maritime (C.G.M.), propriétaire du paquebot, et un émir d'Arabie Saoudite désireux de transformer le France en hôtel-restaurant flottant dans le port de Djeddah.

Selon la C.G.M., les discussions avec plusieurs acheteurs potentiels se poursuivent et n'ont pas abouti à la signature d'un contrat. Des surprenants seraient survenus notamment avec une société brésilienne et une firme de Hongkong. La transformation du France en hôtel-restaurant dans le port de Djeddah afin de mettre le bateau à l'abri des tempêtes et afin d'en faciliter l'accès aux visiteurs.

Désarmé et amarré dans l'arrière-port du Havre depuis 1974, le paquebot est maintenant en état de marche par un équipage de trente-trois hommes. Ces frais d'immobilisation et d'entretien sont élevés, en 1976, à 30,5 millions de francs.

LA GRÈVE DES CONTRÔLEURS AÉRIENS DE LONDRES RISQUE DE S'ÉTENDRE

La grève du zèle des « aiguilleurs du ciel » londoniens, qui dure depuis six jours, risque de s'étendre à l'ensemble de l'espace aérien de la Grande-Bretagne. Aucun accord n'est, en effet, intervenu entre le gouvernement britannique et le syndicat des « aiguilleurs », qui réclame des hausses de salaires prévues par des engagements salariaux.

Les contrôleurs aériens de l'aéroport de Heathrow refusent d'utiliser un ordinateur pour réglementer le trafic. Ils tracent à la main les plans de décollage et d'atterrissage. Cela crée des embouteillages et occasionne des retards de trois heures en moyenne. La British Airways a annulé quarante-cinq vols ce lundi 22 août. Les « aiguilleurs du ciel » envisageraient de transformer leur mouvement en grève totale pour le prochain week-end.

● Concorde à New-York. — et au musée. Un membre du Sénat de l'Etat de New-York, M. Sheldon Farber, a demandé, le 20 août, l'ouverture d'une enquête sur le retard apporté par l'autorité portuaire de New-York à la définition des niveaux sonores applicables au supersonique Concorde. Il souhaite déterminer quelles sortes de pressions ont été exercées sur cet organisme.

D'autre part, le prototype 001 du Concorde va rejoindre le musée de l'air Duxford (comté de Cambridgeshire), où il sera maintenu en état de marche par des amateurs.

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

Corse

Les contre-attentats dans l'île

UN DÉMENTI DU PRÉFET

Le préfet de la région Corse, M. Yves Burgalat, vient d'opposer le démenti le plus formel aux déclarations du Dr Edmond Simeoni, mettant en cause deux hauts fonctionnaires accusés de diriger les actions anti-autonomistes en Corse.

M. Burgalat, qui qualifie ces déclarations du leader autonomiste d'« allégations sans aucune espèce de fondement », fait référence aux déclarations de M. Simeoni dans une interview accordée au Nouvel Observateur et selon lesquelles « deux hauts fonctionnaires, l'un relevant de la défense, l'autre du ministère de l'Intérieur, dirigent un groupe de huit à dix voyous qui placent chaque jour les militants autonomistes ».

On retiendra d'ailleurs de la déclaration faite au micro de France-Inter du préfet de région, auquel on demandait d'expliquer les causes qui justifiaient une plus grande fermeté de la part des autorités.

« A partir du moment, affirmait M. Burgalat, où ceux qui se réclament de l'autonomie ont parlé de cette mise en cartes d'identité de façon à compliquer la Corse par ethnicité, au moment où ils ont parlé d'internationaliser le ou les problèmes qui peuvent se poser à la Corse et au monde, particulièrement pour les élus, qui n'ont pas manqué de le souligner, que cette barrière que l'on croyait très solide, notre intransigeance, entre l'autonomie et l'indépendance est en papier carton et que pratiquement elle n'existe pas. En tout cas elle ne semble pas exister du tout dans l'esprit de ceux qui ont parlé. A partir du moment où le problème de l'intégrité de la République est posé, il appartient aux pouvoirs publics de faire en sorte que cette intégrité soit préservée conformément à notre Constitution. »

EN ILE-DE-FRANCE

L'OPÉRATION «SPÉCIAL TROISIÈME ÂGE» A PARIS

POINT DE VUE

Redéploiement et liquidation industrielle

par GUY POUSSY (*)

«Ma seule angoisse: l'été...»

LÉONIE habite un bel appartement d'un immeuble coquet du dix-septième arrondissement. Souffrant d'une jambe « depuis dix ans », elle ne descend plus guère dans la rue. Sa femme de ménage entretient l'appartement, la « petite-du-dessous » fait ses courses, la concierge « discute le coup » en montant le courrier et ses deux filles mariées lui rendent visite « au moins une fois par semaine ».

Léonie n'a pas de problèmes d'argent. « Je mange et je m'occupe tout ce qui me fait plaisir », dit-elle. Sa seule angoisse : les mois d'été. Le mois d'août surtout. Ses filles sont en vacances, les voisins aussi, les commerçants ont fermé boutique. « Heureusement, cette année, j'ai ma petite Martiniquaise. Quelqu'un à qui parler ».

La « petite Martiniquaise », étudiante en informatique, recherchait un « job » pour l'été. Elle a répondu à une petite annonce d'un journal : la voici, pour un mois, « aide ménagère » auprès des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et des handicapés, dans le cadre de l'opération « spécial troisième âge ».

L'opération connaît un franc succès. Par voie de presse, par affichage, par message radiophonique, on a fait savoir aux personnes âgées que le maire de Paris avait mis en place une équipe pour venir en aide aux personnes restées seules en juillet et en août. Ce service, offert à toutes personnes de plus de soixante-cinq ans dépendant ou non d'un bureau d'aide sociale, et aux handicapés fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre (1).

dort avec son chat mort dans son lit depuis trois jours. Mais le plus souvent, les appels réclament une aide pour le ménage et les courses.

Tentée dans le seizième arrondissement pendant l'été 1975, l'expérience avait montré l'extrême isolement des personnes âgées en juillet et en août. L'année suivante, l'opération avait été étendue à six arrondissements. Cette année, M. Jacques Chirac a généralisé l'opération « spécial troisième âge » à tous les arrondissements de Paris. Elle est financée par la Ville de Paris et conduite sous l'égide de la direction générale de l'action sanitaire et sociale. Budget : près de 3 millions de francs.

Au bureau d'aide sociale de Paris on souligne les difficultés dans le recrutement du personnel. Etudiantes, pour la plupart, 2 400 F par mois, « pour faire ce travail, il faut beaucoup de dévouement et de patience. Il faut aimer les personnes âgées », dit une jeune fille. Comme la médecine préventive peut dépister les maladies, l'opération « spécial troisième âge » cherche à dépister la misère. Celle qui existe et qui ne se montre pas. On aura appris qu'une femme de cent six ans, grabataire, habite avec « sa petite », soixante-dix-huit ans, handicapée moteur.

Devant ces exemples, on promet à la mairie de Paris que, « dès l'automne, l'aide ménagère à domicile sera considérablement développée, et qu'un personnel nombreux sera embauché à cet effet ». Le comité d'information sociale aux personnes âgées de Paris s'est déjà mis à la tâche : « La semaine dernière, note une responsable du comité, nous avons trouvé deux personnes âgées mortes dans un immeuble. Les voisins étaient en vacances. Ces gens n'avaient personne pour les secourir. A notre époque ! »

CHRISTIANE CHAMBERNOIS.

LA désindustrialisation de la région parisienne est-elle une invention ? Malheureusement non, les faits sont là : en 1975, le niveau de l'emploi industriel dans la région était inférieur à celui de 1954. L'évolution résultant du plan Barre est d'autant plus préoccupante que les créations d'emplois tertiaires ne compensent plus la disparition d'emplois industriels. La désindustrialisation continue de toucher la capitale : 105 055 emplois industriels supprimés en 1974 et 1975. Le recul constaté dans la petite couronne en 1970-1973 se poursuit. Ivry et d'autres communes industrielles sont maintenant durablement frappées par les fermetures d'entreprises. L'emploi industriel stagne dans la grande couronne au lieu d'augmenter comme pendant les années précédentes.

Rien n'est plus faux que de parler de transfert d'emplois vers la province. En quatorze ans, 250 000 emplois industriels ont été supprimés à Paris. Ont-ils été tous transférés en banlieue et en province ? Absolument pas, car pour six emplois supprimés en Ile-de-France, cinq le sont définitivement, on ne les retrouve nulle part. Le chômage sévit malheureusement sur tout le territoire. Des usines ferment dans le Nord, le Sud, dans les Vosges, tout comme en région parisienne. L'hypocrisie qui consistait à opposer artificiellement Paris à la province est moins crédible. En vérité, la « décentralisation industrielle » de la région parisienne a servi de paravent à la politique de redéploiement, de liquidation de secteurs entiers de l'appareil productif français, pratiquée par les grands groupes industriels et financiers. Cette politique mise en œuvre avec le soutien gouvernemental a entraîné la perte de nombreuses petites et moyennes entreprises sou-traitantes employant souvent une main-d'œuvre très qualifiée.

L'Ile-de-France, première région industrielle française, est touchée de plein fouet par cette politique de redéploiement. Des branches entières de son industrie sont sacrifiées, entraînant fermetures d'entreprises et licenciements collectifs. C'est le cas dans l'imprimerie, la machine-outil,

le roulement à billes, l'électronique, l'aéronautique, le papier-carton, le bâtiment et les travaux publics. Le déséquilibre habitat-emploi s'est accru ; outre la fatigue des hommes et des femmes, le temps perdu dans les transports mal adaptés représente un milliard d'heures de travail par an. Il y a un énorme gâchis matériel et humain, néfaste pour la région Ile-de-France comme pour les autres régions françaises.

En fait, il est plus juste de parler de politique de bouleversement du territoire que de politique d'aménagement. M. Jean-Pierre Fourcade entend-il modifier cette politique ? Non, celui-ci déclarait récemment : « Les établissements industriels importants n'ont plus leur place en région parisienne. » Il réaffirmerait aussi qu'il n'était pas question de modifier le régime des taxes et des redevances ni les procédures d'agrandissement mis en place par M. Monod, ancien délégué général de la DATAR, aujourd'hui secrétaire général du R.P.R.

Le Conseil régional tel qu'il est constitué peut-il modifier cette politique ? Non, car ce qui lui manque le plus, c'est la volonté politique. Les principaux leaders de la majorité votent à l'Assemblée nationale en faveur de toute la politique gouvernementale ; comment pourraient-ils ensuite ne pas l'appliquer ? C'est pourquoi, en dehors de vœux vides du président R.P.R. de la région, les élus giscardiens, chiraquiens et centristes ne s'opposent pas réellement à la désindustrialisation.

Le gouvernement devrait prendre garde aux conséquences qu'entraîne sa politique. Le chômage atteint un niveau de gravité exceptionnelle en Ile-de-France. En mai, il y avait 320 000 chômeurs. Ce qui veut dire que, directement ou indirectement, actuellement au moins un million de personnes sont touchées par le chômage, soit 10 % de la population. On peut estimer que durant une année une personne sur cinq a connu soit personnellement, soit dans son foyer le chômage et ses conséquences dramatiques. Les femmes, les jeunes sont le plus touchés. Que

devenir les 150 000 jeunes gens sortis des écoles et des universités de l'Ile-de-France ? Parmi eux, 60 000 n'ont aucune qualification professionnelle, alors que seulement 5 300 places de stages classiques sont disponibles. Il est prévu officiellement que 100 000 jeunes s'inscriront à l'A.N.P.E.

Il ne peut y avoir de véritable politique d'aménagement du territoire sans une nouvelle politique économique et sociale : celle-ci existe avec le programme commun. La mise à jour des chapitres de la politique industrielle et de l'emploi renforcera son efficacité. Un nouveau type de croissance permettra de sortir de la crise, en redressant la production et l'emploi, en donnant à la croissance un contenu favorable aux travailleurs, au développement régional. Dans l'immédiat, les communistes savent qu'une action résolue, et suffisamment massive, peut amener le gouvernement et le patronat à mettre fin à certains gâchis, au démantèlement du potentiel industriel régional ; le chômage peut reculer. En clair, les communistes n'attendent pas 1978 l'urne au pied pour agir.

Quels sont nos objectifs ? Plus une fermeture d'usine ne doit avoir lieu. Nous exigeons la suppression des avantages et aides publiques de toutes sortes dont bénéficient les sociétés industrielles telles les primes de décentralisation. Il faut interdire le changement d'usage des terrains industriels, une des sources de la spéculation financière et immobilière. Il faut supprimer les redevances d'installation qui servent en réalité à financer les départs d'entreprises de la région Ile-de-France. La DATAR doit être supprimée, ses prérogatives confiées à un comité d'urbanisme et d'emploi industriel composé d'élus, de représentants syndicaux, d'organisations professionnelles, habilité à intervenir dans la défense et la création d'emplois nouveaux. La création de dizaines de milliers d'emplois est nécessaire dans les services publics et nationaux. Deux cent cinquante mille emplois peuvent être créés en Ile-

de-France avec l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans pour les hommes, cinquante-cinq ans pour les femmes, la réduction de la durée hebdomadaire du travail à quarante heures effectives.

Dans le Val-de-Marne, par exemple, l'action conjuguée des travailleurs, de leurs organisations syndicales, et des élus communistes a permis de sauver de la destruction sept entreprises parmi lesquelles les Fontaines de Choisy, l'imprimerie de France, la Centre hospitalier privé d'Ivry. Chaulour revit après neuf cents jours de lutte. Il faut renforcer la protection et l'indemnisation des chômeurs, en particulier celles des jeunes. L'aide publique doit être portée aux deux tiers du SMIC pour le travailleur d'une famille quand un salaire constitue le seul revenu. Une bourse doit être attribuée pour le départ en vacances des enfants de chômeurs.

Il faut interdire les expulsions, saisies, coupures de gaz et d'électricité qui frappent les chômeurs et leurs familles, étendre l'attribution de l'allocation-logement, créer une commission sociale spéciale dans chaque commune. Il faut assurer la gratuité des transports en commun dans toute l'Ile-de-France pour les chômeurs inscrits à l'A.N.P.E. par le financement sur fonds patronaux et d'Etat.

Analyses et propositions démocratiques ? Non, action conséquente et efficace pour changer quelque chose, telle est l'attitude des communistes.

(*) Membre du comité central, secrétaire de la fédération du Val-de-Marne du parti communiste, conseiller général du Val-de-Marne.

Préparation à l'entrée en Médecine

PHARMACIE-DENTAIRE
● Préparation scientifique (5 au 30 sept.)
● Encadrement annuel par CHU
● Année préparatoire
6 CENTRES
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Nanterre
Tél. : 722.94.54 ou 745.03.19

Concorde accueille son 50.000^e passager.

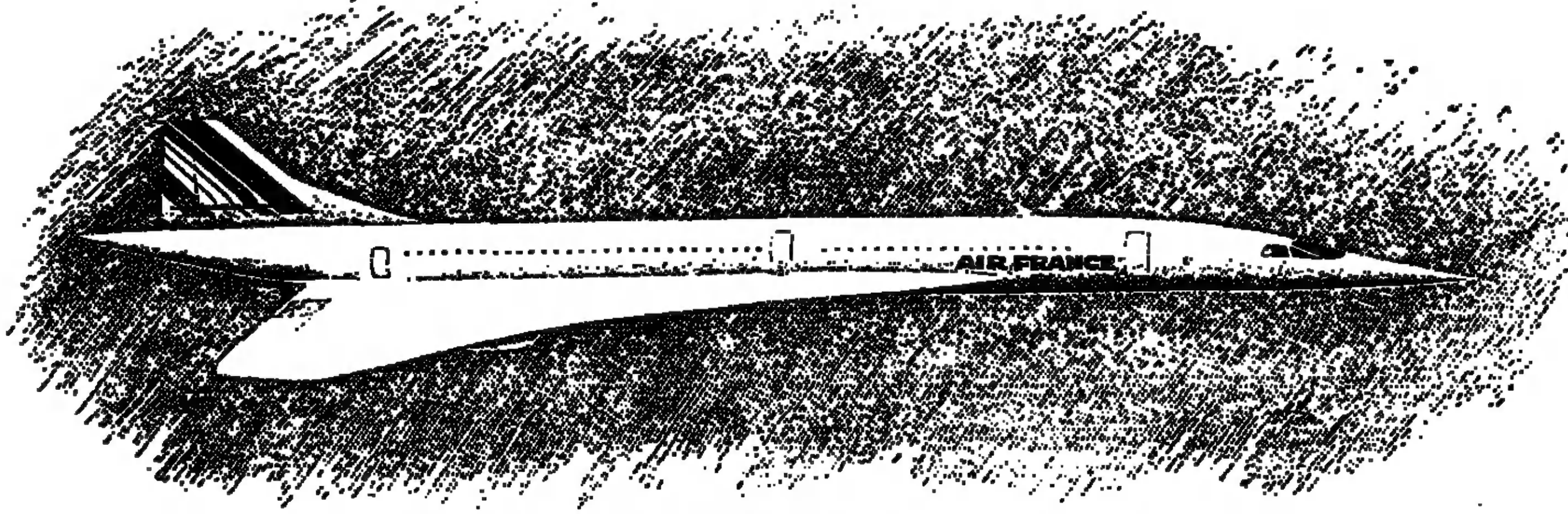
Les hommes d'affaires approuvent l'efficacité.

Le 18 Août, le 50.000^e passager de Concorde, Monsieur J.C. Gromier, Président-Directeur Général de l'OFIC-ONDULINE, s'est envolé de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle en direction de Washington.

Comme lui, tous ceux qui voyagent sur Concorde en apprécient la rapidité et la ponctualité.

Et commencent leurs séjours par un voyage reposant.

Concorde, c'est aussi l'esprit d'entreprise.



AIR FRANCE
Concorde

Le Monde

L'ÉTÉ

Un chien de saison

Premier tableau : Néron empoisonneur

La communication, panacée sociologique pour société bloquée, peut, lorsqu'elle est téléphonique, ouvrir la voie à des bouleversements. A preuve ce psychodrame, en quatre tableaux et une chute, que nous livrons aux vacanciers à la recherche de thèmes de méditation.

QUAND le téléphone sonne à l'heure du petit déjeuner, que le prends ordinairement vers 9 h. 15 — un œuf brouillé, deux toasts marmelés et trois tasses de thé au lait — c'est l'appel d'un intime ou tout au moins d'un familier.

La règle se trouve confirmée ce matin-là.

« Allo, Paul, c'est Irma. Bonjour, une grande joie nous arrive, Paul... »

— Vous avez gagné au loto ?

L'enfant et la mer

L'ENFANT est assis sur le rocher. Immuable, il regarde la mer. La peau dorée par le soleil et par le sel, du sable dans les cheveux, il respire au rythme des vagues. Il est la monnaie, l'écume, le coquillage, le silence.

De regarde l'enfant. Me frappe sa fragilité sur la pierre de granit, et le sentiment de sa courte durée face à l'éternité de la mer. De quel millénaire date le rocher battu des vagues, que la mer creuse et carène depuis toujours ? Écoute la vague, s'arrondit le galet, grandit le garçon, rocher immuable, mer éternelle, enfant mortel. Mon fils n'est qu'un instant de la Terre. Et pourtant la pierre ne parle pas, la mer ne s'entend pas, et l'enfant regarde, touche, sent, aime, vit, s'émerveille. Lui dont les enfants ont concentré, sur les vagues, sur les rochers et sous les algues, un autre enfant, signe d'éternité fugitif et tenace sur la ligne d'horizon.

ANNE TOUZARD.

Henry a la Légion d'honneur ?
— Vous n'y êtes pas... Mieux que cela, nous sommes invités. Henry, les enfants et moi à passer trois semaines en Ecosse !
— Formidable, Irma. Je vous y vois déjà : les distilleries de whisky, les monstres du Loch Ness, les fantômes, la chasse au renard, Walter Scott, les Tweeds de Pringle... et toute la famille en kilt... Vous êtes être mignons !
— Oui, hein... mais Paul, il y a Néron !
— Néron ! que vient faire là le fils d'Aorippine ?
— Néron, Paul ! Voyons, notre boxer bricole... nous le connaissez vous êtes le seul de nos amis qu'il n'ait pas mordu !
— Il a essayé !
— Mais maintenant il vous connaît, et je sais que vous lui plaisez !
— Néron, dit entre nous, je me moque comme d'une gaine de plaisir à Néron !
— Mass, Irma, je ne dois pas de rapport entre Néron et l'Ecosse.
— Justement, Paul, il ne peut y en avoir. Les Britanniques exigent une quarantaine de six mois pour les animaux étrangers. Il n'est donc pas question d'emmener Néron avec nous...
— Dommage, votre fauve eût été heureux au pays de la couronne. Il eût trouvé quantité de moutons à égarer et même, du côté de Dartmoor, des poneys égarés dans la lande. Il aurait pu aussi rencontrer le chien des Baskerville, qui lui aurait administré une bonne leçon !
— Ne plaisantez pas, Paul, c'est tragique, qu'allons-nous faire ?
— Mettez votre chien en pension. Je connais à Lirry-Gargan un quatre étoiles pour chiens dont les maîtres sont en vacances.
— Pour traumatiser la pauvre bête !... vous n'y pensez pas. Il aurait l'impression d'être abandonné, enfermé dans un camp de concentration. Oh ! non, je ne prendrais aucun plaisir aux vacances et les enfants pleureraient tous les soirs !
— Mon thé refroidit et je profite du lourd silence de la baskerville pour absorber une ou deux gorgées.
— Allo, Paul !
— Oui, Irma, je suis là... pour-

quoi ne conjurez-vous pas votre chien à votre mère ?
— Parce qu'elle a Octave, Paul.
— Octave ?
— Une chienne teckel, harpeneur et insupportable... c'est empoisonneur.
— Comme vous dites, Irma, empoisonneur, surtout pour Octave !
— Comment ça... surtout pour Octave ?
— Parce que Néron, c'est bien connu, a liquidé Octave, sa femme, après s'être fait la main sur Britannicus et Agrippine, sa maman !
— Je ne comprends rien à cette histoire...
— Romaine.
— Quoi ?
— Histoire romaine, Irma.
— Oui, bon, tout cela ne résout rien, Paul. Qu'allons-nous faire... il va falloir renoncer à ce voyage.
— Ce serait idiot... pour un chien !
— Voyez-vous, Paul, il faudrait trouver quelque'un de sûr, un ami que Néron connait, plutôt catholique, libre de son temps, disposant d'une maison assez vaste et qui reste à Paris en août...
— Ah, j'ai tout compris enfin. Irma la fute, vient d'une voix enjouée aux sonorités de violon d'amour de broder mon portrait. Je les vois venir, mes amis. Henry et elle veulent me réifier leur chien baveux. Un monstre, qui ne pense qu'à sauter sur ses congénères. Vous l'imaginez chez moi, bousculant les guéridons, souillant les tapis, se vautrant sur les canapés, aboyant pour me fâcher avec les voisins ou pleurant ses maîtres avec la discrétion d'une sirène d'usine pour faire croire que je le martyrise. Car ce chien énorme, avec sa moue de vieux bonze à bejoux, il ressemble à Bodard, est vieux, j'en suis certain.

Pas question, me dis-je, pendant que le temps mort, téléphonique se prolonge. Au risque de faire de la peine à Henry, je ne céderai pas. Henry a qui j'ai toujours cédé depuis le collège. Henry qui rêchait pour me prendre mes billes, qui copait en compo de latin, qui m'a soufflé successivement tous mes flirts avant d'épouser la seule femme qui, peut-être, m'eût convenu. Je ne céderai pas au chantage du voyage annulé.

« Allo Irma, je viens de réfléchir... Je ne vous pas d'assé à votre dilemme tel que vous le présentez. Je persiste à croire cependant que la seule solution consiste à confier Néron à un établissement spécialisé...
— Non, Paul (le ton a changé la violente d'amour est devenue cymbale), ce qu'il nous faudrait, c'est un ami dévoué qui aurait hébergé Néron... Je ne m'aperçois qu'il est utopique de rechercher un tel être dans nos relations...
— Ne nous découragez pas Irma, et dites bonjour à Henry pour moi.
— C'est cela, au revoir, Paul... Henry sera désolé de ne pouvoir aller en Ecosse...
— Le ton est si acide que je ne résiste pas au plaisir de me montrer désagréable.
— Il y a peut-être une solution, Irma.
— Ah, oui, dites, Paul. Laquelle ?
— Vous gardez votre chien et j'accompagne Henry et les enfants en Ecosse !
— Irma a racroché !

MAURICE DENUZIERE.

Prochain tableau :
VIVRE AVEC NÉRON !

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 688
Ecole Préparatoire
D'ADMINISTRATION
Ecole privée fondée en 1873
admission au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Foulx-Champs
75008 PARIS - CEDEX 02

alfa romeo
CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF
GAP PANTIN
122 R. VAILLANT-COUTURIER
93130 NOISY-le-SEC
845-97-67
ALFETTA GTV 2000.

A VARENCEVILLE L'empreinte de Braque

B LANCs gras de la creole où sont taillées les falaises abruptes, ocre des terres qui les léignent par longues coulées, vertes et bleues instables d'une mer toujours prête à reprendre sombre mine si le soleil se relève, basse chantante des noirs dans les rochers. Et là-dessus nous les gris de la création échanges entre ciel et eau, en un perpétuel festival de perles et de nacre broyées : c'est Varenceville, c'est mai. Côté terre les prairies, des forêts luxuriantes, pleines d'oiseaux, des parcs débordant de roses, de marguerites et d'hortensias géants. Un doux parfum de trépan flotte au long des sentiers caux, qui permettent, loin des voitures, de sillonner le pays, du phare de l'Ally au manoir d'Ango, de Saint-Marquerie au fameux cimetière marin, devenu trop petit pour la demande et qu'on se préoccupe d'agrandir.

Unissant les deux « côtés » : les vallées, ces profondes entailles creusées dans la creole par de modestes ruisseaux. Ainsi, par des sentes sinueuses et de rudes escaliers, gagnent la grève. On ne s'y baigne qu'en l'eau trop froide, les galets glissants, n'attirent pas — Dieu merci ! — les inconditionnels de la grève sur sable. Mais les ramasseurs de coquillages, aussi bien que les amoureux des souffles salés et des paysages vierges, y trouvent leur compte.

Varenceville, à 10 kilomètres de Dieppe. Aux yeux des amateurs d'art, ce lieu appartenant à Braque aussi fortement qu'Alison-Provence à Cézanne. Parce que le peintre a vécu et travaillé ici, de longues années, dans une retraite protégée. Parce qu'il a enrichi de vitraux l'église et la chapelle Saint-Dominique, simple grange promise lieu de culte pendant l'occupation, en remplacement de celui qui se trouvait alors en zone côtière interdite. Parce que sa tombe est, avec celle du dramaturge Porto-Riche et celle du musicien

Albert Roussel, l'illustration du cimetière serré autour de l'église, en balcon, sur une admirable vue de mer, de falaises et de verdure.

« Porto-Riche, qui est-ce ? », demandait pourtant ici l'autre jour un professeur de français, plus familier de Victor Hugo. L'auteur d'Amoureuse (1849-1930) s'est-il abusé en espérant, comme on le lit sur la pierre funéraire : « J'aurai peut-être un nom dans l'histoire du cœur » ? On doit le craindre.

L'immense dalle sous laquelle repose Braque en compagnie de sa femme, venue le rejoindre en 1965, au bout de deux ans seulement, est ornée d'un de ces grands oiseaux qui ont envolé les messages de l'au-delà, peut-être — la violence de l'artiste. Mais la mosaïque déjà s'altère, attaquée par l'humidité du climat. Mieux conservé, dans l'église, le vitrail où le maître a traité le thème de l'Arbre de Jessé, résumé en formes simples, modulé dans l'azur et traversé d'éclats d'une émeraude raffinée.

Un autre vitrail a pris place tout à côté, magnifiquement dans ses sculptures de bruns profonds et de jaunes légers. Il est dû à Raoul Ubac. Devant cette réussite, on fait un rêve, on émet un vœu. Que les autres fenêtres du sanctuaire soient confiées tour à tour à quelques-uns des plus grands peintres d'aujourd'hui, qu'il serait exaltant de voir réunis autour de Braque. Oui, rêvons, espérons ici un Bazaine, un Manessier, un Le Moel, un Vieira da Silva, un Zao. Quelle gemme rare deviendrait cette petite église, quelle suite et quel hommage au vieux sage de Varenceville !

On y méditerait mieux encore une maxime qu'on extrairait de ses Cahiers, en l'inversant puisque, désormais, ce que le savoir prépare de plus perfectionné, c'est l'Apocalypse : « La science est faite pour troubler ; l'art rassure. »

JEAN GUICHARD-MEILL.

LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Après avoir découvert Malinjak mort égaré, et persuadé que Maya ne peut qu'être l'assassin, Walchak s'est enfui sans bruit. Mais Maya, faisant quelques instants après la même découverte, pense que cela ne peut être que le fait de Walchak et elle s'effraie de son attitude pour ce garçon. Une brève enquête l'ayant convaincu pour l'instant, elle s'enfuit à son tour à la recherche de Walchak. C'est dans un tramway qu'elle fait la connaissance du célèbre voyant Hince, et elle pense qu'il pourrait peut-être lui être utile.

LORS qu'elle allait tout raconter à Hince, Hince se mordit la langue. Étais-il prudent de se confier à ce voyant, dans sa situation ? Mais, d'un autre côté, il était le seul à pouvoir l'aider.

Elle se décida.

« Je suis à la recherche de quelqu'un, répéta-t-elle.
— Quel est-ce ?
— Cela n'a pas d'importance.
— Bien, dit-il. Vous pouvez ne pas me le dire. Il me suffit d'un objet appartenant à cette personne, d'un objet qu'elle a touché. Avez-vous quelque chose de ce genre ? »

Maya se souvint du crayon de Walchak dans son sac. Fallait-il le lui donner ou non ? Si elle le donnait, il était bien capable de percer tous leurs secrets.

Hince, qui avait à présent l'air grave et comme anxieux, lui saisit la main. « Avec moi, vous pouvez parler ouvertement, dit-il, et je vous conseille de le faire. »

Elle lui tendit le crayon que Walchak lui avait prêté quelques jours auparavant pour dessiner le plan de la ville. Il l'examina attentivement.

« Il porte les traces de morsure, dit-il.
— Oui, son propriétaire le mordait souvent. C'était un tic chez lui.
— Parfait. »

Il referma sa main sur le crayon et baissa les paupières. Soudain, sa main se mit à trembler et sa respiration devint difficile.

« Allons-nous-en, dit-il avec violence je ne peux pas me concentrer ici. Venez chez moi ! Allons-y tout de suite...
Il appela un taxi.
« Avez-vous ressenti quelque chose ?
— C'est le crayon le plus extraordinaire auquel j'ai jamais eu affaire ! »

repartit Hince à mi-voix en la scrutant du regard.

Il prit place dans le fauteuil qui se trouvait derrière son bureau et, tenant le crayon dans sa paume, commença : « Je le vois. C'est un jeune homme, d'une vingtaine d'années peut-être, châtain foncé en chapeau clair. Il marche...
— Où ça ?
— Un instant. Ne m'interrompez pas : il marche sur une route, je ne vois pas la direction. Ah ! si, une borne kilométrique : 157. Il est au kilomètre 157. Il est fatigué, mais...
— Pourquoi ?
— Hince se concentra.

« Non, non, il ne marche pas. Il écrit. Il écrit quelque chose sur un mur avec ce crayon. Un mur tout blanc, épais. Un instant, il marche ! Qu'est-ce que cela signifie ? Un danger...
— Un danger ?
— Cet homme est en danger... en grand danger ! Il faut le sauver tout de suite. Il veut faire quelque chose. En fait, il est soit fou, soit... il y a quelque chose autour de lui. Ou en lui. Ah ! le voilà qui écrit à nouveau sur le mur. Je ne comprends pas. Je ne vois plus rien. »

Hince reprit le crayon et regarda Maya.

« Il faut que nous le sauvions, murmura-t-il. Il y a des choses que je ne comprends pas. Je vois deux hommes en même temps, l'un qui marche et l'autre qui écrit. Cela ne m'est encore jamais arrivé. Mais tous deux courent un danger effrayant...
— Pourquoi ?
— Je ne sais pas très bien non plus de ma vie je n'ai eu affaire à un objet d'aussi mauvais augure que ce crayon.
— On ne peut laisser ce garçon dans cette situation ! Il va lui arriver malheur. Il faut le retrouver tout de suite. Mais comment ?
— Le kilomètre 157, dites-vous ? repartit Maya.
— Oui, j'ai vu distinctement la borne.
— Où avez-vous aller Walchak ? Pourquoi se déplaçait-il à pied au lieu de prendre le train ? Quelle était cette route ?
— Mais peut-être Hince se trompait-il, peut-être n'était-ce que le fruit de son imagination ? Maya se souvint que le

chemin de Polyka rejoignait la grande route de Lublin, un kilomètre 162.

« Découvrez-moi un peu ce pays », disait bien ça. Une région plate, forestière, émaillée d'étendues d'eau. « Je devine où cela se trouve. Je connais cette région. »

Elle lui expliqua brièvement la situation géographique. Il consulta un horaire.

Il y avait un express dans deux heures. Nous n'avons pas de temps à perdre. Dans le train, Maya raconta à Hince tout ce qui s'était passé, jusque dans les moindres détails, depuis qu'elle avait fait la connaissance de Walchak.

Elle fut d'une anecdote absolue, et ne lui cacha même pas que c'était lui qui avait tué Malinjak. Elle était d'ailleurs trop épuisée pour dissimuler quoi que ce fût.

Hince lui inspira une totale confiance. Elle lui raconta ses rêves et lui parla de ces horribles rêves bleus et de l'influence déplorable que Walchak et elle exerçaient l'un sur l'autre.

« Si l'a tué, c'est que moi aussi j'aurais pu tuer, répéta-t-elle fébrilement. Nous possédons des natures identiques ! Je le sais. Si l'a tué, c'est que je le suis aussi... et c'est vrai ! »

Hince se concentra. Son regard scrutateur et perspicace semblait pénétrer Maya jusqu'au tréfonds d'elle-même.

« C'est l'une des histoires les plus rocambolesques que j'aie jamais entendues, murmura-t-il. Mais ne perdez pas espoir. Votre aventure pourrait s'expliquer le plus simplement du monde dans les faits et par la psychologie. Si vraiment il vous ressemble tant, la raison de votre nébuleuse influence réciproque devient claire. Vous êtes vous-même d'un tempérament extrêmement vif, passionné et agressif. Que cette nature en rencontre une qui lui soit proche, c'est son impétueuse énergie s'en trouve multipliée. Il vous excite, vous l'excitez à votre tour, et c'est un véritable cercle vicieux. Cette force constitue en elle-même un trésor inestimable. Mais, si elle n'est pas tournée vers le bien, elle se transforme en élément destructeur.

« C'est ce qui a dû se produire dans votre cas, pourriez-vous le prouver vous avez mutuellement perdu confiance et respect dès le premier instant. Oui, tout serait clair, si...
— Si ?

« S'il ne s'y mêlait certains facteurs, d'un autre ordre. Ces rêves. Vos rêves. Le crayon. Il s'agit de phénomènes de nature différente. Faut-il vous parler franc ? J'ai l'impression qu'il est enviable. »

« Vous croyez aux envoûtements ?
— Je crois que l'homme peut créer en lui-même les conditions où le mal l'atteint plus facilement. A ce moment, il attire le mal comme l'aimant. Or, il se trouve dans le monde une foule de gens et d'endroits que le mal imprègne. Prenez garde à vous, mademoiselle, mais surtout ne perdez pas espoir. »

Elle avait l'impression de rêver. Tout cela ne pouvait être réel, sentait le Moyen Âge, les sorcières. Pourtant, c'était un homme à l'avant-garde du savoir qui parlait.

Walchak était donc envouté ? Il avait tué dans un accès de folie ? Cela l'emplissait d'espoir, mais aussi d'inquiétude. Quel déchirement de penser que Walchak errait sur les routes dans cet état, inconscient, incapable de se défendre.

« Sauvez-le », souffla-t-elle. Le train entrant en gare. Le crépuscule enveloppait la petite ville : c'était le soir, vers les dix-neuf heures.

Maya n'eut aucun mal à recueillir des informations. Quelqu'un qui ressemblait à Walchak était arrivé par le train du matin pour se diriger à pied vers Polyka.

Les pressentiments de Hince et les conjectures de Maya se vérifiaient. Ils prirent un fiacre et partirent en hâte.

Ils roulèrent un bon moment en silence.

Peu après ils rencontrèrent quelques ouvriers qui rentraient chez eux par la route.

« C'est bien ça. Ils avaient vu un jeune monsieur, il y a environ trois heures, qui se dirigeait vers Koprywie...
C'était le nom de la petite ville voisine.
« Donc, il a erré dans les environs, il a dû rentrer pour la nuit à Koprywie. Nous le trouverons probablement à l'auberge. »
Ils firent demi-tour, mais l'un des ouvriers les retint.
— Ce monsieur doit être fou, dit-il.
— Pourquoi ?
— Il s'est approché de moi et m'a demandé l'heure. Je lui ai répondu en tout bien tout honneur, mais lui

m'a marché sur le pied et a failli me briser les os.
« Il n'a peut-être pas fait exprès ! suggéra Hince.
— Allons donc ! Si encore il ne m'avait touché que du bout de la chaussure, je ne dis pas. Mais il a fait exprès de tourner le pied et de m'écraser les os avec son talon.
— Il a perdu la raison ! chuchota Maya.
— C'est pire, dit le voyant. Ne voyez-vous pas que tout cela trahit un mal poussé à son extrême limite ? J'aurais préféré qu'il frappât cet homme plutôt, qu'il ne lui écrasât le pied. Ce détail prouve que son acte échappe aux limites du normal.
— A quel bon le rechercher ? s'exclama-t-elle. Il faudra de toute façon le livrer à la police.
— Du calme, du calme. Ce n'est peut-être pas lui qui a assassiné Malinjak. Du reste, son irresponsabilité est manifeste. »

Il essayait de la consoler, mais Maya se confinait dans un désespoir sans borne.

Malgré tout, elle n'arrivait pas à croire que Walchak fût envouté. Cela avait l'air par trop fantastique.

Elle était convaincue qu'il était devenu fou. Sinon, c'était un assassin. De retour à Koprywie vers minuit, ils se rendirent directement à l'hôtel polonais, qui était la seule auberge acceptable de la bourgade.

L'hôtel était une petite maison de bois à un étage qui comptait plusieurs chambres.

Au rez-de-chaussée se trouvait le restaurant que dirigeait M. Kodak, qui s'inclina profondément lorsqu'il aperçut Mlle Okolowska.

« En effet, en effet. Ce monsieur est arrivé il n'y a pas longtemps. Il a loué une chambre. Maintenant, il doit dormir car il a éteint la lumière. »

Hince estima plus raisonnable d'attendre au matin plutôt que de le réveiller au cœur de la nuit. Il retint donc des chambres pour lui et Maya et commanda à dîner.

Is en étaient au plat de viande quand Walchak entra à l'improviste et s'assit à une table près de la fenêtre.

(A suivre.)

© Copyright Stock et Rita Gombrowicz. Traduction Albert Malles et Hélène Włodarczyk.

L'empreinte de Braque



Le Monde

DE L'ECONOMIE

Qui paie l'impôt ?

2 % des Français déclarent 19 % des revenus imposables et paient 33,5 % de la taxe

Depuis que le Conseil des impôts a fait une saine lumière sur la fiscalité française, les « découvertes » en la matière deviennent rares. Au point que le dernier bilan de la Rue de Rivoli sur le sujet (1) apporte peu de révélations. Comme les années précédentes, les services statistiques du fisc notent une légère progression (+ 5,6 %) du nombre des contribuables ; mais pour rappeler aussitôt que 49 % des Français n'acquittent pas encore d'impôt sur le revenu. Celui-ci continue à jouer un rôle modeste dans les recettes fiscales de l'Etat : 20,2 % seulement, soit même pas la moitié de ce que rapporte la T.V.A. (47,4 %). L'enquête officielle confirme la forte concentration des revenus dans notre pays, puisque 2,2 % des Français déclarent à eux tous 19 % des revenus imposables, soit autant que les 20 % de ménages situés au bas de l'échelle des contribuables. Les premiers versent 33,5 % du total de l'impôt sur le revenu et les seconds 8,7 %.

Le nombre des Français acquittant l'impôt sur le revenu continue donc à progresser : 11 millions en 1976, 11,5 l'année suivante, 12 en 1974, 12,7 en 1975, contre 5 seulement en 1961. Mais ils ne représentent encore que la moitié de la population : 51 % des foyers exactement. Les autres échappent à la taxation de leurs revenus ; soit qu'ils disposent de ressources trop faibles, soit qu'ils bénéficient des complaisances du législateur (le nombre d'exemptions ou d'abattements s'élargit d'année en année), soit encore qu'ils frudent avec suffisamment d'habileté pour ne pas se faire prendre.

Le résultat est surprenant : l'ensemble des ressources imposables de ces 11 millions de contribuables représente un tiers à peine (37,8 %) des revenus disponibles des ménages en France (chiffre avant-impôt : 39,8 % après, l'impôt sur le revenu et le patrimoine). Près des deux tiers des ressources des Français échappent donc à la taxation ! Comment s'étonner, dans ces conditions,

A eux tous, ils déclarent 31,1 % des revenus imposables et paient 8,7 % du total de l'impôt.

A l'autre bout de la pyramide, 4,45 % des contribuables (2,23 % des Français) — ceux qui déclarent plus de 70 000 F de revenu imposable annuel — annoncent disposer de 19,1 % de l'ensemble des revenus imposables en France : ils acquittent 33,5 % du total de l'impôt. Le fisc prélève donc le tiers de l'impôtation des revenus sur 470 000 foyers seulement, tandis que 22,8 millions d'autres ménages ne lui en fournissent pas davantage : 12,1 millions qui ne paient rien de cet impôt et 10,7 millions qui se partagent 33,6 % de l'addition.

Cette concentration de la population fiscale est révélatrice tout à la fois :

- de la concentration des revenus en France ;
- de l'ampleur de l'évasion fiscale ; est-il raisonnable que le tiers de l'impôt sur les revenus soit assis sur 7 % seulement des revenus disponibles des Français et 3 % de la population ?
- enfin de la pénalisation qui pèse les titulaires de revenus moyens ou élevés ne voulant pas — ou ne pouvant pas — échapper à l'imposition (quand ils sont salariés, par exemple) : ils supportent une part de l'impôt excessive en regard à leurs ressources.

Multiplicité

Comme on le sait, c'est l'addition de plusieurs revenus importants qui permet à la partie la plus aisée de la nation de bénéficier de ressources élevées. Les 8,9 millions de petits contribuables n'ont en moyenne que 13 revenus par famille, ou même moins. A l'inverse, les 470 000 contribuables situés en haut de l'échelle disposent, en moyenne, de plus de deux revenus par foyer, et souvent de trois : revenus de capitaux mobiliers, rémunération de gérants, bénéfices industriels ou commerciaux, souvent en plus d'un salaire.

Ces revenus non salariaux constituent pour ces foyers infiniment plus qu'un appoint. Alors que les ERF ne représentent que 11 % du total des revenus imposables en France, ils constituent de 22 à 25 % des ressources des 250 000 contribuables les plus aisés. De même, les revenus mobiliers représentent jusqu'à 24 % des ressources de ces contribuables, alors que leur part dans l'ensemble des revenus imposables en France n'est que de 2,4 %. Pareillement, les revenus de professions libérales constituent quelque 20 % des ressources de ces contribuables privilégiés, contre 4 % seulement dans l'ensemble des revenus imposables du pays.

Ce constat donne à penser que les plus gros contribuables français appartiennent le plus souvent aux professions non salariales. De ce fait, le Conseil des impôts avait indiqué il y a trois ans que le tiers des trois mille Français déclarant au fisc les plus gros revenus était composé de chefs d'entreprise, un

De 1 à 105

SELON les déclarations faites au fisc par les Français, le revenu imposable des dix mille quatre cent quarante et un plus gros contribuables était en moyenne de 58 100 F par mois en 1974. Ce qui devait correspondre, compte tenu des abattements et déductions diverses autorisés par la loi, à un revenu effectif voisin de 80 000 F par mois. Le fisc prélevait à l'époque un peu moins de 40 % de ce revenu (environ 30 700 F).

A l'époque, les quelque deux millions trois cent mille personnes âgées touchant le minimum vieillesse — seule ressource pour beaucoup d'entre elles — percevaient 479 F par mois (15,75 F par jour). Selon ces chiffres officiels, la hiérarchie des revenus entre groupes extrêmes de Français allait donc en 1974, après impôt, de 1 à 105 (479 F à 50 000 F par mois) et probablement davantage en réalité, vu l'ampleur de la fraude fiscale.

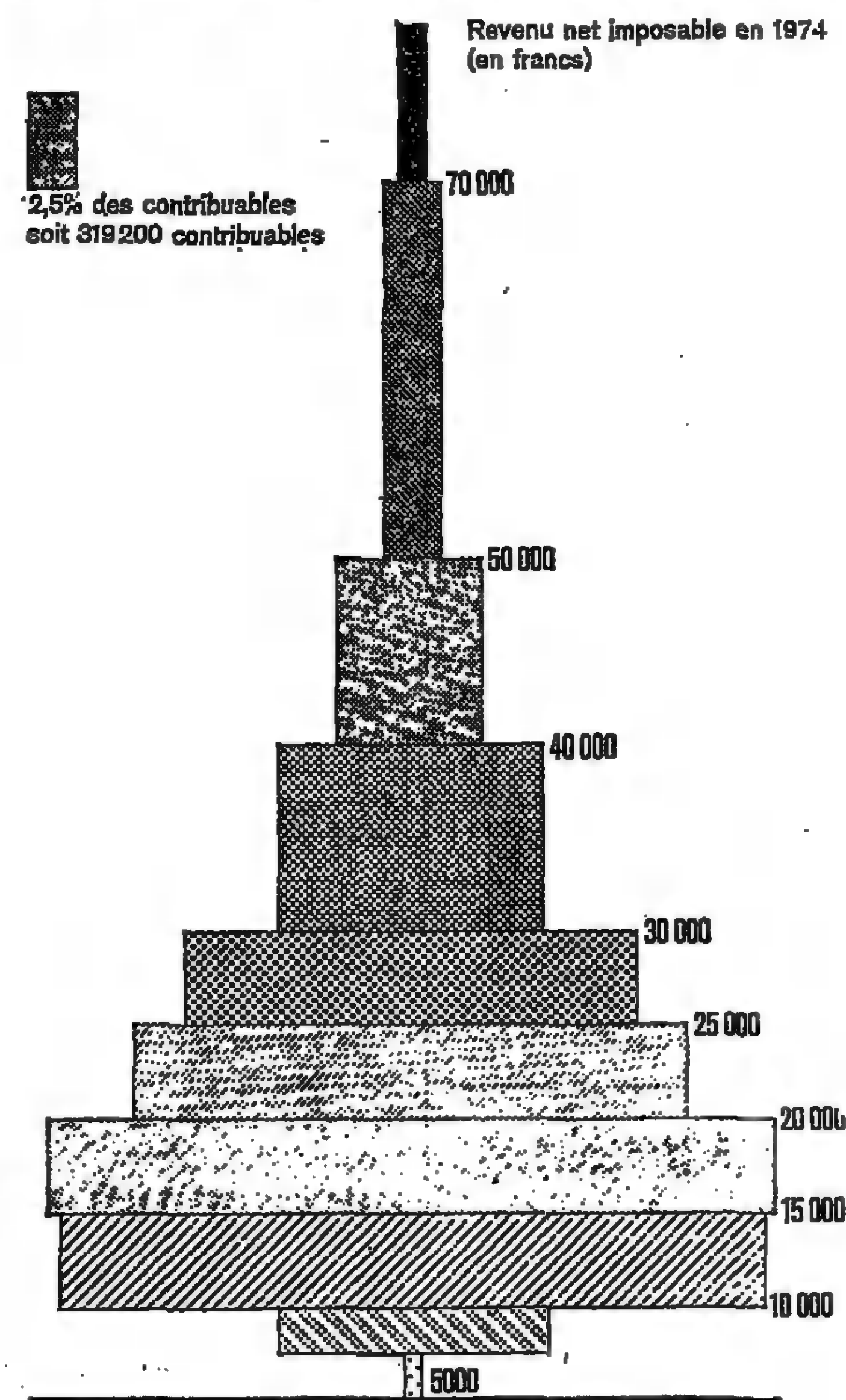
que l'impôt sur le revenu soit en France l'un des plus faibles des pays industrialisés (5 % seulement du revenu disponible) et qu'il ne joue qu'un rôle modeste dans les finances publiques (un cinquième des recettes fiscales de l'Etat). La T.V.A. qui n'est, elle, pas progressive en fonction des ressources, pèse plus de deux fois plus lourd. Ce qui explique, pour l'essentiel, l'iniquité de la fiscalité française.

Concentration

L'étude de la Rue de Rivoli note que, parmi les Français payant l'impôt sur le revenu, un tiers environ sont des personnes seules, et 2,8 % des ménages sans enfant à charge ; 20 % environ ont un enfant, 13 % deux, et 7 % seulement trois enfants à charge ou davantage. La réalité démographique française est différente : le nombre des familles ayant des enfants dépasse ces pourcentages ; mais, par le jeu du quotient familial, les foyers en charge d'enfants échappent assez souvent à l'impôt. De sorte qu'un total le nombre des enfants parmi les contribuables imposables est de 886 pour 1 000 familles, contre 785 pour 1 000 familles dans l'ensemble de la population.

La pyramide ci-contre permet d'apprécier d'un seul coup d'œil la situation respective des Français au regard du fisc : on y voit que 51 % de foyers français (12,7 millions sur 24,8) qui acquittent l'impôt sur le revenu, les autres se trouvent, par hypothèse, au-dessous de la ligne zéro. Comme on le voit, près de la moitié de ces contribuables (42,4 % soit environ 21,5 % des Français) se situent dans les basses branches de revenus imposables : moins de 20 000 F en 1974 (impôt payé en 1975).

LA PYRAMIDE DES CONTRIBUABLES



* 12 787 947 contribuables imposables sur leur revenu en 1975, soit 51% des foyers assujettis à l'impôt.

CE QUE REPRÉSENTE CHAQUE CATÉGORIE DE CONTRIBUABLES (1)

Revenu de 1974 imposable en 1975	Dans le nombre total des contribuables imposables (en %)	Dans l'ensemble des revenus imposables à l'I.R. (en %)	Dans le total de l'impôt dû sur le revenu (2) (en %)
Moins de 7 500 F	0,89 (0,7)	0,02 (0,2)	0,01 (0,01)
De 7 500 à 15 000 F	3,66 (7,7)	1,16 (2,7)	0,2 (1)
De 15 000 à 25 000 F	19,25 (22,3)	8,24 (11,3)	3,3 (4,6)
De 25 000 à 35 000 F	15,44 (18,6)	11,59 (13,2)	5,1 (5,7)
De 35 000 à 45 000 F	15,01 (15,2)	11,50 (13,2)	5,6 (7)
De 45 000 à 55 000 F	12,02 (10,3)	11,23 (10,9)	6,7 (7,3)
De 55 000 à 65 000 F	14,18 (11)	16,43 (14,6)	12,6 (12,4)
De 65 000 à 75 000 F	6,69 (4,9)	16,12 (15,7)	9,8 (9)
De 75 000 à 85 000 F	5,21 (3,5)	10,32 (9,6)	12,9 (11,8)
De 85 000 à 95 000 F	2,43 (1,9)	6,82 (6,1)	11,1 (10,4)
De 95 000 à 105 000 F	1,59 (1,2)	7,22 (6,4)	15,7 (14,8)
De 105 000 à 125 000 F	0,35 (0,3)	5,19 (4,7)	3,3 (3,2)
Plus de 125 000 F	0,88 (0,77)	7,34 (6,5)	7,4 (7,5)
Ensemble	100	100	100

(1) Entre parenthèses, rappel de l'année précédente.
(2) Il s'agit ici des « droits simples », seuls ventiles de la sorte, avant réduction d'impôt pour les salariés et certains pensionnés, déduction d'impôt en faveur des petits contribuables, allègement fiscal, crédits d'impôt ou avoir fiscal (dont bénéficient les porteurs de valeurs mobilières). Pour l'année précédente, le calcul est fait avant la majoration exceptionnelle inscrite par le plan « Forcades » de « refroidissement » en juillet 1974.

dixième seulement de cadres supérieurs, mais près de 50 % de médecins, de chirurgiens, de notaires, d'agents de change, d'architectes, de conseillers fiscaux, de promoteurs, d'artistes.

Ces proportions ont-elles changé depuis ? Rien ne permet de le savoir dans la présente étude de la Rue de Rivoli. Souhaitons que le secret administratif, si longtemps maintenu, ne retombe pas sur ce dossier, alors que les milieux officiels répètent périodiquement vouloir la transparence et la sincérité fiscales.

GILBERT MATHIEU.

(1) Statistiques et études financières, n° 337, 12 F (15 F à l'étranger).

1,2 MILLION DE CONTRIBUABLES SUPPLÉMENTAIRES EN DEUX ANS

Revenu annuel imposable (*)	Nombre de contribuables			Différence en 1975 (en %)
	En 1973	En 1974	En 1975	
Au-dessus de 7 500 F	349 648	51 937	11 928	+ 85,9
De 7 500 à 15 000 F	1 286 832	928 842	687 356	+ 49,7
De 15 000 à 25 000 F	2 940 667	2 615 115	2 457 862	+ 12,7
De 25 000 à 35 000 F	2 384 732	2 224 044	2 421 759	+ 4,6
De 35 000 à 45 000 F	1 660 594	1 845 598	1 916 545	+ 4,1
De 45 000 à 55 000 F	980 734	1 251 668	1 335 812	+ 22,6
De 55 000 à 65 000 F	989 062	1 239 077	1 580 969	+ 33,3
De 65 000 à 75 000 F	430 676	539 740	854 193	+ 44,3
De 75 000 à 85 000 F	166 121	294 040	320 836	+ 32,2
De 85 000 à 95 000 F	121 073	151 040	263 685	+ 34,4
De 95 000 à 105 000 F	26 676	37 422	44 139	+ 32,2
Plus de 105 000 F	5 245	8 261	10 441	+ 24,7
Ensemble	11 582 259	12 682 270	12 767 947	+ 4,6

(*) Il s'agit des ressources nettes, après abattements et déductions diverses. Les plus-values sur cession de terrain à bâtir, soit environ 900 millions, dont ont bénéficié quelque 7 900 contribuables en 1974, sont comptabilisées ici, ainsi que les revenus exceptionnels hors de France (835 millions touchés par 39 840 personnes).

LA MORT D'UNE VIEILLE DAME

ELLE était de celles qui n'ont plus d'âge, à force d'avoir vécu. Petite, massive, sa lèpre légendaire avait provoqué l'hilarité avant de devenir un argument publicitaire. Elle avait pourtant été la vedette de deux films. On lui avait consacré un livre et de nombreuses études. Elle avait compté dans le monde entier plus de dix-neuf millions de « fans ».

La Coccinelle vient de mourir après une longue agonie. Volkswagen a décidé le 17 août qu'elle ne serait plus produite en Europe, rompant définitivement avec la voiture tétue qui avait fait son succès avant de manquer provoquer sa perte.

Elle était née en 1938, du talent d'un ingénieur de génie, Ferdinand Porsche, qui, obéissant aux ordres de Hitler, concevait une « voiture du peuple » robuste et bon marché ; elle conservera toute sa vie les caractéristiques de base (coque tout acier, moteur à l'arrière refroidissement par air, etc.), et l'allure qui lui vaudra outre-Atlantique le sobriquet de « vilain petit insecte ». Du fait de la guerre, elle n'est produite en série qu'à partir de 1948 et, dès 1953, s'attaque au marché américain. Après quelques péripéties, elle y remporte un vil succès, grâce au talent des services publicitaires. Utilisant des slogans-chocs — « VW n'a pas d'âge », « Extérieurement elle ne casse rien, mais à l'intérieur... », ils parviennent à créer un snobisme de la Coccinelle ; elle devient la seconde voiture que tous les Américains anti-conformistes et... économes veulent posséder. Victime de la concurrence japonaise, de la réévaluation du mark et des nouvelles normes anti-pollution, la Coccinelle marque le pas vers la fin des années 60. Mais ce n'est qu'en 1971 que Rudolf Leiding, l'acé à une situation financière et commerciale catastrophique, décide Volkswagen à sortir une nouvelle voiture chaque année. En quatre ans, une gamme entièrement nouvelle prend le relais de l'ancêtre essouffée.

La succès de ce modèle fera rêver plus d'un consommateur. Ne dément-il pas les assertions du marketing selon lesquelles l'innovation — même fautive — est le moteur de toute expansion ?

En fait, la Coccinelle actuelle n'est qu'un apparence la jumelle de celle de 1938. Toutes ses pièces (5 000 au total) ont été renouvelées au fil du temps. Volkswagen a pu sortir ainsi chaque année, comme ses concurrents, un « nouveau cru » comportant des modifications de détail, tactique qui lui a permis de faire accepter au consommateur les augmentations de prix confortables et d'inciter ses clients à renouveler régulièrement le véhicule. Les modèles dérivés (à quatre portes, à toit ouvrant, dorés, etc.), qui ont été ajoutés les derniers temps, représentaient plus de 50 % des ventes totales. La publicité avait su la mettre à la mode, les « hippies » roulaient en Coccinelle ou à bicyclette. Ce n'était pas de l'anti-marketing mais du super-marketing.

L'expérience a montré les dangers de cette politique : lorsque Volkswagen s'est résigné à remplacer sa vedette, elle avait perdu une bonne part de son marché et beaucoup d'argent ; plus qu'aucune autre dans ce secteur.

UN CONCOURS

réservé aux
DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

AGÉS DE 21 A 26 ANS

(Des candidats masculins devront être libérés de leurs obligations militaires)

aura lieu dans le courant d'octobre 1977
pour le recrutement d'

INSPECTEURS

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Renseignements et inscriptions :

écrire avec curriculum vitae détaillé au

SERVICE FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

2 rue Edouard-VII, PARIS (8^e)
ou téléphoner au 266-54-00 (postes 25-26 ou 32-37).
Date de clôture des inscriptions : 15 septembre 1977.

CONJONCTURE

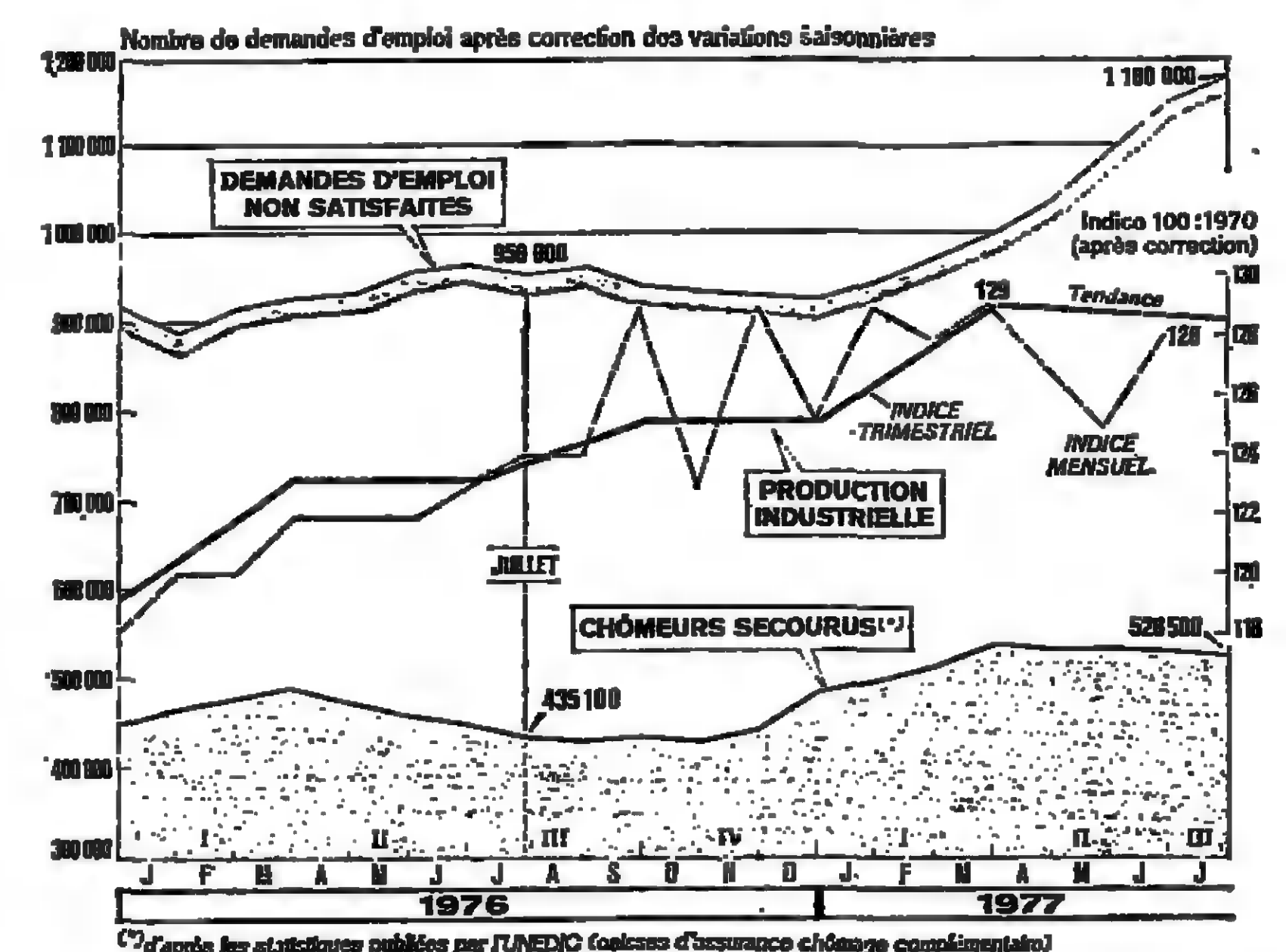
Une activité insuffisante

UN bon indice de la production industrielle en France en juin ; une nouvelle détérioration de la situation de l'emploi en juillet : les deux résultats sont moins contradictoires qu'il y paraît, dès le moment où l'on examine les tendances sur une plus longue période. Mais en moyenne mobile sur trois mois, l'indice de la production industrielle marque un avilissement sur lequel sensible sur le premier trimestre, et même sur la fin de 1976. Encore cet indice ne tient-il pas compte de l'activité dans un secteur à forte main-d'œuvre — le bâtiment et les travaux publics, — activité qui est restée assez molle ces derniers mois et pourrait encore se dégrader d'ici à la fin de l'année, si l'on en croit la dernière enquête de l'INSEE auprès des chefs d'entreprises de ce secteur.

Dès lors, comment s'étonner que la situation continue à se dégrader. Non seulement la croissance n'est pas assez

forte pour créer des postes de travail en nombre suffisant afin d'accueillir les jeunes qui sortent de l'appareil scolaire, mais les entreprises ont procédé depuis la fin de l'été dernier à un « dégraissage » de leurs effectifs d'autant plus important qu'elles avaient en 1974-75 gardé du personnel en surnombre à l'incitation des pouvoirs publics, pensant que la crise serait de courte durée.

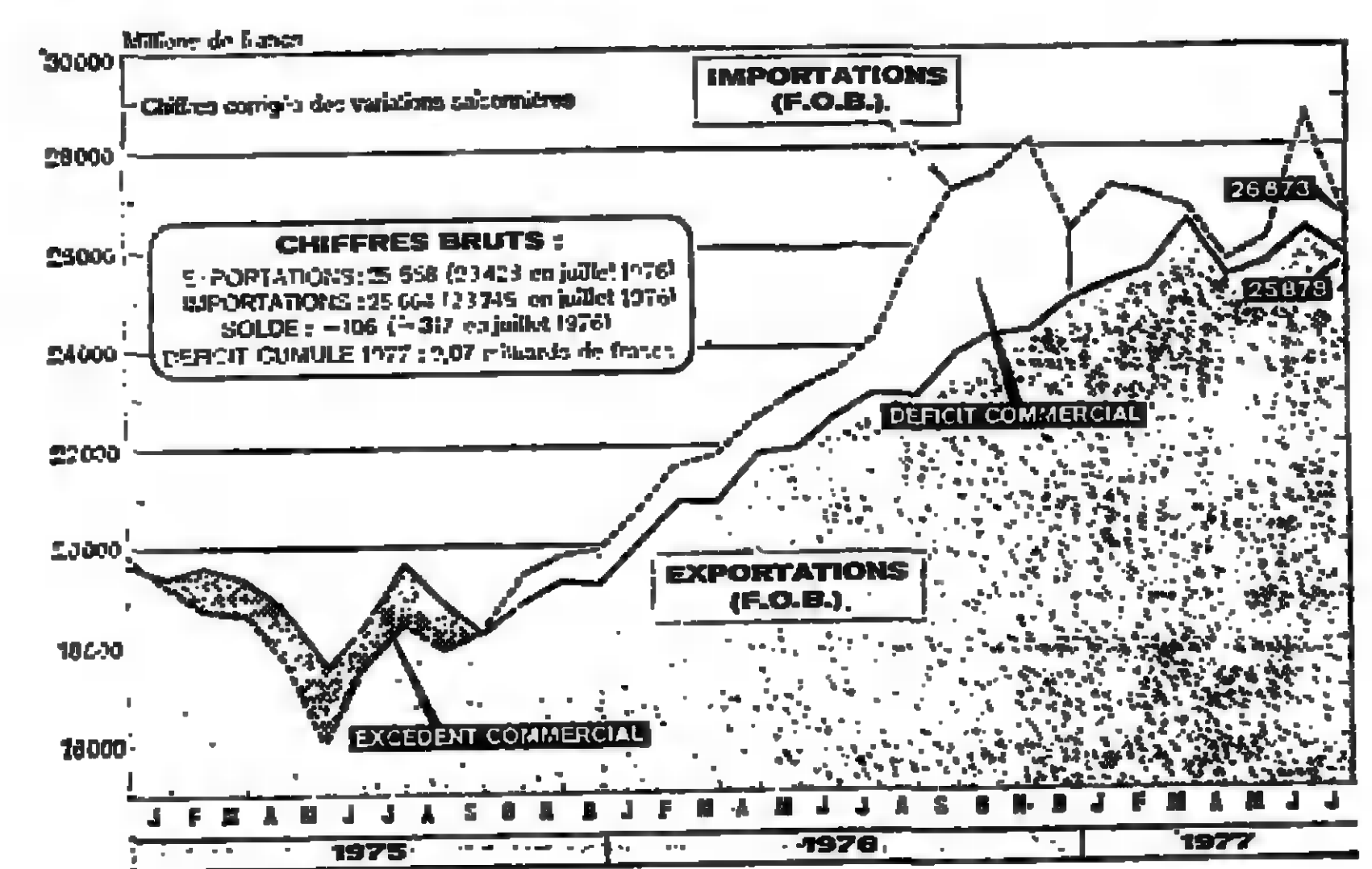
Ainsi, par rapport à juillet 1976, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a augmenté de 200 000 en données observées (1 004 300 au lieu de 804 300) et de 230 000 en données corrigées, atteignant le chiffre record de 1 180 000. Autres signes de la faiblesse de l'activité : les offres d'emploi nouvelles sont inférieures de 15 000 à ce qu'elles étaient au cours du même mois de l'année dernière ; le nombre des demandes satisfaites en cours de mois (173 300) a lui aussi été sensiblement plus faible qu'en juillet 1976 (192 600).



COMMERCE EXTÉRIEUR : un rééquilibrage complet est difficile

Les résultats du commerce extérieur de juillet confirment le redressement de la balance commerciale amorcé en avril. Le taux de couverture des importations par les exportations a atteint 97 %. Juin, avec 91,9 %, semble n'avoir été qu'un accident. Il n'empêche que, contrairement à ce qu'on avait pu espérer il y a quelques mois — en constatant la rapidité du rétablissement, — les progrès risquent

maintenant d'être très lents et sujets à des rechutes passagères. Cela parce que les importations de produits énergétiques resteront élevées (de l'ordre de 6 milliards de francs par mois), alors que les gains à l'exportation risquent d'être un peu plus difficiles du fait de la conjoncture mondiale. Tous comptes faits, un déficit mensuel de plusieurs centaines de millions de francs pourrait subsister jusqu'en 1978.



La majorité des Français seraient favorables à un blocage momentané des prix et des rémunérations

La majorité des salariés (60 %) seraient favorables au blocage momentané des prix et des revenus. Chez les commerçants, la proportion dépasserait 50 %, taux qui serait approché chez les autres non-salariés. Telle est l'une des conclusions les plus intéressantes de l'étude publiée par le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) sur les connaissances et les opinions des Français en matière de prix, document qui résume les enquêtes menées par ce Centre au printemps 1974, puis en septembre 1976, à l'époque où M. Barre préparait son plan.

« POUR qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, note le CERC, on a posé chaque fois à la personne interrogée que son propre salaire (pour les salariés) ou les prix des produits qu'elle vend (pour les non-salariés) seraient bien entendus bloqués comme les autres ».

« Chez les salariés, une assez forte majorité s'est déclarée pour le blocage d'ailleurs pratiquement identique au printemps 1974 et au début de septembre 1976. Cette majorité se retrouvait quelle que soit la classe d'âge ou la qualification de la personne interrogée, les hommes, les jeunes et les ouvriers qualifiés étant les moins favorables, et les femmes, les « plus de cinquante ans »,

et les cadres supérieurs les plus favorables. » Organisés autour de trois thèmes principaux — la détermination du prix d'un produit, les causes et les effets de la hausse des prix, les mesures anti-inflationnistes — quatre séries de sondages ont été réalisées pour le CERC par la SOFRES, en 1970, 1972, 1974 et 1976. Au fil des pages du rapport, on apprend que, parmi les éléments qui composent le prix d'un produit, seuls les coûts des salaires, des matières premières et des équipements sont considérés par les Français comme « normaux », mais aussi les taxes, les impôts, les charges sociales, les bénéfices, les charges générales.

Une petite minorité (17 %) des chefs d'entreprise, des membres des professions libérales et des exploitants agricoles « estime jouer le rôle principal » dans la détermination du prix de vente, 55 % de ces groupes pensent au contraire qu'il n'y a « aucune influence » dans ce domaine.

S'agissant de la relation entre la hausse des prix et celle des salaires, les Français sur dix pensent que c'est « parce que les prix ont fortement augmenté qu'on a été amené à augmenter fortement les salaires » ; la majorité estime que les prix grimpent plus vite que les salaires. Quant à savoir à qui « profite » cette hausse des prix, les jugements du public ont évolué : en 1970, 48 % plaçaient l'Etat en tête, bien avant les grossistes et les intermédiaires (21 %), alors qu'en 1976 ils étaient également cités.

En dernier lieu, les enquêtes du CERC montrent que les avis sur les mesures à prendre pour lutter contre l'inflation se sont eux aussi transformés entre 1970 et 1976. Le blocage ou contrôle des prix est, en effet, passé de 27 % à 48 % de suffrages favorables, tandis que la « diminution des impôts et taxes » revenait de 34 % à 17 %. Sont également mentionnées la « diminution des intermédiaires » (23 % - 25 %), la « réduction des bénéfices et marges » (17 % - 18 %) et celle des « charges sociales » (15 % - 7 %).

FISCALITÉ

Le rapport du Conseil des impôts sur les bénéfices des entreprises Les agents du fisc répondent au C.N.P.F.

Le troisième rapport du Conseil des impôts, consacré à l'imposition des bénéfices industriels et commerciaux, et que nous avons analysé et commenté dans « le Monde » du 8 juillet, a provoqué une réponse de M. Robert Pelletier (« le Monde » du 18 juillet) au nom du patronat français. Les praticiens de la fiscalité donnent aujourd'hui leur avis sous la plume de M. Bernard Michel, secrétaire général adjoint du Syndicat national unifié des impôts. Pour eux, l'un des intérêts de ce débat est de faire mieux comprendre à l'opinion publique des anomalies dénoncées depuis plusieurs années par les organisations syndicales des services fiscaux.

etc.), est, en général, plus court que la durée de vie effective du bien. Par exemple, les constructions légères du type magasin à grande surface sont amorties sur une période de dix ans, alors que la durée réelle est manifestement plus longue. En ce qui concerne les autres charges, les contradicteurs du Conseil des impôts soulignent l'importance des charges sociales et fiscales qui limitent les possibilités de faire des bénéfices. Il suffit de remarquer que les cotisations sociales qui sont déduites des salaires et les impôts de consommation ne sont pas des charges d'exploitation mais de simple transferts sociaux ou fiscaux. La seule charge réelle à cet égard de l'entreprise est donc celle des employés qui collectent ces fonds pour le compte du budget de l'Etat, des collectivités locales ou de la Sécurité sociale. A moins que les chefs d'entreprise ne considèrent que les salaires et les prix d'achat sont trop élevés et que le collecteur, tel un fermier général, doit pouvoir conserver une part des fonds qu'il devrait reverser. C'est le cas des entreprises qui ne reversent pas les cotisations à la Sécurité sociale (4 milliards en 1975) ou de celles qui fraudent en matière de T.V.A. (plus de 2 milliards en 1975). Quant à la part patronale des cotisations sociales, elle s'analyse non pas comme une charge mais comme la contribution à la couverture collective des salaires et des prix, le cas échéant, en cas d'accident du travail ou de maladie.

Frais injustifiés amortissements redressés

Par contre, le C.N.P.F. ne parle ni des réintégrations de rémunérations exonérées, ni des frais d'entretien injustifiés des dirigeants — congrès aux Antilles — et de charges non déductibles (26 % des redressements d'impôts sur les sociétés), qui sont des frais engagés par la société pour le compte personnel des dirigeants ou de leur famille, ni de la fraude consistant à minorer les recettes ou les travaux en cours (22 % des redressements d'impôts sur les sociétés).

Enfin, il signale l'importance des redressements d'amortissement dans les grandes entreprises, en mettant ainsi en cause la manière dont se déroulent les vérifications. En fait, les redressements d'amortissement représentent 20 % des sommes réintégrées aux bénéfices, mais atteignent 50 % pour les entreprises de plus de 50 millions de chiffre d'affaires. Cette différence est due au fait que les techniciens de la direction des vérifications nationales n'ont pas les moyens d'analyser longuement la comptabilité de sociétés aux imbrications multinationales et nationales si complexes qu'il est difficile d'y discerner le vrai du faux.

Ainsi, le vérificateur d'une entreprise multinationale occupera plus de son temps à comprendre la structure financière de l'entreprise et à faire les redressements les plus évidents en matière d'amortissement et de provisions qu'à déceler les minorations de ventes pour lesquelles il n'a ni les moyens ni le temps de rechercher des fausses factures par recoupement ou par visites de filiales sur place.

Sur le chapitre des rythmes de vérifications, nous nous bornerons à rappeler que la moyenne des fréquences de passage dans les entreprises est de dix-sept ans sur le territoire national et de vingt-cinq ans dans le paradis fiscal qu'est la région parisienne, alors que le délai de prescription est de quatre ans.

Nous précisons que le temps moyen entre deux vérifications croît de sept ans pour les grosses entreprises de plus de 50 millions de chiffre d'affaires à

vingt et un ans pour les petites entreprises de moins de 500 000 francs de chiffre d'affaires.

Les agents des impôts sont les demandeurs de mille emplois pour une véritable gestion d'un service public qui pourrait sanctionner la fraude, mais également assurer son rôle préventif de conseil, par l'intermédiaire de relations améliorées avec le public. En effet, il serait plus positif de faire un contrôle sur dossiers efficace, afin d'éviter les erreurs d'interprétation, que de recevoir à la hâte des relevables, lorsqu'il reste un peu de temps entre deux vérifications de comptabilité. Une telle systématique contre les fraudeurs potentiels serait plus efficace que la mise à l'index préventive de « dissuasifs » de membres éminents des professions libérales ou du monde artistique, qui savent bien que la D.G.I. n'a pas les moyens de vérifier l'ensemble de ceux qui s'adonnent également au jeu intellectuel et combien rémunérateur de la fraude fiscale.

A cela, M. Robert Pelletier, directeur général des affaires économiques du C.N.P.F., répondra que la proportion de 47 % d'entreprises qui ne déclarent rien au fisc s'explique par le fait que de nombreuses entreprises subsistent sur le papier par négligence et parce qu'il est désastreux de dissoudre fiscalement la société. Nous répondons que ces « négligences » permettent d'échapper à la taxation sur les plus-values que ferait normalement apparaître la liquidation de la société. Pour échapper au désastre fiscal, il y aurait donc eu de la fraude. Quant aux sociétés de gestion, elles sont souvent créées par les entreprises qui se facturent ainsi, au prix fort, des services qui accroissent artificiellement leurs charges déductibles.

M. Pelletier pourra démontrer également, à juste titre, que le statut juridique de société est recherché par des entreprises de taille modeste dont le chef est l'un des principaux actionnaires. Dans de telles « sociétés à caractère familial », le salaire du chef d'entreprise et de certains membres de sa famille est déduit des recettes — ce qui annule donc souvent le bénéfice de la société — mais il est imposé à l'impôt sur le revenu sous la rubrique des salaires. Cela conduit à imposer des bénéfices sur 72 % du montant déclaré par le jeu des abattements de 10 % et 20 % que vont s'octroyer ces faux salariés.

Les exemples sont nombreux dans la fiscalité française qui démontrent une discrimination entre les catégories socio-professionnelles taxables. Une évidence s'impose : ce sont les salariés qui n'ont aucun moyen de frauder qui forment la plus grande part de ceux qui payent l'impôt sur le revenu et qui supportent l'impôt sur la consommation. Le part prévisible des recettes fiscales dans le budget de 1977 est de 20 % pour l'impôt sur le revenu et de 87 % pour les taxes sur le chiffre d'affaires et les droits indirects.

L'impôt sur les sociétés représentera environ 11 % des recettes (35 milliards). C'est dire la faiblesse de la participation des sociétés au budget de l'Etat, si l'on note seulement que le produit national brut s'élève à environ 1 900 milliards de francs. Les multiples avantages fiscaux accordés aux entreprises, sous prétexte de créer des emplois et d'améliorer leur compétitivité sur le plan de la concurrence internationale servent en fait à favoriser l'accumulation et la concentration du capital dans les principaux pays occidentaux.

La question que se posent les praticiens de l'impôt, dans ces conditions, est la suivante : le système fiscal français ne surtaxe-t-il pas les salariés soit directement au stade de leurs revenus, soit en tant que consommateurs, afin de réduire la contribution des entreprises aux ressources publiques ?

BERNARD MICHEL

LA DÉCADENCE DE L'70

Le monde de l'économie

ZAC des Renardières
Ville de COURBEVOIE

AVIS D'APPEL D'OFFRES

VENTE DE DROITS DE CONSTRUIRE
2 LOTS DE LOGEMENTS
ET QUELQUES COMMERCES

1er LOT : 3.200 m2 HO de logements
2e LOT : 10.800 m2 HO de logements
1.425 m2 HO de commerces

Renseignements et remise du dossier de consultation
Monsieur SILVESTRI
OCEFI, 25, rue d'Asnières - 75008 PARIS
Tél. 286.34.56 - poste 415

ملفات الأصل

NATATION

De notre envoyé spécial

qualifications dans des finales individuelles. Il est bien loin le temps où la natation française était l'une des meilleures d'Europe. Passée même l'époque où, à défaut d'une équipe homogène, quelques individualités arrivaient encore à dissimuler les premiers effets, puis le développement d'une décadence accélérée.

d'esprit des candidats champions. A Jönköping, ils ont pu se rendre compte de la capacité combative de leurs adversaires. Le grand nombre de records nationaux battus au cours des champion-

nats d'Europe témoigne d'une aptitude à la lutte, le plus souvent contre soi-même, qui fait défaut, pour des raisons difficiles à cerner, aux nageurs français. Il y a toujours quelque chose qui va de travers, effectivement, dans leur imagination. La nourriture, le trac, l'hôtel, le froid, le dépaysement, une perte de poids, l'environnement, les entraîneurs, c'est à qui trouvera la meilleure excuse ou le plus crédible motif possible pour justifier d'une

On conviendra qu'il est significatif que le point commun des membres de l'équipe de France est cette année d'avoir battu à quelques exceptions près tous leurs

records de lenteur à Jönköping.
Dans un sens, il serait rassurant
de penser qu'une certaine désin-
volture, voire une certaine légè-
reté, ont permis à Lemaï de ne pas
échouer. Le mal, au moins, serait
connu. Mais il se trouve que, au
contraire, tous ont obtenu des
résultats remarquables en évitant
toute responsabilité en essayant
vraiment de faire de leur mieux.
Ils étaient donc, vexés, humiliés
même les nageurs français. Bref,
c'est l'honneur qui a été sauvé.
Le nageur français perd ses
moyens parce qu'il pense trop à
sa compétition, veut trop bien
faire, s'efforce d'épuiser à force
de concentration. Il se fait
entraîner en chef de l'équipe
américaine, n'avait pas tort
affirmant : « Un nageur, monsieur
le journaliste, réfléchit. Les
nageurs, ça nage! »

Pour beaucoup cependant, quelle que soit la qualité de l'instrument dont disposera la notation française, la principale difficulté à surmonter sera de modifier complètement l'état

Presque tous se sont retrouvés sans influx, la peur au ventre, blêmes sur la plage de départ. Ce n'est certes pas nouveau dans la natation française, qui sur ce plan, peut s'enorgueillir d'une grande tradition. Gottvalies, en 1964, aux Jeux de Tokyo, n'était, pour toutes ces raisons, que l'ombre de lui-même. Bozon, en 1952, à Helsinki, aurait dû être champion olympique, et Mosconi, en 1968, à Mexico, a laissé passer sa chance, parce que, pour la première fois, le trac l'avait vidé de ses ressources habituelles.

FRANÇOIS JANIN

ÉQUITATION

Galops perdus dans un bourbier à Rotterdam

De notre envoyé spécial

La Nouvelle-Zélande, terre de création

Disputés en même temps, l'Admiral's Cup réunissant dix-neuf nations et le championnat du monde de « 505 » opposant quatre-vingt-sept concurrents, ont vu l'un et l'autre triompher des équipages anglais devant des américains. Dans la Coupe de l'America, les Etats-Unis dominent depuis 1851 leurs adversaires dont les plus valeureux viennent en général d'Australie.

Ainsi, en ce mois d'août comme depuis plus d'un siècle, des confrontations très différentes organisées entre des bateaux habitables de haute mer, entre des derailleurs de 130 kilos et entre des grands voiliers de 25 tonnes, donnent des résultats convergents : les nations anglo-saxonnes y font la loi. Les pays ayant été liés à la Grande-Bretagne ont, semble-t-il, gardé pour la mer et pour le vent la même passion que nos voisins d'outre-Manche.

En se limitant aux trois noms cités plus haut, on commettait toutefois une grave injustice. Dans le domaine de la voile, la Nouvelle-Zélande mérite en effet de figurer parmi les nations vedettes, non certes à cause de la valeur particulière de ses équipages — elle ne participait même pas à l'Admiral's Cup, — mais à cause de ses réalisations techniques navales, actuels, qui sont en même temps les plus jeunes, sont nés dans cette île de trois millions d'habitants. Le pays se distingue dans la conception des voiliers de compétition comme la petite Finlande l'avait fait en 1952. Le schisme il y a quelque temps

On a aussi pu croire naguère que les relations américano-soviétiques, leur suprématie, Olin Stephens, le vétéran new-yorkais cédant après un long règne sa place au jeune Californien Doug Peterson Or les bateaux de Ron Holland Neo-Zélandais de trente-trois ans établi en Irlande, s'imposent partout. Sous le pavillon des Etats-Unis, son *Imp* s'est détaché parmi les cinquante-sept voiliers de l'Admiral's Cup. En même temps, son *Golden-Shamrock* remportait le *Coupe de la Mer* aux Regattas de Newport. Son *Mammoth* avait gagné le Quarter Ton Cup à Helsinki sous les couleurs émeraude.

En Nouvelle-Zélande même, a Auckland, Bruce Farr, vingt-huit ans, et Paul Whiting, vingt-cinq ans, misant sur des déplacements légers, font triompher un nouveau style très inédit. Et remportant la Quarter Ton Cup respectivement en 1975 et 1976. 45° *South* de Farr et *Magpie-Bus* de Whiting ont réalisé une percée qui n'a pas fini d'être exploitée.

cembre à Sydney fait naître de nombreux Whiting comme Bodegas étouffant long à 870 mètres — étroit et léger. C'est la Nouvelle-Zélande ne se signale pas seulement par ses architectes mais aussi par ses chantiers et par ses artisans dont la renommée débordait de beaucoup le Pacifique Sud. Bodegas qui appartenait à l'équipage de l'«*U.S.S. Intrepid*» l'Amiral's Cup, a été construit outre-Atlantique en bois moulé. Le grand chantier Palmer Johnson, chargé de ce travail mais assez peu familiarisé avec cette technique, a tenu à faire venir un spécialiste du Newell-Grande.

On a souvent besoin...

YVES ANDRÉ

VOILE

ATHLÉTISME

Casanas et Juantorena meilleurs qu'à Montréal

A trois ans des prochains Jeux olympiques prévus à Moscou en 1980, l'organisation des Jeux universitaires à Sofia présente un caractère de test. Considérée comme le plus proche des pays occidentaux, l'Union soviétique a voulu donner à ces Jeux une dimension d'honneur et accueillir toutes les délégations invitées par le FISU, tout comme les Soviétiques on, donné l'assurance d'accepter à Moscou toutes les délégations des pays reconnus par l'Union soviétique. Récemment, les mesures de sécurité prises par les autorités bulgares — les journalistes n'ont même pas accès aux installations universitaires où logent et s'entraînent les concurrents — qui nuisent à l'atmosphère traditionnellement décontractée des épreuves universitaires.

Le niveau très inégal des compétitions explique le faible succès populaire rencontré par ces neuvièmes Jeux universitaires auprès du public bulgare. La supériorité d'ensemble des Soviétiques a été jusqu'à présent contestée dans les disciplines phares de ces jeux : la gymnastique et l'athlétisme. Ainsi, c'est le Japonais Kajiyama qui s'est imposé dans le concours général de gymnastique devant les Soviétiques Markelov et Tikhonov et le Chinois Tsai Huang-tsung, surpris au quatrième. L'épreuve féminine de la même discipline, comme celle du saut à cheval, a été remportée par une jeune, on du s'abstenir, est revenue à notre athlète Roumelina Aia. Gorac

Toutefois, les vedettes de ces Jeux universitaires ne contiennent pas d'athlètes cubains. Le sprinter Silvio Leonard s'est imposé sur 100 mètres en 10 sec. 8/100, tandis que ses compatriotes Alejandro Casanas et Alberto Juantorena battaient les records du monde du 110 mètres haies et du 800 mètres. Comme à Montréal, Juantorena a fait toute la course en télé-sans se soucier de ses adversaires, pour terminer en 1 minute 43 sec. 44 soit 6/100 de mieux que son record du monde. Mais, à Montréal, il a été battu par le jeune américain Jerry Guzman. À Montréal, il a enfin battu en 13 sec. 21 le vieux record de l'Américain Rod Milburn, le champion olympique de Munich.

GERARD ALBOUY.

Les sauts en vedette à Nice

A Nice, au Parc des sports de l'Ouest, cinq mille personnes environ garnissaient les tribunes quand à 18 h. 30, dimanche 27 août, par temps frais et sous le soleil déclinant, s'ouvrit le meeting international réunissant deux cent vingt athlètes de trente-trois pays. C'est par le saut à la perche que débutterent les concours, discipline dans laquelle le roennais François Tracanelli se surpassa en montant le record de France à 5,50 m. et en terminant deuxième derrière le finaliste olympique américain Mike Tully.

Tandis que sur la piste les courses de demi-jong étaient disputées par une dizaine de Kenyans (NG'eno vainqueur du 3 000 m en 7' 6"), sur le sautoir un spectacle digne du R.D.A. à Montréal se déroulait entre le club de l'école et les étudiants de l'université. Le meilleur sauteur était le jeune Rolf Beischmidt, qui pratique le « rouleau ventral ». A 2,23 m Beischmidt réussit à franchir la barre au premier essai sans blessures ni avertissements. Il avait sauté 1 cm au-dessus de son record personnel. Cette performance qu'il réalisa du premier coup alors qu'on lui avait dit qu'il ne pourrait pas passer la barre fut saluée par l'Allemand dater s'y reprendre à deux fois. Les deux athlètes se mirent ensuite d'accord pour placer la barre à 2,34 m, afin de battre le record de Yachenko. Mais ce fut l'un ni l'autre qui réussit.

R.N. PAVIN

L'avenir du sprint français

Les champions d'Europe juniors se sont terminés dimanche 21 août à Donetsk en Ukraine, après trois jours de compétition dans des conditions atmosphériques rendant pénibles aux athlètes. C'est décidément le sprint qui valait de l'or pour la France. Vendredi 19 août, le jeune Martiniquais Herman Panzo dix-neuf ans, 1.82 m., 84 kg., disciple de Lucien Sainte-Rose, a enlevé le titre en 10 sc. 40, satisfaisamment au-dessous du meilleur espoir national, Jean-Louis Pouchon, âgé de seize ans et demi, vainqueur depuis six années de l'épreuve d'Europe junior. Dimanche, les jeunes relayeurs français du 4x100 m. (Panzo, Thessard, Patrick et Pascal Barre) se sont également distingués, conservant pour la France le titre qu'ils y ont deux ans à Athènes. Mis à part la troisième place de Pascal Barre sur 200 m. (21 sc. 12), peu d'autres grandes performances ont mérité une mention spéciale. Les autres titres européens vont donc à l'Inde et au Danemark, toujours lui comme une promesse.

La vedette de ces trois journées n'en a pas moins été le Soviétique Vladimir Yachenko, dix-huit ans. Il n'avait pas reparu sur un sautoir depuis son exceptionnelle performance au match juniors États-Unis-U.R.S.S. à l'été 1956, où il avait battu le record du monde avec un bon prodigieux de 2,33 m. Samedi à Donetsk, Il confirma prémonitoirement ses fons, avec une régularité qui rappelle celle du grand Brumel. Il com-
mença à 2,07 m., puis franchit 2,10 m., 2,15 m., 2,20 m., 2,25 m., 2,30 m., 2,35 m., 2,40 m., 2,45 m., 2,50 m., 2,55 m., 2,60 m., 2,65 m., 2,70 m., 2,75 m., 2,80 m., 2,85 m., 2,90 m., 2,95 m., 3,00 m., 3,05 m., 3,10 m., 3,15 m., 3,20 m., 3,25 m., 3,30 m., 3,35 m., 3,40 m., 3,45 m., 3,50 m., 3,55 m., 3,60 m., 3,65 m., 3,70 m., 3,75 m., 3,80 m., 3,85 m., 3,90 m., 3,95 m., 4,00 m., 4,05 m., 4,10 m., 4,15 m., 4,20 m., 4,25 m., 4,30 m., 4,35 m., 4,40 m., 4,45 m., 4,50 m., 4,55 m., 4,60 m., 4,65 m., 4,70 m., 4,75 m., 4,80 m., 4,85 m., 4,90 m., 4,95 m., 5,00 m., 5,05 m., 5,10 m., 5,15 m., 5,20 m., 5,25 m., 5,30 m., 5,35 m., 5,40 m., 5,45 m., 5,50 m., 5,55 m., 5,60 m., 5,65 m., 5,70 m., 5,75 m., 5,80 m., 5,85 m., 5,90 m., 5,95 m., 6,00 m., 6,05 m., 6,10 m., 6,15 m., 6,20 m., 6,25 m., 6,30 m., 6,35 m., 6,40 m., 6,45 m., 6,50 m., 6,55 m., 6,60 m., 6,65 m., 6,70 m., 6,75 m., 6,80 m., 6,85 m., 6,90 m., 6,95 m., 7,00 m., 7,05 m., 7,10 m., 7,15 m., 7,20 m., 7,25 m., 7,30 m., 7,35 m., 7,40 m., 7,45 m., 7,50 m., 7,55 m., 7,60 m., 7,65 m., 7,70 m., 7,75 m., 7,80 m., 7,85 m., 7,90 m., 7,95 m., 8,00 m., 8,05 m., 8,10 m., 8,15 m., 8,20 m., 8,25 m., 8,30 m., 8,35 m., 8,40 m., 8,45 m., 8,50 m., 8,55 m., 8,60 m., 8,65 m., 8,70 m., 8,75 m., 8,80 m., 8,85 m., 8,90 m., 8,95 m., 9,00 m., 9,05 m., 9,10 m., 9,15 m., 9,20 m., 9,25 m., 9,30 m., 9,35 m., 9,40 m., 9,45 m., 9,50 m., 9,55 m., 9,60 m., 9,65 m., 9,70 m., 9,75 m., 9,80 m., 9,85 m., 9,90 m., 9,95 m., 10,00 m., 10,05 m., 10,10 m., 10,15 m., 10,20 m., 10,25 m., 10,30 m., 10,35 m., 10,40 m., 10,45 m., 10,50 m., 10,55 m., 10,60 m., 10,65 m., 10,70 m., 10,75 m., 10,80 m., 10,85 m., 10,90 m., 10,95 m., 11,00 m., 11,05 m., 11,10 m., 11,15 m., 11,20 m., 11,25 m., 11,30 m., 11,35 m., 11,40 m., 11,45 m., 11,50 m., 11,55 m., 11,60 m., 11,65 m., 11,70 m., 11,75 m., 11,80 m., 11,85 m., 11,90 m., 11,95 m., 12,00 m., 12,05 m., 12,10 m., 12,15 m., 12,20 m., 12,25 m., 12,30 m., 12,35 m., 12,40 m., 12,45 m., 12,50 m., 12,55 m., 12,60 m., 12,65 m., 12,70 m., 12,75 m., 12,80 m., 12,85 m., 12,90 m., 12,95 m., 13,00 m., 13,05 m., 13,10 m., 13,15 m., 13,20 m., 13,25 m., 13,30 m., 13,35 m., 13,40 m., 13,45 m., 13,50 m., 13,55 m., 13,60 m., 13,65 m., 13,70 m., 13,75 m., 13,80 m., 13,85 m., 13,90 m., 13,95 m., 14,00 m., 14,05 m., 14,10 m., 14,15 m., 14,20 m., 14,25 m., 14,30 m., 14,35 m., 14,40 m., 14,45 m., 14,50 m., 14,55 m., 14,60 m., 14,65 m., 14,70 m., 14,75 m., 14,80 m., 14,85 m., 14,90 m., 14,95 m., 15,00 m., 15,05 m., 15,10 m., 15,15 m., 15,20 m., 15,25 m., 15,30 m., 15,35 m., 15,40 m., 15,45 m., 15,50 m., 15,55 m., 15,60 m., 15,65 m., 15,70 m., 15,75 m., 15,80 m., 15,85 m., 15,90 m., 15,95 m., 16,00 m., 16,05 m., 16,10 m., 16,15 m., 16,20 m., 16,25 m., 16,30 m., 16,35 m., 16,40 m., 16,45 m., 16,50 m., 16,55 m., 16,60 m., 16,65 m., 16,70 m., 16,75 m., 16,80 m., 16,85 m., 16,90 m., 16,95 m., 17,00 m., 17,05 m., 17,10 m., 17,15 m., 17,20 m., 17,25 m., 17,30 m., 17,35 m., 17,40 m., 17,45 m., 17,50 m., 17,55 m., 17,60 m., 17,65 m., 17,70 m., 17,75 m., 17,80 m., 17,85 m., 17,90 m., 17,95 m., 18,00 m., 18,05 m., 18,10 m., 18,15 m., 18,20 m., 18,25 m., 18,30 m., 18,35 m., 18,40 m., 18,45 m., 18,50 m., 18,55 m., 18,60 m., 18,65 m., 18,70 m., 18,75 m., 18,80 m., 18,85 m., 18,90 m., 18,95 m., 19,00 m., 19,05 m., 19,10 m., 19,15 m., 19,20 m., 19,25 m., 19,30 m., 19,35 m., 19,40 m., 19,45 m., 19,50 m., 19,55 m., 19,60 m., 19,65 m., 19,70 m., 19,75 m., 19,80 m., 19,85 m., 19,90 m., 19,95 m., 20,00 m., 20,05 m., 20,10 m., 20,15 m., 20,20 m., 20,25 m., 20,30 m., 20,35 m., 20,40 m., 20,45 m., 20,50 m., 20,55 m., 20,60 m., 20,65 m., 20,70 m., 20,75 m., 20,80 m., 20,85 m., 20,90 m., 20,95 m., 21,00 m., 21,05 m., 21,10 m., 21,15 m., 21,20 m., 21,25 m., 21,30 m., 21,35 m., 21,40 m., 21,45 m., 21,50 m., 21,55 m., 21,60 m., 21,65 m., 21,70 m., 21,75 m., 21,80 m., 21,85 m., 21,90 m., 21,95 m., 22,00 m., 22,05 m., 22,10 m., 22,15 m., 22,20 m., 22,25 m., 22,30 m., 22,35 m., 22,40 m., 22,45 m., 22,50 m., 22,55 m., 22,60 m., 22,65 m., 22,70 m., 22,75 m., 22,80 m., 22,85 m., 22,90 m., 22,95 m., 23,00 m., 23,05 m., 23,10 m., 23,15 m., 23,20 m., 23,25 m., 23,30 m., 23,35 m., 23,40 m., 23,45 m., 23,50 m., 23,55 m., 23,60 m., 23,65 m., 23,70 m., 23,75 m., 23,80 m., 23,85 m., 23,90 m., 23,95 m., 24,00 m., 24,05 m., 24,10 m., 24,15 m., 24,20 m., 24,25 m., 24,30 m., 24,35 m., 24,40 m., 24,45 m., 24,50 m., 24,55 m., 24,60 m., 24,65 m., 24,70 m., 24,75 m., 24,80 m., 24,85 m., 24,90 m., 24,95 m., 25,00 m., 25,05 m., 25,10 m., 25,15 m., 25,20 m., 25,25 m., 25,30 m., 25,35 m., 25,40 m., 25,45 m., 25,50 m., 25,55 m., 25,60 m., 25,65 m., 25,70 m., 25,75 m., 25,80 m., 25,85 m., 25,90 m., 25,95 m., 26,00 m., 26,05 m., 26,10 m., 26,15 m., 26,20 m., 26,25 m., 26,30 m., 26,35 m., 26,40 m., 26,45 m., 26,50 m., 26,55 m., 26,60 m., 26,65 m., 26,70 m., 26,75 m., 26,80 m., 26,85 m., 26,90 m., 26,95 m., 27,00 m., 27,05 m., 27,10 m., 27,15 m., 27,20 m., 27,25 m., 27,30 m., 27,35 m., 27,40 m., 27,45 m., 27,50 m., 27,55 m., 27,60 m., 27,65 m., 27,70 m., 27,75 m., 27,80

LES RÉSULTATS

Football

Football

**CHAMPIONNAT DE FRANCE
DE DEUXIEME DIVISION**
(deuxième journée)

Classement : 1. Lille, 4 points :
2. Tourcoing, Dunkerque, Red Star,
Quimper et Châteauroux, 3 ; 7. Gueugnon, Boulogne, Paris F.C., Guingamp et Nîmes, 2 ; 12. Caen, Rennes, Limoges, Angoulême, Brest, Polisy et Lorient, 1 point.

1-

*Béziers bat Arles	4-1
*Epinal bat Toulouse	4-1
Haguenau bat Fontainebleau	4-1
*Avignon bat Chaumont	3-1
Toulon bat Ales	1-1
Besancon et Cannes	0-0
Martigues bat Auxerre	0-0
*Ajaccio bat Melun	3-0
*Angers bat Saint-Dié	3-0
Classement : 1. Martigues, Angers et Epinal, 4 pts ; 4. Ajaccio et Cannes, 3 ; 6. Toulon, Avignon, Auxerre, Ales, Ales, Béziers, Chaumont et Haguenau, 2 ; 14. Besancon et Saint-Dié, 1 ; 16. Fontainebleau, Melun et Toulouse, 0 point.	

3

*Lille bat Luce	5-
*Pully et Brast	0-
*Limoges et Red Star	1-
*Nîmes et Tours	0-
*Châteauroux bat Angoulême ..	3-
*Paris Football-Club b. Rennes ..	2-
*Quimper bat Boulogne	1-
*Guingamp bat Caen	2-
*Dunkerque bat Guémenon	2-

Fig. 1

Hippisme
Le Grand Handicap de Deauville, obtenu pour les paris couplé gagnant et tiercé, a été gagné par *Rénétique*, suivi d'elle *flottante* et de *Dauphin du Roi*. La combinaison gagnante est 8-1-3.

Notation

**CHAMPIONNATS D'EUROPE
MESSIEURS**

1500 m. libre. — 1. Sainikov (U.R.S.S.), 15 min. 16 sec. 45 (record Europe); 2. Parinov (U.R.S.S.), 5 min. 70 sec. 05; 3. Petric (Youg.), 5 min. 10 sec. 74.

5 x 100 m. quatre nages. — 1. F.A., 3 min 48 sec. 73; 2. R.D.A., min 49 sec. 42; 3. Pays-Bas, 3 min. 1 sec. 08.

10 m. libre. — 1. Noche (R.F.A.), 55; 2. Bure (U.R.S.S.), 52 s 02; 3. Uarducci (Italie), 52 sec. 11.

100 mètres brasse. — 1. Bo
nova (U.R.S.S.), 1 min. 11 sec. 89
Nilschke (R.D.A.), 1 min. 13 sec.
3. Reinke (R.D.A.), 1 min. 13 sec.
200 mètres quatre nages. — 1. T
ber (R.D.A.), 2 min. 15 sec.
(record du monde) ; 2. K
3. Guorducci (Italie), 53 sec. 11
(R.D.A.), 2 min. 17 sec. 79 ; 3.
vakinu (U.R.S.S.), 2 min. 19 sec.

100 mètres dos. — 1. T. Breda (R.D.A.), 1 min. 2 sec. 63; 2. H. Breda (R.D.A.), 1 min. 3 sec. 87; 3. J. Breda (R.D.A.), 1 min. 4 sec. 25.
500 mètres nage libre. — 1. T. Breda (R.D.A.), 8 min. 33 sec.
1.000 mètres nage libre. — 1. T. Breda (R.D.A.), 18 min. 39 sec.
3. Altmann (R.D.A.), 21 min. 52 sec.
4 x 100 mètres quatre nages. — 1. T. Breda, 4 min. 14 sec. 35; 2. U.R.S.S., 4 min. 18 sec. 12; 3. R.F.A. 4 min. 19 sec. 5.
Un seul record du monde a battu à l'occasion des championnats d'Europe les records des États-Unis disputés par Veepea et Al. Brown (quatre nages) le 16 mai 24 sec. 60 sur 1 500 mètres.

Musique

L'orchestre et le concert de
du Festival

ARTS ET SPECTACLES

Expositions

Raoul Dufy, imagier de charme

Deux expositions, l'une à Nice, l'autre au Havre commémorent la centenaire de la naissance de Raoul Dufy. Une part de son œuvre abondante, restée dans son atelier, avait été léguée par sa veuve au Musée national d'art moderne à Paris, au Musée des beaux-arts de Nice et à celui du Havre.

Les Dufy de Nice, augmentée d'un dépôt des musées nationaux, ont été rassemblées pour l'occasion à la galerie des Ponchettes : vingt-huit peintures, quatorze gouaches et aquarelles, quatre-vingt-huit dessins, des gravures sur bois, une tapisserie et quelques céramiques. L'ensemble témoigne assez substantiellement de l'art d'un peintre qui a connu des fortunes diverses, les délices succédant à l'engouement, suivant la cours changeant des modes. Une rétrospective, même en raccourci, permet de mieux saisir son parcours, qui semble avoir toujours tendu vers la plus grande liberté d'expression et la plus grande économie de moyens. A ses meilleurs moments, l'art de Dufy, c'est de la peinture qui serait devenue de l'air.

Naissance et enfance au Havre en 1877, où les lumières nacrées de Boudin lui donnent un premier réveil. De longues années vécues en Provence, où il meurt en 1953. (Dufy repose à Cimiez, non loin du musée Matisse.) Mais, entre-temps, les régates à Deauville, les salons de concert à Paris, et surtout le passage de Longchamp, où il s'intéresse davantage aux chevaux qu'aux déjeuners pour lesquelles le couturier Poiret et les soyeux de Lyon (Blanchin, Ferrer) lui avaient demandé de créer des tissus.

Dufy, qu'on n'imagine guère autre-

ment que par son style typique, plein d'allégresse colorée de maître du dix-huitième siècle qui serait miraculeusement réapparue au siècle de l'électricité, c'est longtemps cherché. Il vient vaguement de l'impressionnisme, trône, brille dans le fauvisme. Mais son genre caractéristique, le ton et le rythme Dufy, se précèdent aussi, ne sont venus qu'à maturité.

Quatre toiles, de 1905 à 1909, témoignent des influences qu'il avait subies : la Balançoire, de 1905 ; les Bateaux à l'Estaque, de 1908 ; le Comptoir et Au bois de Boulogne, de 1909. En ces années, une grande part de la peinture évolue à travers le réseau des amitiés entre les artistes. Chez Dufy comme chez les autres, Picasso, Braque, Derain, Vlaminck, Friesz, Matisse...

Dufy va peindre en compagnie de Braque à l'Estaque. Le second en rapporte des paysages oubliés de première importance, et le premier cette scène de bord de l'eau presque cubiste, peinture sévère, plutôt dure, qui doit tout à Cézanne, un peu à Braque et bien moins à la nature primaires que Dufy qui se réveille par la suite. Il faut lire le cubisme de l'Estaque comme celui, plus affirmé, du Compotier, à la période laura de Dufy qui lui plus durablement marquée par un chef-d'œuvre de Matisse, Luxe, calme et volupté, exposé au salon d'Automne de 1905.

Le tour et l'appuyé, même très colorée, ne lui suffisent pas. Son rythme, c'est la rapidité, son genre, le raccourci, l'éclat, la grâce, et même une sorte d'enchantement. Il tend irrésistiblement, mais, pendant qu'il suit ou accompagne les avant-gardes du moment, Dufy perd ses

amateurs qui aiment le réalisme politique de ses premiers paysages de facture impressionniste.

Jusque vers 1920, pour Dufy peintre, ce sera la traversée du désert, traversée durant laquelle il s'adonne à la création de l'usage et aux décors de fête. Elle n'est guère évoquée ici, cette période.

C'est de 1919 que date l'envoi nouveau, à Venise, (Musée de Venise, 1919-1920). Dufy a changé de technique et changé sa peinture. Au lieu de l'amoindrir, sa période délicate l'a enrichi. De là viennent ces plages de couleurs largement tracées comme un feu de rideau de théâtre et ce dessin aérien qui a une fraîcheur d'esquisse. Et puis la rencontre de Dufy avec le Midi lui est bénéfique. Il gagne, si l'on peut dire, sur tous les tableaux l'impression et la rigueur. Architecture parfaite, géométrique et baroque à la fois, de cette nature morte aux poires et aux fruits (1920-1922), élargie de l'homme, à Claude Lorrain (1922), noir et lumineux peinture qu'il admire ; scènes de rues napolitaines et de sa promenade du bord de mer (de 1927 à 1947), avec ses palmiers, les casinos à coupole, les calèches caracolantes et les lieux d'arbitrage... Et ce grand arbre de 1942 qui regarde Sainte-Maxime, sans doute de la même époque la regarda Dunoyer de Segonzac, avec son branchage plantant sur la baie comme un grand oiseau. C'est tout Dufy dans sa simplicité lorsqu'il est au soleil.

Mais on ne l'évoquerait pas entièrement si l'on oubliait l'eau des régates, toute bleue, plage Saint-Adrien, au Havre, ou bien à Henley, en Angleterre, plus baroque de couleurs estivales et de drapeaux.

Une peinture à la colle fluide, légère

Il faut enfin ajouter la musique, dans laquelle Dufy avait vécu avant même de vivre dans la peinture : l'harmonie de feu du Concert rouge (1948), le très bel hommage à Claude Debussy, aussi français dans sa musique que Dufy l'est dans sa peinture.

Ici, comme ailleurs, le style Dufy tient à un secret : le « médium Maroger », du nom de ce chimiste ami qui avait travaillé avec le peintre au milieu des années 30. C'est une peinture à la colle, fluide, légère, polychrome, séchant vite, sans laisser aux traces du pinceau le temps de fondre. Avec le « médium », en polychrome est toujours là, qui montre le passage de la main, rend visible le geste qui lui et l'efface qui, désormais, reste. Cette technique a passionné un peintre abstrait ou « geste » comme Hartung. Elle a servi admirablement le grand jeu visuel de Dufy, fait de dessins en boucles, déliés, volutes, larges ici, menus là, toujours vifs et justes. Même l'esquisse d'une fresque, qui, en d'autres mains, n'aurait été qu'un penseur, l'illustration des « savants », destinée à la singerie du Jardin des Plantes, sour de la « lise électrique », montre son inimitable maestria, toujours élégante, toujours la présence. Lorsqu'il est lui-même, on se le sentiment que Dufy ne sait peindre que de l'extrême fraîcheur. Rien d'autre ne lui est venu, l'imagier de charme d'un genre mineur mais de la meilleure vaine.

D'autre part, au musée Chéret, on pourra voir un ensemble de peintures de Van Dongen, réunies à l'occasion du centenaire de sa naissance, et à la galerie de la Marine, 55, quai des États-Unis, le rétrospectif d'un artiste contemporain mort prématurément, en 1991, à l'âge de trente-deux ans : Bernard Réquichot.

JACQUES MICHEL

Le prix de musique dans les années 1970, d'un montant de 100 000 couronnes — soit environ 30 000 F — a été attribué au Danois Jean-Pierre Rampal. Le prix Leonie Sonning 1977 avait été décerné à Olivier Messiaen.

Le premier violon de l'orchestre du Bolchoï de Moscou, Leon Sals, est mort accidentellement le 20 août en Grèce. Il était âgé de cinquante ans. Leon Sals se produisait avec l'ensemble symphonique à Athènes.

ELYSEES-LINCOLN - GAUMONT-RICHELIEU - QUINTETTE - 14-JUILLET
BASTILLE - 14-JUILLET PARNASSE - CLICHY-PATHÉ - GAUMONT-
SUD - OLYMPIC ENTREPOT - GAUMONT Evry - LES FLANADES
Sercelles.

PIERRE MONDY
DERNIÈRE SORTIE
AVANT ROISSY
de Bernard PAUL

Au 14-JUILLET BASTILLE, le mardi 23 août, à l'issue de la séance de 20 heures, débat en présence du réalisateur.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Qui êtes-vous, Jean d'Ormesson ?

Cat ail bleu, si bleu, ce souvenir, cette absence dans la réplique qui vient d'une parfaite tolérance aux critiques mais aussi d'un esprit rapide et clair, cet art, ce goût passionné du dialogue, ce charme, en un mot, que chacun lui reconnaît, ont plus fait pour Jean d'Ormesson, dimanche soir, sur la petite écran, que son autoportrait, son beau château, sa grande famille, sa piété filiale, le succès de ses romans et la modestie plus réelle que feinte avec laquelle il s'est mis lui-même en question : pas de vocation impérieuse, une envie de toucher à tout, des contradictions à ne savoir qu'en lire.

C'est pourtant sur ses contradictions que ses « questionnaires » — faut-il dire juges ou adversaires ? — ont insisté. Il est à remarquer que, dans cette émission, contrairement à l'habitude, il n'y avait pas d'avocat de la défense. Même Gérard Gudgeon, le meneur de jeu, posait des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débüté ensemble chez Julliard. Ils se sont retrouvés des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, et Pierre Viannet-Ponté, du Monde, un écrivain « marginal », René Ehni, qui tout semble opposer à Jean d'

REPRODUCTION INTERDIT

L'immobilier

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

LES JEUNES ET LA CRISE

Désarroi à la milanaise

Milan. — Sur la place du Dôme, touristes et gens de la ville déambulent au milieu des pigeons. Sous les arcades, les magasins clos s'apprêtent à fermer, après une journée fructueuse. Terrasses de cafés bondées, restaurants animés, devantures de cinémas alléchantes, dans cette tranquille opulence, la foule flâne, à la recherche de quelques plaisirs. Carla, vingt et un ans, dactylo dans une maison d'édition, après de menus achats pour son prochain départ en Grèce, s'engouffre dans le métro pour rejoindre l'appartement familial de banlieue.

Il bruisse sur Gallarate, quartier-dortoir d'ouvriers et de petits employés aisés du nord-est de l'Italie, périphérie, milanaise. Sous les arbres touffus de la cour de l'ancienne école désaffectée, des éclats de voix joyeux accueillent ceux qui, comme Carla, arrivent au cercle des jeunes du quartier pour la soirée d'adieu, avant leur départ massif en vacances. C'est un des rares à subsister, parmi ceux qui se créent, voici un an, occupant les immeubles vides.

Sur la trentaine d'adolescents présents ce soir au cercle de Gallarate, deux ont un travail fixe. Les autres résident à l'école, ouverte à tous, ce « parking » italien des jeunes sans emploi. De temps à autre, ils font quelques menus travaux au noir. Ainsi, début juillet, quinze d'entre

eux ont emballé des produits surgelés dans une petite entreprise jusqu'au jour où, à la suite d'une algarade avec le directeur, ils partirent, après avoir dû proférer quelques menaces pour être payés.

Sans avoir jamais appartenu à un groupe politique, ils font bloc, au cercle, en vacances, pour fumer le « B », ou pour se procurer de façon plus ou moins légale quelques marchandises. Seule manière, disent-ils, de « résister au vide » et à la marginalisation généralisée. Ils ont un ton légèrement dédaigneux pour parler des autres, la majorité, qui lisent des « porno-fumetti » ou fréquentent bars et salles de bal. Le plus souvent à l'extérieur du quartier. A Gallarate, pas de cinéma, peu d'équipements collectifs. Deux bars, quelques vestiges de champs, où certains font pousser le cannabis.

Fin de soirée, aux alentours de 2 heures du matin : les garçons accompagnent les filles. C'est désormais une nécessité, comme celle d'avoir sur soi un couteau. Dans la grande avenue qui traverse Gallarate, tournent les motos, pétaradantes, parfois sur une seule roue. On des voitures à l'avant renforcé de plomb, jouant aux « autos tamponneuses ». Quelques jeunes jouent au football. En réponse à leurs hurlements, des fenêtres voisines pleurent injures et sauts d'urine.

En famille

« Tonia ». Quelques secondes de silence. « Tonia, je sens que je vais te cogner ». La voix du père, venues des profondeurs du lit, résonne dans le coquet appartement familial, où les portes restent ouvertes la nuit pour veiller à ce que les enfants rentrent bien. Habillent ici le père, la mère, deux tantes célibataires, quatre enfants, venus du Sud. Il y a une dizaine d'années. En dehors de Tonia, dix-neuf ans, qui rentre du cercle, et des deux plus jeunes, tous travaillent et font l'heure commune. Le père, ouvrier-monteur à la Fiat, se lève tous les jours à 4 h. 30 et rentre chez lui à 18 h. 30. Il gagne 800 000 lire, mais sa fille aînée, secrétaire de puis quelques mois (1),

Tonia, cheveux longs, subtil et réservés jusqu'à la méfiance, a travaillé trois fois dans sa vie : manutention, distribution de prospectus, vente de poupées gonflables — pour un salaire d'environ 200 000 lire à l'heure. Il ne veut pas d'un travail fixe, dit-il. « Il se ferait avant comme son père ». Il veut disposer d'un temps libre, « pour voir les choses d'un autre œil, d'une manière plus vraie ».

En attendant, il habite chez ses parents, comme la grande majorité des jeunes milanaise. Ils travaillent, on nom. Pas d'autre solution pour pouvoir manger deux fois par jour. Les loyers sont élevés — 140 000 lire par mois pour un « trois pièces ». — Les appartements rares. Occuper les maisons vides ? Après la grande période du « squatting »,

réserve jusqu'à la méfiance, a travaillé trois fois dans sa vie : manutention, distribution de prospectus, vente de poupées gonflables — pour un salaire d'environ 200 000 lire à l'heure. Il ne veut pas d'un travail fixe, dit-il. « Il se ferait avant comme son père ». Il veut disposer d'un temps libre, « pour voir les choses d'un autre œil, d'une manière plus vraie ».

En attendant, il habite chez ses parents, comme la grande majorité des jeunes milanaise. Ils travaillent, on nom. Pas d'autre solution pour pouvoir manger deux fois par jour. Les loyers sont élevés — 140 000 lire par mois pour un « trois pièces ». — Les appartements rares. Occuper les maisons vides ? Après la grande période du « squatting »,

réserve jusqu'à la méfiance, a travaillé trois fois dans sa vie : manutention, distribution de prospectus, vente de poupées gonflables — pour un salaire d'environ 200 000 lire à l'heure. Il ne veut pas d'un travail fixe, dit-il. « Il se ferait avant comme son père ». Il veut disposer d'un temps libre, « pour voir les choses d'un autre œil, d'une manière plus vraie ».

Dans le secteur public, la municipalité prévoit la création de quelques milliers d'emplois — recrutements de logements, routes en désert, parcs, équipements — par des coopératives de jeunes qui se formeraient à cette occasion et recevraient de la commune un jeune coopérateur, en plus de leurs gains.

« Mais le quart... le plus chaud de Milan, le dépôt des sauterelles, le plus désespéré, où il ne fait pas bon se risquer dès la nuit tombée, c'est Baggio », disent les Milanais.

A une heure et demie du centre, c'est et paisible, au-delà de la frontière que constitue l'énorme raffinerie de la Fina, une longue avenue conduit à Baggio, bordée de ces maisons de couleur à l'aspect de maisons communales par Mincolini pour cantonner les immigrants venus du Sud. Village agricole et artisanal, devenu cité dortoir pour quatre-vingt-dix mille habitants, par équipes, ils occupent un seul cinéma, spécialisé dans le « porno », ateliers « au noir », vol, peur, prostitution.

Dix-huit pour cent des pensionnaires de Baggio, le lieu pour jeunes garçons de Milan, viennent de Baggio.

Apparue sur le marché voici trois ans, l'héroïne s'est développée ces derniers mois. Cinquante seringueurs, jonchant la pelouse qui entoure la bibliothèque municipale, en une seule matinée. Juste avant Noël, 1 gramme coûtait 100 000 lire. Aujourd'hui, il en coûte 250 000. Pour un jeune qui en utilise 1 gramme par jour, cela signifie trouver 7 millions de lire par mois pour occuper son temps. Ces données ont été établies par un centre de lutte contre l'héroïne, un des cinq centres privés existant à Milan, animé par d'anciens militants de la gauche extra-parlementaire, occupant une caserne désaffectée.

« La drogue n'est malheureusement pas un phénomène de la bourgeoisie », constate un adjoint communiste de la mairie. Marco, vingt-cinq ans, habitant Baggio avec ses parents, ouvrier à la chaîne dans une entreprise de sous-traitance mécanique, pour un salaire mensuel de 330 000 lire. Du manque douloureux, de la course à l'héroïne, il n'a pas eu envie.

Avoir de l'argent en poche, un espace où se retrouver, où se parler, voici ce qu'est l'usine pour Marco. « A l'assemblée de chambre », ajoute-t-il, on décide du nombre de pièces à faire dans la journée, pour que la fatigue soit également distribuée. On se lit pas les journaux, on se dit de l'opposition ; on discute avec les plus âgés ; on se rend en masse au congrès syndical pour faire entendre sa voix. On reste à l'écart des jeunes partisans de la lutte armée, qui n'hésitent pas, il y a peu, à tirer dans les jambes des chefs d'entreprises ou de délégués syndicaux.

« Non, s'exclame une dame, se dressant d'émotion, ça va me faire perdre du temps. Ils ne pourraient pas choisir un autre endroit et un autre moment quand ils veulent cogner ? » Par chance, en ce mois d'août, le wagon était peu rempli, les touristes l'occupaient en majorité, et les Parisiens, à cette exception près, semblaient calmes. Alors, contrairement à l'habitude, personne n'a renchérit.

« Non, s'exclame une dame, se dressant d'émotion, ça va me faire perdre du temps. Ils ne pourraient pas choisir un autre endroit et un autre moment quand ils veulent cogner ? » Par chance, en ce mois d'août, le wagon était peu rempli, les touristes l'occupaient en majorité, et les Parisiens, à cette exception près, semblaient calmes. Alors, contrairement à l'habitude, personne n'a renchérit.

JOSTANE SAVIGNEAU.

voici deux ans, on n'y croit plus guère. La police intervient très vite, à chaque nouvelle tentative. Inscrit dans une école technique d'art, Tonia ne s'y est pas rendu pendant quatre mois et passe pourtant dans la classe supérieure. « A l'école, elle aussi, est fatiguée », dit-il.

Dans cette famille relativement aisée, unie, où le travail est une

Le programme de lutte contre le chômage

Selon un responsable de la mairie, cinquante mille emplois ont été supprimés en deux ans dans les entreprises moyennes et petites. Pour les trois cent mille jeunes, âgés de quinze à vingt-neuf ans, que comptent Milan et sa périphérie, soit environ un cinquième de la population totale, l'avenir est problématique. De sources officielles, un tiers n'a pas de travail, se retrouvant à l'école ou dans la rue. Un nombre infime touche les 800 000 quotidiennes d'allocation-chômage. Des milliers travaillent pour moitié dans l'industrie, pour moitié dans le tertiaire. Mais ils sont de plus en plus nombreux à le faire « au noir », sans aucune protection sociale. Dans ce pays où le statut du travailleur est le meilleur d'Europe. Des occasions que l'on glane dans les bars, ou encore — fait plus spécifique à l'Italie — dans des bureaux qui ont pignon sur rue. En échange de leurs services, ceux-ci retiennent la moitié du salaire. Certains de ces chiffres ont subi dernièrement quelques assauts de la « droite contre le travail noir », de la part de jeunes décidés à faire respecter leurs droits.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public de 1977 à 1980, de 1 080 milliards de lire, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

L'ÉTAT CONDAMNÉ À INDEMNISER UN LYCÉE PARALYSÉ

Le tribunal administratif de Lyon, après neuf ans de procédure, vient de condamner l'État à verser 1 350 000 F de dommages et intérêts à un jeune lycéen, M. Jack Gauthier, habitant le Coteau (Loire), qui est resté paralysé des quatre membres après un accident survenu au cours d'un match de rugby en 1968 à Saint-Etienne. Dans un jugement en date du 1^{er} juillet 1976, le tribunal notait : « La participation au championnat de rugby comporte des risques d'accident anormalement graves pour les joueurs. Les dommages qui résultent de tels accidents excèdent les charges que doivent normalement supporter les élèves des établissements d'enseignement en contrepartie des avantages tirés du service public de l'éducation. La responsabilité de l'administration se trouve engagée », concluent les juges, même en

l'absence de faute, en raison de dommages d'exceptionnelle gravité subis par les jeunes gens qu'elle a sélectionnés pour prendre part aux épreuves de cette nature. »

DISTRIBUTION DE TRACTS ANTINUCLÉAIRES A NOTRE-DAME-DE-PARIS

Dimanche 21 août, dans l'après-midi, à Paris, une vingtaine de manifestants ont pénétré dans la cathédrale Notre-Dame, où se déroulait un concert, pour y distribuer des tracts signés du « groupe autonome de soutien aux sciences antinucléaires ». Ils sont montés sur le podium, ont branché un magnétophone pour tenter de faire entendre un message avant d'essayer de déployer une banderole. Le sacristain, qui a voulu s'interposer, a été bousculé : la police est intervenue et a interpellé sept personnes, qui ont été relâchées après vérification d'identité.

Dans un communiqué publié après ces incidents, le « groupe autonome de soutien aux sciences antinucléaires » appelle à une manifestation mardi 22 août, devant le palais de justice, à Paris, à l'occasion du procès en appel des manifestants de Crey-Mailville prévu pour le lendemain à Grenoble.

CATASTROPHES

LE SÉISME EN INDONÉSIE

Plus de cent quarante morts

Le gouvernement de Djakarta a annoncé, lundi 22 août, que le tremblement de terre qui a frappé l'archipel indonésien le vendredi 19 août a tué soixante-douze personnes dans les îles de la Sonde, soixante-dix dans l'île de Sumatra et deux à Bali. Ces chiffres sont encore provisoires, tous les rapports sur les régions touchées n'étant pas encore parvenus à Djakarta. — (A.P.)

Inondations aux Philippines

Des pluies torrentielles ont causé des dégâts très importants au cours des deux derniers jours dans le nord des Philippines. Huit mille personnes ont dû être évacuées et la capitale, Manille, est sous 1 mètre d'eau. Une dizaine de morts ont été recensés jusqu'à présent. De nouvelles pluies sont attendues dans la région. — (Reuters.)

Il y a des jours où la publicité vous amuse, des jours où elle vous informe, des jours où elle vous agace.

Quand elle vous agace, nous nous sentons un peu responsables — même si ce n'est pas une agence de l'AACP qui en est la cause —

L'utilité de la publicité n'est plus à démontrer pour les économistes.

Mais, pour vous qui n'êtes pas forcément économiste, le jour où une publicité précise vous a agacé, vous en voulez un peu à toute la Publicité.

C'est pourquoi nous, l'AACP, qui sommes un groupement de 101 agences de publicité, nous avons établi pour nos membres des règles très strictes vis-à-vis du consommateur. — Quant au fond du message : il doit être conforme au code de la Chambre de Commerce Internationale et aux recommandations du Bureau de Vérification de la Publicité (B.V.P.). — Quant à la forme du message : il doit, par sa qualité d'expression, respecter la sensibilité du public.

Cela ne veut pas dire, qu'à partir de demain, toutes les annonces seront irréprochables et d'un goût parfait.

Si vous souhaitez plus de renseignements sur l'AACP, vous pouvez écrire à l'AACP 31, rue François-I^{er} — 75008 PARIS

AACP

Association des Agences-Conseils en Publicité.

L'AACP existe depuis 4 ans et groupe aujourd'hui 101 agences de toutes dimensions. Elles représentent 70 % des budgets gérés par des agences à Paris et dans les régions.

Les agences AACP comptent environ 4000 collaborateurs dont plus de 60 % sont cadres et techniciens.

Pour faire partie de l'AACP, chaque agence se soumet à des règles professionnelles devant une commission de qualification présidée par une haute personnalité indépendante. Elle s'engage à respecter : — Les lois et règlements en vigueur, — Les règles des agences-conseils, — Les statuts de l'AACP.

L'AACP, syndicat professionnel (loi de 1884) est l'un des organismes fondateurs du Conseil National de la Publicité.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 23-4. LE ONZIÈME CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS
4. EUROPE
- 4-5. AFRIQUE
5. PROCHE-ORIENT
- POINT DE VUE : « Israël, un nouveau chapitre », par Maurice Bernheim.
- 6-7. POLITIQUE
7. SCIENCES
- RELIGION
8. ÉQUIPEMENT
9. EN ÎLE-DE-FRANCE
- POINT DE VUE : « Reddition et liquidation industrielle », par Guy Poussy.
10. LE MONDE DE L'ÉTÉ
- Feuilleton.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
Pages 11 et 12
— Qui paie l'impôt ?
— La majorité des Français seraient favorables à un blocage momentané des prix et des rémunérations.

13. SPORTS
- 14-15. ARTS ET SPECTACLES
16. ÉDUCATION
17. SOCIÉTÉ
18. JUSTICE
20. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (15)
Annonces classées (16 et 17)
Aujourd'hui (18) : Carnet (18)
« Journal officiel » (18) : Météorologie (19) : Mots croisés (19) : Bourse (21).

PAROLE PUBLIQUE : VOS NOUVEAUX ALLIÉS

Ce sont vos auditeurs. Hier encore, ils accueillirent avec une indifférence polie vos exposés « consciencieux » et incolores. Aujourd'hui, ils répondent par leur enthousiasme à la chaleur de vos interventions. Vous pouvez compter sur eux. Nos techniques d'improvisation sont vraiment efficaces.

INSTITUT D'EXPRESSION ORALE
30, cité Trévise, 75009 PARIS.
Tél. : 770-58-03

Nous recevons volontiers sur rendez-vous, de 10 h. à 21 h. Les cours continuent ce soir.

Rémy
décorateur
Les salons, les bibliothèques, son rustique, ses salles de styles, ses copies d'anciens
OUVERT EN AOÛT
pour faciliter votre choix.

Rémy a sélectionné dans sa gamme de lits de repos ce merveilleux petit divan Louis XVI canapé en 0,80 x 1,90 ext. Se fait en très dimes et garni de tissu, dans les laques et palmiers dont Remy a le secret.

82, Fg St-Antoine
PARIS XII^e - 75004-58

LE MONDE diplomatique
du mois d'août
EST PARU
Au sommaire :
Polémique en Italie SAUVER UN ÉTAT EN DÉCOMPOSITION ?

A B C D E F G

L'AFFAIRE APALATEGUI

- Le militant basque, qui poursuit sa grève de la faim est hospitalisé
- Plusieurs manifestations à Saint-Sébastien et à la frontière franco-espagnole

Plusieurs manifestations ont été organisées en Espagne, au Pays basque, les 20 et 21 août, pour réclamer la libération de M. Miguel-Angel Apalategui-Ayerbe, militant du mouvement séparatiste ETA, qui est actuellement détenu en France et dont le gouvernement espagnol demande l'extradition. Incarcéré depuis le 21 juin à la prison des Baumettes, à Marseille, M. Apalategui-Ayerbe a commencé, au début du mois d'août, une grève de la faim après le rejet de sa demande de mise en liberté. Son état de santé a nécessité son transfert à l'hôpital de la prison ce lundi 22 août. Les demandes d'extradition formulées par le gouvernement espagnol — qui soulèvent de nombreuses protestations tant en Espagne qu'en France — seront réexaminées le 14 octobre par la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence (« Le Monde » des 20 juillet et 10 août).

Un millier de personnes venant de la ville voisine d'Irun ont manifesté le 21 août sur le pont de la Bidassoa, qui marque la frontière près d'Hendaye (Pyrénées-Atlantiques). Les manifestants se sont regroupés dans la zone qui sépare les deux postes de douanes, français et espagnol, après avoir renversé les barrières installées par le service d'ordre français. Ils ont attaché les drapeaux français et espagnols sur le pont pour les remplacer par des drapeaux basques, puis ils ont scandé des slogans hostiles au gouvernement français. Les manifestants se sont dispersés au bout de deux heures sans que la compagnie de G.S.R. envoyée sur les lieux ait eu à intervenir.

Les manifestations qui ont eu lieu les 19 et 20 août à Saint-Sébastien ont été plus violentes. Treize personnes ont été blessées au cours des affrontements qui ont opposé les forces de l'ordre à près de vingt mille manifestants qui réclamaient la libération de M. Apalategui. Les incidents les plus graves se sont produits aux abords du consulat de France, dont la police interdisait l'accès. Le frère de M. Apalategui venait de lire un message de ce dernier affirmant qu'il continuait sa grève de la faim jusqu'à sa libération quand le chauffeur d'une voiture immatriculée en France, pendant le contrôle de son véhicule, a heurté plusieurs manifestants — sans toutefois les blesser. Cet incident, qui a été pris pour une agression par les manifestants, a marqué le début des heurts avec la police. Celle-ci a tiré des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes pour disperser la foule. La veille, une manifestation analogue avait eu lieu dans le centre de la ville. Dix-sept personnes — dix manifestants et sept policiers — avaient été blessées, l'une d'entre elles gravement atteinte au visage par une balle en caoutchouc.

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

Polémique P.C.-P.S. sur le sort de trois groupes « nationalisables »

« Les propositions du parti socialiste laissent de côté la nationalisation de Dassault, de Thomson-C.S.F., de C.I.T.-Alcatel, de Roussel-Uclaf, de C.I.L.-Honeywell », écrit M. Marchais dans sa réponse à M. Priouret (voir page 6). Que le secrétaire général du parti communiste évoque le sort qui sera fait à C.I.T.-Alcatel et Thomson-C.S.F., filiales respectives des groupes C.G.E. et Thomson-Brandt, dont la nationalisation est prévue par le programme commun, n'est pas surprenant. On sait, en effet, que de graves divergences opposent le P.C. et le P.S. sur la question des nationalisations. Le P.C. désire la rendre à toutes les filiales détenues à plus de 51 % par les groupes « nationalisables », le P.S. est beaucoup plus réservé sur ce point précis.

L'allusion faite à Dassault, Roussel-Uclaf et C.I.L.-Honeywell Bull est plus surprenante. Ces trois groupes figurent, en effet, sur la liste des groupes nationalisables dans le programme de 1972 et le P.S. a clairement affirmé que les modifications intervenues dans le capital de deux d'entre eux, Roussel-Uclaf, passé sous le contrôle de la firme allemande Hoechst et C.I.L.-Honeywell Bull, dont le groupe américain Honeywell détient aujourd'hui 47 % du capital, ne remettaient pas en cause ce principe.

Alors ? Les responsables du P.C. ont acquis la conviction que la position du P.S. n'est pas aussi claire qu'il y paraît. Selon

ADMISSIONS A L'ACADEMIE DE FRANCE

Par arrêté du ministre de la culture et de l'environnement publié au Journal officiel du 2 août, sont déclarés admis à l'Académie de France à Rome (ville Médicis) au titre de l'année 1977-1978 :

Première section : MM. Pierre Pinon et Sylvester Monnier, architectes ; M. Jean-Marie Chevalier et Mlle Hélène Mugot, peintres ; M. Frédéric Marquis et Mlle Anne Descolas, sculpteurs.

Deuxième section : M. Jean-Noël Vuarnet, écrivain ; M. Alain Caussin, compositeur de musique ; MM. Alain Dubois, Philippe Nabonn, Paul Brizzi, cinéastes.

Troisième section : Mme Isabelle Balsamo et M. Denis Lavalla, historiens d'art.

Douze pensionnaires — trois dans la première section, quatre dans la deuxième, cinq dans la troisième — ont obtenu, à la fin de l'année scolaire 1976-1977, le renouvellement de leur bourse de séjour pour une année.

Le numéro du « Monde » daté 21-22 août 1977 a été tiré à 479 953 exemplaires.

Après le meurtre d'un travailleur algérien à Marseille

LE JOURNAL « AL CHAAB » AXES UNE MISE EN GARDE AUX AUTORITÉS FRANÇAISES

Alger (A.F.P.). — Le quotidien algérien « Al Chaab » écrit dimanche que « l'Algérie, pour préserver la sécurité et la dignité de ses citoyens, est capable d'aller plus loin encore que la décision de septembre 1973 suspendant l'émigration algérienne en France ».

Ce commentaire est la première réaction officielle algérienne au meurtre, la semaine dernière, d'un ressortissant algérien à Marseille (« Le Monde » du 29 août). Il met sur un même plan le meurtre de Marseille et le licenciement par Unioir d'un ouvrier algérien qui a passé « la fleur de l'âge » au service de cette entreprise.

Le journal algérien rappelle que « le facteur humain est un élément essentiel et fondamental des relations franco-algériennes ».

Evoking la « détermination » de ces relations, « Al Chaab » estime qu'« il ne reste plus à la France qu'une courte distance à séparer du point de non-retour ». Il souhaite néanmoins que Paris « manifeste sa volonté, et se réalise par des propos mesurés, d'ouvrir une nouvelle page dans les relations franco-algériennes, qui pourrait commencer par un accord de nos frères émigrés dans ce pays anxié par les appartenances ».

« La France le pourra », souligne le quotidien algérien, dans la mesure où elle aura reconnu les nouvelles réalités imposées par le mouvement de libération nationale, qui ne peut considérer toute coopération loyale qu'à la fois comme une consécration matérielle et un engagement moral ».

LES SOVIÉTIQUES RATTRAPERONT VITE LEUR RETARD DANS LA FABRICATION DE LA BOMBE A NEUTRONS

déclare un savant est-allemand

Le professeur von Ardenne, l'un des savants les plus réputés vivant en R.D.A., vient de déclarer dans *Neues Deutschland*, organe du P.C. est-allemand, que l'Union soviétique pourrait être prochainement en possession de la bombe à neutrons. « Si les États-Unis entreprennent réellement la production de la bombe à neutrons », a dit M. von Ardenne, le délai sera étonnamment court jusqu'à ce que l'U.R.S.S. dispose de sa propre arme nucléaire ». Aujourd'hui âgé de soixante-dix ans, le physicien Manfred von Ardenne, qui travailla de 1945 à 1955 en Union soviétique, fut ensuite, après son retour en Allemagne de l'Est, directeur d'un centre de recherches portant notamment sur la fabrication de la bombe à neutrons, et créé à Dresde par les autorités pour lui permettre de poursuivre ses travaux avec une grande liberté d'initiative.

Le général Heusinger, ancien responsable de la Bundeswehr ouest-allemande, s'était, lui aussi, déclaré récemment convaincu que les États-Unis avaient commencé la fabrication de la bombe à neutrons, les Soviétiques ne mettraient pas longtemps à posséder cette arme.

Au synode de l'Eglise canadienne anglicane

CONTROVERSE PUBLIQUE AUTOUR DE L'EUTHANASIE

Montréal (A.F.P.). — Les trois cents délégués au vingt-huitième Synode national de l'Eglise anglicane du Canada, qui se tient à Calgary (Alberta), ont décidé de remanier un rapport préparatoire sur la mort, qui traite, entre autres, de l'euthanasie, à la suite de la controverse maladroite qu'il a déclenchée dans le grand public.

Le rapport confidentiel, rendu public en juillet, à l'occasion d'une fuite, suggère que l'on s'occupe par tout d'abord d'élaborer des lois pour protéger la vie d'enfants gravement déficients, condamnés à une vie végétative.

Devant les réactions passionnelles, pour ou contre cette ouverture à l'euthanasie « passive », les délégués ont décidé de renvoyer le rapport dans un délai de dix mois, « pour répondre à des questions théologiques non résolues ».

Au Liban Des accrochages entre chrétiens et musulmans ont fait une dizaine de morts dans un village du Chouf

De notre correspondant

Beyrouth. — Des heurts sanglants ont opposé, dimanche 21 août, chrétiens maronites et musulmans druzes autour de l'église du village de Brieh, situé dans la région montagneuse du Chouf. Selon la radio phalangiste, les affrontements ont éclaté après que des musulmans eurent massacré plusieurs fidèles qui étaient « sortis de l'église pour s'enquérir des causes d'une panne soudaine d'électricité ». Les assaillants appartenaient au parti socialiste progressiste de M. Walid Joumblatt, actuellement en voyage à l'étranger. Un porte-parole du P.S.P. a affirmé, en revanche, que les incidents avaient éclaté lorsque les phalangistes avaient, à la sortie d'une messe de requiem, « tiré d'abord en l'air, puis sur des Druzes, faisant trois morts et deux blessés ».

Selon les phalangistes, les affrontements ont fait onze morts et vingt-trois blessés. Un communiqué de la force arabe de dissuasion fait état de quinze morts et blessés. Le P.A.D. s'efforce de minimiser la gravité de ces incidents et assure qu'elle est intervenue rapidement pour contrôler la situation en opérant de nombreuses arrestations.

Bien que ces affrontements aient suscité une vive émotion au sein de la droite chrétienne, il est peu probable qu'ils dégénèrent en une grave crise politique. La situation était, ce lundi matin, normale à Beyrouth et dans la montagne voisine. Il n'en reste pas moins que l'incident de Brieh risque de retarder la mise en œuvre des mesures envisagées par le gouvernement pour débloquer la situation. Les affrontements de Brieh ont eu lieu à la veille du congrès du Front libanais maronite, qui est censé définir une nouvelle formule de coexistence entre les communautés au Liban, et l'on peut craindre que ses répercussions ne renforcent les tendances autonomistes déjà pulsantes parmi les chrétiens, et ne compromettent l'application, actuellement en cours, de l'accord libano-palestinien de Châtana. — L. G.

La polémique se poursuit entre Jérusalem et Washington sur la création de colonies juives en Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — Américains et Israéliens paraissent décidément résolus non seulement à ne rien cacher de leurs divergences, mais à exprimer leurs désaccords avec le maximum de clarté.

Le département d'Etat ayant déclaré, le 18 août, que la création de trois nouvelles colonies en Cisjordanie constitue un obstacle à la recherche de la paix et que de surcroît cette décision est « illégale » (« Le Monde » du 20 août), le gouvernement israélien a publié à l'issue du conseil des ministres du dimanche 21 août un communiqué repoussant, en termes abrupts, la déclaration du département d'Etat.

Après avoir rappelé que la décision de créer les trois colonies avait été prise le 19 avril, et donc par le précédent cabinet, le communiqué estime injustifiée la remarque du secrétaire d'Etat américain sur l'influence négative que cette décision pourrait avoir sur les chances d'une négociation. Le

ministère israélien a ajouté qu'Israël « n'accepte pas et ne pourra jamais accepter l'argument selon lequel l'installation de juifs en Eretz-Israël est illégale ».

Quelques heures après la publication du communiqué de Jérusalem, le département d'Etat répliquait officiellement qu'il maintenait son jugement et rappelait que les divergences de points de vue ne devaient surtout pas porter atteinte à « la volonté et la profonde amitié qui unissent les deux pays ».

A l'issue du conseil des ministres, a aussi été annoncée la visite éclair que doit faire à Londres ce lundi le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, pour, selon le motif officiel, informer la communauté juive des résultats de la visite de M. Cyrus Vance. On se demande en Israël si une rencontre avec le roi Hachem II n'est pas la véritable raison du voyage de M. Dayan. — A. Sc.

SECON LE « NEW YORK TIMES » Damas, Amman et Le Caire seraient prêts à signer des traités de paix avec Israël

De notre correspondant

La Syrie, l'Égypte et la Jordanie ont informé les États-Unis qu'elles étaient prêtes à signer des traités de paix avec Israël, dans le cas où un règlement global du problème du Proche-Orient, rapporté dimanche 21 août le *New York Times*.

Le quotidien précise que la Jordanie et l'Égypte pourraient aussi étudier, par la suite, une proposition américaine d'établir des relations diplomatiques avec Israël. Selon le journal, ces diverses positions des pays arabes ont été communiquées au secrétaire d'Etat M. Cyrus Vance au cours de sa récente tournée au Proche-Orient.

Le *New York Times* souligne que ces informations, tenues secrètes jusqu'à présent, lui ont été fournies par des sources dignes de foi. Abordant le problème de la participation palestinienne à la conférence de Genève, le quotidien rapporte que M. Vance a avancé un certain

AFRIQUE DU SUD ET LA BOMBE

De notre correspondant

Le gouvernement sud-africain a annoncé, dimanche 21 août, qu'il avait décidé de ne pas intervenir militairement en faveur de l'apartheid en Afrique du Sud. Cette décision, qui a été prise à la suite d'une série de consultations avec les membres du cabinet, est considérée comme une victoire pour les opposants à l'apartheid. Le gouvernement a également annoncé qu'il allait se retirer de la commission de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) qui se tient actuellement à Addis-Abeba.

Le gouvernement sud-africain a également annoncé qu'il allait se retirer de la commission de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) qui se tient actuellement à Addis-Abeba.

Le gouvernement sud-africain a également annoncé qu'il allait se retirer de la commission de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) qui se tient actuellement à Addis-Abeba.

La mise en garde de Paris

De notre correspondant

Paris. — Le gouvernement français a exprimé, dimanche 21 août, sa profonde inquiétude à l'égard de la situation en Israël. Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-François Picot, a déclaré que le gouvernement français était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour contribuer à la paix en Israël.

Le gouvernement français a également exprimé sa profonde inquiétude à l'égard de la situation en Israël.

Le gouvernement français a également exprimé sa profonde inquiétude à l'égard de la situation en Israël.

Le gouvernement français a également exprimé sa profonde inquiétude à l'égard de la situation en Israël.

Le gouvernement français a également exprimé sa profonde inquiétude à l'égard de la situation en Israël.

Le gouvernement français a également exprimé sa profonde inquiétude à l'égard de la situation en Israël.

Le gouvernement français a également exprimé sa profonde inquiétude à l'égard de la situation en Israël.

Le gouvernement français a également exprimé sa profonde inquiétude à l'égard de la situation en Israël.

Le gouvernement français a également exprimé sa profonde inquiétude à l'égard de la situation en Israël.

Le gouvernement français a également exprimé sa profonde inquiétude à l'égard de la situation en Israël.

Le gouvernement français a également exprimé sa profonde inquiétude à l'égard de la situation en Israël.

Le gouvernement français a également exprimé sa profonde inquiétude à l'égard de la situation en Israël.

Le gouvernement français a également exprimé sa profonde inquiétude à l'égard de la situation en Israël.

Le gouvernement français a également exprimé sa profonde inquiétude à l'égard de la situation en Israël.

Le gouvernement français a également exprimé sa profonde inquiétude à l'égard de la situation en Israël.

Le gouvernement français a également exprimé sa profonde inquiétude à l'égard de la situation en Israël.